

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

VERS L'ORGANISATION AGRAIRE PAR LE SYNDICALISME

L'Union du Centre-Est
des Syndicats Agricoles et Viticoles

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Mercredi 6 Mars, à 14 heures

PAR

M. PIERRE VERDREAU,

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris
et de l'Ecole libre des Sciences Politiques.

Président : M. OUALID, Professeur,

Suffragants { M. PERREAU
 { M. HITIER

IMPRIMERIE DES ORPHELINS-APPRENTIS D'AUTEUIL
40, RUE LA FONTAINE, 40

PARIS (16^e)

—
1929

VERS L'ORGANISATION AGRAIRE PAR LE SYNDICALISME

L'Union du Centre-Est
des Syndicats Agricoles et Viticoles

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Mercredi 6 Mars, à 14 heures

PAR

M. PIERRE VERDREAU,

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris
et de l'Ecole libre des Sciences Politiques.

Président : M. OUALID, Professeur,

Suffragants { M. PERREAU
 { M. HITIER

IMPRIMERIE DES ORPHELINS-APPRENTIS D'AUTEUIL
40, RUE LA FONTAINE, 40

PARIS (16^e)

1929

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



A MA MÈRE

A MON PÈRE

AVANT - PROPOS

Frappé par la vitalité de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles et viticoles, il nous est apparu qu'elle serait un sujet particulièrement intéressant d'étude.

Après en avoir pénétré le fonctionnement et les résultats, il ressort que des organisations semblables, développées et généralisées, pourraient rénover notre agriculture et satisfaire les desiderata de la nouvelle mentalité paysanne.

C'est la raison du titre de cet ouvrage, au seuil duquel j'adresse l'expression de ma gratitude à tous ceux dont l'aide m'a été précieuse; particulièrement à M. Adrien TOUSSAINT, président du Centre-Est, pour ses conseils éclairés, et à M. GATHERON, directeur général, qui a bien voulu mettre à ma disposition, avec une inlassable amabilité, les renseignements qui m'étaient nécessaires.

Il m'a été agréable de citer leurs noms au cours de mon exposé, dans l'espoir qu'ils voudront voir là, avec un souci d'exactitude, un hommage à leur dévouement à la cause agricole en général et à celle du Centre-Est en particulier dont ils sont les animateurs.

P. V.

Mars 1929.

INTRODUCTION

1

A) Du 15 au 20 mai 1928 ont eu lieu à Prague, à l'occasion du dixième anniversaire de la proclamation de la République Tchéco-Slovaque, de magnifiques fêtes au cours desquelles un Congrès, où 150.000 paysans et paysannes ont assisté et défilé pendant 6 heures, a été organisé par le parti républicain des agriculteurs et petits paysans de Bohême, Moravie et Slovaquie. Ce parti compte plus de 1.200.000 membres sur les 13 millions d'habitants de la Tchéco-Slovaquie. Ses adhérents ont envoyé au Parlement aux dernières élections 46 députés et 23 sénateurs. Né en 1899 de la crise agricole qui affligeait la Moravie, la Bohême et la Slovaquie et en même temps du conflit avec les gros propriétaires terriens, ce parti a acquis après la guerre, dès 1919, un développement considérable qu'il mit aussitôt au service de l'ordre public. Ce parti en effet travaille pour la « masse » et l'un de ses dirigeants était amené à dire : « La force économique du pays est une grande pyramide dont la base solide est la terre et le paysan. Notre seul mérite est d'avoir compris que si l'on voulait que cette pyramide fut solide et en équilibre il convenait de la faire reposer sur cette base. »

Le vif sentiment national qui anime ce parti n'a pas exclu les tendances internationalistes et c'est pour servir son idéal de paix qu'il a lancé à Prague en mai 1928 l'idée

d'une Internationale agraire. Celle-ci dirigée par M. Ch. Mégir, ministre plénipotentiaire, directeur du bureau international agraire, a pour but de coordonner l'action nécessaire en vue de développer et d'harmoniser la production agricole parmi les divers Etats.

En Roumanie, où sur une population de 17 à 18 millions d'habitants, plus de 14 millions vivent dans des villages, une lutte contre les boyards, gros propriétaires terriens, a été l'origine de la constitution d'un parti paysan qui a obtenu l'expropriation de six millions d'hectares. En 1925, le parti qui développait la mutualité, la coopération et le crédit agricole a obtenu la constitution des Chambres d'agriculture qui, groupées en une Union, ont pour tâche de collaborer avec le ministre de l'Agriculture pour l'élaboration de toutes les lois agricoles. Le parti national paysan roumain compte au Parlement 69 députés.

En Lettonie, un parti paysan s'est constitué dès la première année d'existence de cette petite république de 1.628.000 habitants. Intimement convaincu que l'agriculture est la base d'un état vraiment bien équilibré, ce parti a joué un rôle éminent puisque, après la révolution russe, c'est son chef qui a pris la tête du premier gouvernement letton reconnu par les autres Etats. A l'heure actuelle sur les 100 députés qui composent le parlement et qui appartiennent à une vingtaine de partis, le parti agraire est représenté par 17 députés. Depuis dix ans que la Lettonie est indépendante, ce sont presque toujours des partis paysans lettons qui ont constitué les cabinets.

En Yougo-Slavie comme en Roumanie, plus des trois quarts de la population vivent de la terre et l'inégalité du traitement de l'industrie et de l'agriculture a déterminé, en 1924, une crise aggravée par le manque de crédits et une politique douanière et fiscale extrêmement préjudiciable à l'agriculture, celle-ci formant en effet 64 % des ressources du budget dont 0,2 % seulement est consacré à cette profession. Aussi s'est constitué un parti agraire, « l'Union des

Agriculteurs », auquel les agriculteurs serbes adhèrent en grand nombre.

En *Allemagne* deux partis sont nés : le parti chrétien national et le parti paysan allemand. Ce dernier n'est autre que l'ancienne Union Paysanne Bavaroise dont la zone d'action et d'influence a été étendue pour pouvoir présenter des candidats au Reichstag ailleurs qu'en Bavière.

La Finlande, la Norvège, l'Esthonie, la Lithuanie, la Pologne, la Bulgarie, la Grèce, le Royaume Serbe, Croate et Slovène, la Suisse, l'Irlande, l'Autriche, la Hollande enfin, ont un ou des partis paysans.

En *France*, des essais de création de partis agraires ont été faits. Le 23 mars 1928, par exemple, un groupe de cultivateurs, venus de 10 départements, a décidé la formation du « Parti agraire et paysan français » (1). Des statuts provisoires ont été élaborés, et il a été convenu que le journal la *Défense Paysanne* (Aurillac) serait l'organe du Parti. Depuis, l'organisation s'est développée, et d'autres journaux comme le *Paysan de l'Yonne* (Auxerre), le *Conseiller agricole* (Lille), le *Paysan de la Haute-Marne* (Chaumont), la *Terre Tourangelle* (Tours), constituent la presse du Parti. Un organe central, la *Voix de la Terre*, hebdomadaire, est édité depuis le 25 octobre 1928. Le n° 1 contenait une longue « Déclaration » aux termes de laquelle le Parti paysan français combattrait sans distinction tous les clans de politiciens, les taxes, les lois d'exception, la démagogie, le désordre fiscal, les tarifs de chemins de fer, les bourses de commerce, les trusts. « Il n'y a que les agraires, y est-il écrit, qui n'ont aucun intérêt à la guerre... Il n'y a pas de culture possible de la terre sans le respect de quatre choses : Liberté, propriété, ordre et paix. »

(1) Le Parti agraire et paysan français adhère au Bureau International agraire dont le siège est à Prague, et qui comprend : les partis paysans esthonien, finlandais, hollandais, croate, slovène, suisse, lithuanien, allemand, suédois, polonais-piast, l'Union Nationale des Paysans bulgares, l'Union des agriculteurs serbes, le Parti National paysan roumain, le Parti agraire et paysan tchécoslovaque.

B) A côté de ces partis agraires, de nombreuses associations agricoles les plus diverses se sont répandues, surtout depuis la guerre, non seulement en France, mais encore à l'étranger. L'Union Nationale des Sociétés coopératives agricoles allemandes comprend plus de 26.000 Sociétés coopératives affiliées. L'Union Suisse des paysans est si puissante qu'elle a pu faire modifier le Code civil suisse. Le Boerenbond, ligue des paysans belges créée en 1890, groupait, fin 1927, 113.000 membres répartis en 1.185 gildes, et voyait le montant des dépôts à sa Caisse de crédit s'élever à 1 milliard. Au Canada, des Sociétés de producteurs de blé ont créé des pools qui disposent de plus de 50 % de la totalité du blé produit chaque année; nous pourrions multiplier de tels exemples en citant les organisations qui prospèrent en Hollande, au Danemark, etc...

En France, on peut évaluer à 10.000 le nombre des syndicats agricoles, avec 1.225.000 syndiqués et 176 unions de syndicats. Au 31 décembre 1926 on comptait 5.338 Caisses locales de crédit agricole et 98 Caisses régionales avec un total de dépôts de 186.500.000 francs, et 16.600 Sociétés d'assurances mutuelles agricoles. Quant aux coopératives agricoles il y en a plus de 4.000. A côté de ces sociétés locales ou régionales, on trouve de grands groupements agricoles : la Société des Agriculteurs de France qui compte 21.000 membres, et à laquelle est étroitement unie l'Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs de France (7.200 syndicats, plusieurs unions régionales dont certaines très importantes, comme celles du Sud-Est, du Plateau Central, les fédérations d'Alsace et de Lorraine, du Nord et du Pas-de-Calais, l'Union du Centre-Est, etc...), la Société Nationale d'encouragement à l'agriculture qui favorise la politique gouvernementale; le Syndicat central des agriculteurs de France (20.000 adhérents); la Fédération agricole du Centre-Sud (70.000 adhérents); le Syndicat des Agriculteurs du Loir-et-Cher, etc... De nombreux groupements spécialisés existent, tels que la Confédération générale des Vignerons,

la Confédération générale du lait, la Confédération des producteurs de cidre, des producteurs de viande, etc...

Un peu après la guerre a été créée la Confédération Nationale des Associations agricoles, organe de défense qui groupe des associations extrêmement bigarrées. Plus récemment est née la « Ligue Agricole Française », société anonyme dont le but est d'unir entre eux les syndicats, les fédérations agricoles, etc... en vue de réaliser la « Rationalisation en agriculture ». Les organismes qui doivent l'aider dans cette tâche sont : la Banque Agricole de France, le Comptoir Commercial agricole de France, le Comptoir industriel agricole de France.

Un mouvement paysan important et intéressant à signaler est l'*Entente Paysanne*, qui prit son essor au Congrès de Cahors le 20 septembre 1925 et se répandit avec une rapidité surprenante notamment dans le Lot, la Dordogne, la Corrèze et la Charente-Inférieure. Elle compte maintenant environ 200.000 membres groupés en 700 sections communales avec, comme organes, le *Courrier agricole* et le *Bulletin Officiel de l'Entente Paysanne*. L'Entente n'admet que des cultivateurs authentiques, c'est-à-dire ceux qui exercent la profession de « travailleurs agricoles ». Sa devise est de faire tout « Pour et Par le Paysan ». Elle agira sur le terrain politique mais les politiciens n'ont pas accès chez elle. Sa méthode est d'utiliser la force de l'opinion publique. Elle a pu déjà agir collectivement et avec succès. Par la grève de quatre mois des paysans de Souillac, elle obtint l'abolition de surtaxes municipales sur les droits de stationnement. Elle est arrivée à faire supprimer dans certaines régions le pourboire exigé par le maquignon acheteur d'une bête. A côté de ces campagnes, l'Entente s'est engagée dans la voie des réalisations : la plus importante est une Banque paysanne créée par elle sous forme de société anonyme à capital variable et à responsabilité limitée. Enfin, pour mieux atteindre son but, l'Entente s'est adjoint des groupes de « Jeunesses agricoles » (il en existait 118 en 1926), dont les

séances récréatives secoueront « l'ennui qui pèse sur les jeunes ruraux et dont les causeries et excursions seront source de formation ».

Si l'on ajoute à ces quelques faits, qu'en 1920 a été créée la Confédération Internationale des Syndicats agricoles qui cherche à « améliorer le sort des travailleurs de la terre conformément aux principes de justice sociale et de fraternité chrétienne », qu'il existe une Commission Internationale de l'Agriculture dont les buts sont à peu de chose près les mêmes que ceux de notre Confédération Nationale des Associations agricoles, on est obligé de constater que vit, parmi les paysans d'un grand nombre de pays, une volonté d'union et de défense.

II

A) La plupart des groupements que nous avons énumérés ont en effet dans leur programme « la défense des intérêts professionnels », « l'amélioration de la situation des agriculteurs », etc... On trouve la raison d'être de ces programmes dans les rapports du XIII^e Congrès international d'agriculture (Rome, mai-juin 1927). Dans un grand nombre de pays la situation de l'agriculture est sensiblement plus défavorable qu'avant-guerre. Par rapport à 1913-1914 le pouvoir d'achat des produits agricoles a diminué de 10 % en ce qui concerne les dépenses d'exploitation, et de 28 % en ce qui concerne les articles de consommation domestique. Aux Etats-Unis cette situation a été très sensible puisque en 1927 « 604.000 individus ont quitté leurs fermes pour aller vivre dans des cités surpeuplées » (1). L'Angleterre a perdu depuis 1925 plus d'un million d'acres de terrain qui ne sont plus exploitées maintenant. En 1927 la superficie de terrains cul-

(1) Journée Industrielle du 30 juillet 1928.

tivés a diminué de 199.000 acres et le cheptel de 249.000 bêtes à cornes, 668.200 moutons et 2.100 poulains. Une crise agricole générale existe dont s'est d'ailleurs justement préoccupée la Conférence Economique Internationale de 1927. C'est la cause profonde : de la crise économique actuelle — la restriction des achats de l'agriculture influant sur l'industrie — et du changement de la mentalité rurale.

B) En France, l'évolution de la mentalité rurale, le « mouvement paysan » comme on l'a dit fréquemment, a été également sensible. Le nombre des agriculteurs de la IX^e Région économique (S.-W.) est tombé de 1.054.533 en 1881 à 596.115 en 1921. D'après les chiffres officiels du ministère du travail, qui ne tiennent pas compte d'une sérieuse immigration clandestine, 57.695 Italiens seraient venus s'installer dans cette région de 1921 à 1926. M. Barthélemy pense que ces Italiens auraient acheté de 1919 à 1923, seulement dans le Gers, 4.391 hectares. Les dix départements du Centre-Est ont perdu 720.000 agriculteurs depuis 1850. La population de la Côte-d'Or a diminué de 60.000 individus de 1881 à 1921; et lorsque l'on constate un léger accroissement (3.500 âmes au recensement de 1926), ce sont les villes — comme Dijon qui s'accroît de 3.200 habitants en cinq ans — ou les faubourgs urbains des villes (Chenôve, Talant, Longvic) qui profitent de l'augmentation de la population. La main-d'œuvre agricole tend à disparaître.

Aux difficultés croissantes de main-d'œuvre sont venus s'ajouter tous les ennuis d'un régime d'exceptions. Les exportations de céréales, bétail, pommes de terre, lait, œufs, beurre, ont été interdites ou contingentées; par contre les droits protecteurs sont restés à peu de chose près ce qu'ils étaient avant-guerre. Les résultats se sont faits rapidement sentir; la culture du blé a perdu depuis 1913 environ 1 million 400.000 hectares, 151.660 dans les sept départements contrôlés par la Fédération agricole du Centre. L'agriculteur s'est plaint également des nouvelles lois fiscales et de la

répartition défectueuse des impôts, d'autant plus qu'on l'a souvent accusé de ne pas payer sa part d'impôts. M. Caziot s'est appliqué à démontrer le contraire (1). Sur les 28.538 millions recouvrés en 1925, 22.065 millions comprennent des taxes qui se répartissent sur tous les contribuables et que les cultivateurs paient proportionnellement à leur nombre, leur fortune, leur consommation, les services qu'ils demandent à la collectivité. La querelle est donc limitée aux 6.293 millions d'impôts cédulaires sur lesquels les agriculteurs ne paient que 201 millions d'impôt foncier et 75 millions d'impôts sur les bénéfices agricoles. Mais, les impôts départementaux et la part des impôts que les commerçants incorporent dans leurs prix viennent s'ajouter à ce total. En outre, les cultivateurs sont les seuls à ne pouvoir pratiquement récupérer leurs charges fiscales sur leurs clients. Ils les prélèvent sur les prix de leurs denrées parce que ces prix étant réglés par le cours mondial ils ne peuvent les relever, tandis que le boulanger, par exemple, n'a pas à craindre une concurrence étrangère. Ce raisonnement semble d'autant plus fort que par la loi du 3 août 1926 les taux de l'impôt foncier et de l'impôt sur les bénéfices agricoles ont été considérablement relevés, tandis que le mode de calcul de l'assiette était modifié dans le sens d'une aggravation.

Au régime de taxations, de prohibitions et de réquisitions de la guerre et de l'après-guerre immédiat, s'ajoutent des campagnes inopportunes de certains grands journaux, en particulier des articles relatifs au prix du lait, à la production du blé, à la richesse soi-disant excessive des ruraux (2). Ces articles manifestent de l'antipathie, voire

(1) Rapport au Congrès de Bordeaux 1926, du Centre-Est, 25 septembre 1926.

(2) Bornons-nous à citer quelques articles qui ont soulevé le plus de protestations.

M. Gheusi « Gobseck aux Champs », *Figaro* du 17 septembre 1925 où l'on accuse « cette tribu de fourmis étiques » d'organiser la vie

du mépris en général, pour tous ceux qui s'occupent de culture. Il ne faut donc pas s'étonner si le paysan a moins d'estime pour son métier, il envie l'existence des citadins parce qu'il la connaît mieux. Au cours de la guerre, nombreux sont ceux qui, mobilisés, ont habité longtemps des centres urbains. Pendant son service militaire le jeune campagnard est en garnison dans une ville souvent éloignée de son pays natal, en contact avec des citadins qui avant de partir gagnaient un bon salaire pour huit heures de travail et lui vantent les métiers industriels ou commerciaux. Il est séduit par ces chiffres, il l'est aussi par tous les plaisirs de la grande ville auxquels il peut prendre part alors qu'il n'a pas trop à se préoccuper de sa situation matérielle. Il déserte parfois la culture, souvent même s'il est ou doit être propriétaire.

D'ailleurs n'est-ce pas à la ville, qu'ouvrier ou fonctionnaire, il pourra suivre le mouvement général d'augmentation du bien-être sans excès de travail et avec plus de considération?

A côté de l'amour de la terre, le goût de l'épargne est moins profond. Avant-guerre nos paysans amassaient sou à sou une petite fortune qu'ils plaçaient en valeurs mobilières surtout en rentes et en obligations. Cette fortune patiemment accumulée était dispersée aux successions et les successeurs en reconstruisaient chacun une semblable. Pendant la guerre ces habitudes si bienfaisantes ne changèrent point,

chère dans les villes », « d'accumuler dans des tirelires saugrenues » plutôt que de souscrire à l'emprunt, etc.

Plusieurs manchettes de l'*Oeuvre* de la même époque relatives à l'emprunt 4 % 1925 et celle-ci du 24 novembre 1925 : « Tant que le gouvernement en France ne se résoudra pas à traiter sur le même pied, en matière d'impôt, les agriculteurs et les habitants des villes, il ne pourra pas plus payer ses créanciers intérieurs qu'acquitter sa dette extérieure. »

Un article d'un journal sportif cité dans l'*Action Rurale* du 1^{er} janvier 1926, considérant que la cause du mauvais état des chemins réside dans les véhicules agricoles, réclame une contribution spéciale des paysans pour l'entretien des routes.

Divers articles de l'*Intransigeant* relatifs au prix du lait, etc...

mais après, aux placements en valeurs mobilières succédèrent les placements en terres, la propriété changea de mains en raison surtout de l'avalissement de notre monnaie. Il y a là un fait assez paradoxal. Le paysan s'est enrichi, car il a pu se libérer facilement de ses charges hypothécaires et acheter des domaines que l'ancienne bourgeoisie paysanne, devant la situation instable et les difficultés pour trouver des métayers ou des fermiers, était toute disposée à vendre, mais, tandis que le paysan s'enrichissait, l'agriculture s'appauvrisait par suite des désertions nombreuses dont il a été parlé.

Ayant augmenté sa propriété, le paysan devait avoir désormais une vie plus aisée. C'est ce qui se produisit. Devant la dévalorisation de notre monnaie, bon nombre se posèrent la question de savoir s'il était prudent d'épargner et pensèrent préférable d'aménager leurs demeures et d'améliorer leur vie.

Le paysan a pris conscience, comme l'ouvrier, de la dignité de son travail. Il veut être aussi bien considéré que lui et c'est un peu pourquoi il s'est laissé aller à imiter ses habitudes de dépenses et sa recherche de bien-être. Le soi-disant luxe de nos campagnes est peut-être une « revendication à l'Egalité » (1).

Si d'aucuns, découragés, ont quitté leurs champs, d'autres sont restés attachés à la glèbe avec l'intention ferme de transformer leur situation. C'est là, la caractéristique essentielle du nouvel esprit rural, tout de protestation. Il n'est peut-être pas exagéré de dire que le sentiment de classe est né chez les paysans, sentiment qui a beaucoup d'aspirations à satisfaire mais dont certaines sont à endiguer, à diriger.

Les agriculteurs savent que leur profession est la plus importante de toutes et comprennent que pour l'organiser convenablement, il n'est pas d'autre moyen que l'association.

(1) Augé Larribé : Conférence au Comité National d'Etudes sociales et politiques (juin 1926).

III

Que veulent exactement les Paysans? Ils l'ignorent. Ils s'agitent un peu dans une demi-obscurité sans objectif précis, attendant peut-être qu'on leur propose quelque chose. C'est là le danger de la situation. Car des partis de désordre proposeront peut-être à cette masse indécise des solutions qu'elle adoptera d'autant plus facilement, si elle n'est pas au préalable encadrée, qu'elles seront plus violentes.

Au fond, le monde agricole va à la recherche d'une organisation agraire qui lui donnera l'*indépendance* et un standard of life égal à celui des autres catégories de citoyens. Il se trouve ici que l'intérêt particulier de l'agriculteur vient rejoindre l'intérêt général. Nous avons déjà signalé qu'une des causes de la crise économique actuelle était la crise de l'agriculture. D'autre part, nous pourrions énumérer beaucoup d'auteurs qui soutiennent qu'une agriculture organisée est à la base de la propriété et même de la civilisation (1). Ceci peut d'ailleurs se prouver historiquement. Quelles furent en effet les œuvres civilisatrices des Huns, des Arabes? Et dans un même peuple, quelle différence par exemple entre l'influence des marchands de la Grèce antique qui mirent si longtemps à s'installer dans les ports de la Méditerranée

(1) Citons simplement à titre d'exemples :

MM. *Méline*, ancien ministre de l'Agriculture : « Ce ne sont pas les banquiers et les financiers qui reconstruiront la fortune de la France, ce sont les travailleurs de la terre. »

Lucien Romier : « Le simple bon sens et toute l'expérience historique indiquent que si la France veut sauver son indépendance morale et matérielle elle ne doit rien laisser perdre de ses chances agricoles. » (*Figaro* du 20 janvier 1927.) « Si l'Agriculture ne devient pas une masse organisée elle périra » (tract au banquet du Congrès National pour l'examen de la loi douanière, 11 avril 1927).

J. Faure : « En sacrifiant l'agriculture on détruirait le plus solide rempart de la paix sociale », (Sénat, séance du 16 avril 1926).

Lamartine : « Ce n'est pas seulement le blé qui sort d'une terre labourée, c'est une civilisation entière ».

sans laisser de traces considérables, et les paysans d'alors qui, sous la conduite d'Alexandre, fondèrent des villes et les organisèrent de façon durable? D'autre part, c'est l'agriculture qui fit la force de Rome. Ses rudes paysans furent des civilisateurs et des conquérants. Tant que la nécessité de l'agriculture fut nettement comprise et qu'une véritable politique du blé fut suivie, Rome prospéra. Mais à la suite de la décadence des mœurs, de la mollesse des citoyens, de la multiplication des fonctionnaires et de l'élévation des impôts, le paysan disparut, de grandes propriétés se formèrent; elles furent mal cultivées et les Barbares apparurent.

Mais une agriculture organisée suppose un pivot dans l'organisation. En Grèce, ce fut anciennement le *genos*, véritable petit monde fermé, indépendant, ayant son patrimoine avec un régime de propriété collective, inaliénable, indivisible, sa morale et sa justice fondées sur les principes du respect de la famille et de la solidarité entre ses membres. A Rome ce fut la *gens*. Sous la Féodalité, après les invasions pillardes des ix^e et x^e siècles (Normands, Sarrazins, Hongrois), les paysans jadis dispersés resserrèrent leurs maisons en villages; ces groupements firent apparaître les intérêts communaux. La cellule agraire devint le village, la paroisse, dont le but est encore de se suffire à elle-même. L'autorité qui dirige cette cellule n'est plus familiale mais militaire (le seigneur), ou monastique (particulièrement les abbayes cisterciennes).

A notre époque, quel sera le pivot de l'organisation agraire; celle-ci n'existant que lorsque le mode de propriété et les moyens de culture ou les méthodes de production sont en harmonie avec la mentalité et avec la situation générale des autres branches de l'activité?

Actuellement, la tendance est très nette à la petite propriété familiale (1) et c'est là l'antidote de certaines doctri-

(1) Presque tous les pays de l'Europe centrale ont fait depuis la guerre des lois agraires, qui ne sont autres que des partages de grandes propriétés entre la masse des petits paysans. Depuis longtemps, cette

nes de désordre comme le communisme. On peut cependant objecter qu'il y a et peut-être de plus en plus, des communistes parmi les paysans, que la masse paysanne s'agite. Le pourquoi de cette agitation, si l'on va plus loin que nous ne l'avons fait précédemment, réside en ceci qu'il n'y a pas nécessairement corrélation entre la propriété et le gain. Celui qui possède ne gagne pas forcément, d'autant plus que, somme toute, l'agriculture vit sous le régime de la petite entreprise, avec en moins les renseignements de la comptabilité et l'organisation commerciale. Les procédés de l'agriculteur sont encore archaïques si on les compare avec la concentration actuelle de l'industrie et du commerce. C'est là la cause du malaise.

Il faut donc donner à l'agriculture des moyens plus modernes. Cela signifie-t-il qu'elle doit revenir « capitaliste ? » Il semble que non ; M. Caziot, en effet, dans « la Vérité sur la richesse agricole » cite : Une Société fondée en 1917 dans le Toulousain qui malgré une avance de l'Etat de 3 millions sans intérêt, perdit 2.500 frs par hectare en quatre ans et dont le passif dépassa 4 millions.

Une Société anonyme d'exploitation S. A. D. E. A. fondée dans l'Indre en 1919 au capital de 20 millions absorbant 4.585 hectares, dont les bénéfices furent nuls et dont les actions tombèrent de 500 à 150 francs.

Un essai dans le Loir-et-Cher aboutissant à une déconfiture avec 4 millions de perte.

La Société anonyme S. E. R. E. A. créée à la fin de la guerre dans le Vervinois sur 7.415 hectares, et qui deman-

tendance se manifeste en France. Favoriser l'accession à la petite propriété rentre dans le programme de plusieurs de nos partis politiques, de l'Union Centrale des syndicats des agriculteurs de France, etc... De nombreuses lois ont été promulguées sur la matière. (Loi du 10 avril 1908 qui facilite l'accession à la petite propriété, loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable, loi du 9 avril 1918 mod. 28 octobre 1919, acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires. Loi du 31 octobre 1919, lotissements par les départements, etc...)

dait peu après un règlement transactionnel et n'avait jamais fait de bénéfices.

La petite et la moyenne propriété, facteurs de paix sociale et de bon rendement, doivent subsister tout en essayant de bénéficier du remembrement et d'éviter le morcellement.

Ce qui permettra l'organisation agraire, ce sera l'union de ces propriétés en des cellules, non familiales, militaires ou religieuses comme jadis, mais professionnelles. Ce sont les syndicats agricoles, dont le rôle légal est « l'étude et la défense des intérêts professionnels », qui, unis en de puissantes fédérations régionales et mêmes nationales, pourront fournir à ces cellules professionnelles par la mutualité, la coopération, le crédit, les services économiques ou financiers dont elles ont besoin pour devenir indépendantes comme le *genos grec*, la *gens romaine* ou le village féodal.

L'Union du Centre-Est des Syndicats agricoles et viticoles peut être prise comme exemple et comme modèle d'une organisation agricole régionale syndicale. Son étude montrera quels merveilleux résultats l'agriculture est en droit d'attendre de semblables Unions.

PREMIÈRE PARTIE

LES RÉALISATIONS DE L'UNION DU CENTRE-EST

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE ET SITUATION DE L'UNION

Pour réaliser ses buts, qui sont essentiellement l'indépendance sociale et économique du paysan et en même temps le salut de l'agriculture, pour organiser la profession, l'Union du Centre-Est a porté ses efforts dans les domaines de la mutualité, du crédit agricole, de la coopération, des œuvres professionnelles et sociales. Avant d'exposer son activité pour en tirer plus tard des conclusions, il est utile de connaître quels furent ses débuts, son évolution, et il n'est pas superflu de souligner en passant l'influence de sa situation, l'importance de son siège, et d'indiquer son rayon effectif d'action.

I

C'est à Poligny, que six mois après la loi du 21 mars 1884, se créait, à l'instigation du marquis de Froissard et surtout de Louis Milcent, le premier Syndicat agricole de

Franche-Comté. De 20 membres qu'il comprenait à l'origine il passait à 400 en 1885 et à 1.200 en 1890. Il en compte aujourd'hui 2.500.

Le mouvement syndical allait s'étendre rapidement aux départements du Doubs, de la Haute-Saône et à toute la Bourgogne.

Quelques hommes d'élite, le comte de la Ferrière, le comte Légéas, M. Delimoges, dans la Côte-d'Or, le marquis de Froissard dans le Jura et M. Caron dans le Doubs, pensant à la suite d'E. Duport, que l'action des syndicats locaux isolés était insuffisante, prirent l'initiative de fédérer en une puissante Union les groupements professionnels de Bourgogne et de Franche-Comté.

Sous la présidence d'honneur du comte de la Ferrière, fut fondée à Dijon le 12 mars 1892, « l'Union des Syndicats agricoles et viticoles de Bourgogne et de Franche-Comté », groupant 26 syndicats et comptant plus de 9.000 membres.

L'Union n'allait cesser de progresser et de multiplier les organisations qui gravitent autour d'elle.

Elle créait successivement :

Le 4 juin 1892 : une coopérative d'achats remplacée après la guerre par un « Office d'achats et de ventes ».

En 1894 : un comité de contentieux;

En 1896 : une commission pour organiser l'enseignement ménager;

En 1899 : la Caisse régionale de crédit agricole de Bourgogne et de Franche-Comté;

Le 4 juin 1904, à Gray : la Caisse régionale d'assurances mutuelles contre l'incendie, avec, en 1911, son bulletin mensuel *la Chronique Incendie*;

En 1908, à Gray : la caisse de réassurances bétail, tandis qu'en 1897 le journal *la Bourgogne Agricole* fondée en 1880, devenait l'organe officiel de l'Union.

Faut-il l'avouer cependant, l'Union n'avait plus dès avant la guerre la même flamme qui l'animait à ses débuts; c'était

un corps où la vie se ralentissait. Les statistiques n'existent pour ainsi dire plus. On sait seulement qu'en 1914 l'Union comptait 575 syndicats contre 26 en 1892.

La guerre, qui désorganisa tant d'œuvres, devait lui être désastreuse. La plupart des chefs partis au front, les services n'existèrent plus que théoriquement, sauf la Caisse régionale de crédit de Salins et la Caisse régionale incendie dont le fonctionnement fut assuré par M. de Vrégille président et Mme Gatheron, femme du directeur.

Au total, en 1924, un seul groupement régional vivait à Dijon; la Caisse régionale d'assurances mutuelles agricoles contre l'incendie. Le siège de cette Caisse avait été transféré de Gray à Dijon en 1919. Aucune propagande n'ayant été faite, aucune extension n'avait été donnée à la Caisse de 1914 à 1921. A cette époque, M. J. M. Gatheron, directeur entreprend des tournées à bicyclette, 24 caisses sont fondées en deux ans. En 1923, la Caisse régionale achète une automobile, la propagande se développe.

Entre temps, avait été créée une agence de la Caisse syndicale mutuelle des agriculteurs de France en vue d'assurer les agriculteurs contre les accidents. Le 28 juin 1924, cette agence, grâce à l'énergie de MM. Vrégille et de Simony, grâce à la foi du directeur M. Gatheron, était remplacée par la « Caisse régionale accidents ».

Pour développer l'influence de l'Union il fallait des moyens; jusqu'en 1924 le logement du directeur et les bureaux étaient dans le même appartement. Le personnel se composait d'un directeur, un secrétaire, un comptable, une dactylo (Mme Gatheron dont les premiers mois de travail ne furent même pas rétribués). Cette phase de travail familial dans des locaux inconfortables était incompatible avec les créations d'associations qui se multipliaient.

Après bien des recherches, M. Gatheron acheta l'immeuble du 39 de la rue Monge, à Dijon, bâtiment alors malpropre et peu apte à abriter des bureaux, tandis que les membres du Conseil d'administration de l'Union achetaient la

villa du 2 bis, de la rue Charles-Briffaut, à Dijon — actuellement réserve de la Caisse régionale incendie et habitation du directeur — espérant en versant un dédit annuler l'achat du premier immeuble. Cet espoir fut déçu... et il fallut un beau jour payer 250.000 francs. Après bien des hésitations le Directeur de l'Union, pour tenir les engagements, conçut l'idée de la *Caisse des Dépôts et Prêts du Centre-Est* qui recevrait en dépôts les fonds libres de toutes les caisses locales mutuelles et les prêterait à l'Union.

Ce plan audacieux réussit et en mars 1924 *La Maison du Paysan*, siège désormais de toutes les grandes associations agricoles régionales, voyait effectivement le jour.

Dès lors, les créations se succédèrent avec rapidité.

En 1924, était organisé un « Office de la Main-d'œuvre agricole du Centre-Est », tandis que l'Union des Syndicats agricoles et viticoles de Bourgogne et de Franche-Comté devenait, à la suite d'une décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 8 novembre 1924, « l'Union du Centre-Est des Syndicats agricoles et viticoles » ou plus simplement l'Union du Centre-Est; son rayon d'action dépassait le cadre des anciennes provinces de Bourgogne et de Franche-Comté.

Au mois de février 1925, l'Union créait la *Caisse mutuelle grêle du Centre-Est* et en mai elle lançait le premier numéro d'un journal qui devait voir rapidement augmenter le nombre de ses abonnés : *l'Action Rurale*.

En même temps, elle perfectionnait, agrandissait les anciens services et pouvait fêter le 22 janvier 1926, la création de la millièrme caisse locale d'assurance contre l'incendie, et dès le 9 février 1928 celle de la millièrme caisse locale d'assurance accidents. En 1916 également était constituée la *Caisse d'allocations familiales du Centre-Est*.

En 1927, on assiste à la fondation de la *Coopérative agricole du Centre-Est*, à la réorganisation de *l'Union des Producteurs du Centre-Est*, en 1928 à la création de la *Caisse régionale d'assurances sociales agricoles du Centre-Est* et de la *Cave générale des grands vins de Bourgogne*.

Mais les chiffres sont encore plus suggestifs : il y eut en 1921, 9 créations ou affiliations de caisses locales incendie, 42 en 1922, 140 en 1923. En 1924, 292 créations de syndicats, de caisses locales incendie, accidents; 550 en 1925, 750 en 1926, 434 en 1927 et 134 dans le premier semestre de 1928.

Enfin, le 26 mai 1928, la Chambre syndicale remplaçait les commissions créées par l'Assemblée constitutive et qui ne fonctionnaient plus (1), par de nouvelles plus adaptées aux besoins.

La puissance de l'Union s'est manifestée aux deux grands Congrès des Paysans du Centre-Est qu'elle a tenus en 1926 à Dijon, et en 1928 à Besançon, où 2.500 délégués paysans affirmaient par leur présence leur volonté de s'organiser avec discipline.

II

Ces résultats ne s'obtinrent pas sans efforts. De nombreux obstacles durent être surmontés; le cultivateur étant en général ignorant des questions d'organisation professionnelle avec même souvent une certaine prévention contre ces œuvres. C'est que beaucoup, parmi les premiers chefs du syndicalisme agricole, avaient été des personnes devant qui de nombreuses carrières se fermaient par suite de leur opposition à la constitution républicaine ou aux lois religieuses et qui avaient pu voir dans le syndicat un moyen de se concilier la masse paysanne. Il fallait faire tomber cette prévention et peut-être aussi changer l'idée que les chefs avaient de leur rôle. A la conception « paternaliste du syndicalisme, il importait de substituer une conception plus large, plus « démocratique ».

(1) C'étaient : services commerciaux, institutions de prévoyance et de coopération, viticulture, législation et contentieux, bulletin périodique.

Pour cette œuvre, les ressources faisaient défaut; c'est par des prodiges d'économie et par un travail opiniâtre de la part de ceux qui se dévouaient à la Cause que les créations signalées ci-dessus furent réalisées et ceci malgré les inconvénients de quatre déménagements en trois ans.

Sans ressources, l'Union manquait aussi de personnel, elle manquait de cadres. L'absentéisme de certains, la pénurie de propriétaires suffisamment cultivés et ayant une véritable « vocation sociale » avaient privé nos campagnes des dirigeants considérés normalement comme chefs. C'est que pour guider, pour avoir de l'influence, il faut que des services rendus aient classé l'homme dans l'opinion publique.

Informers l'opinion publique, trouver des ressources, former des cadres, n'était-ce pas là une bien lourde tâche?

Elle fut facilitée par la situation de l'Union. Sa région, formée par les départements suivants : Côte-d'Or, Yonne, Saône-et-Loire, Doubs, Haute-Saône, Jura, Nièvre, Haute-Marne et Territoire de Belfort, constitue un tout par sa configuration géographique — avec à l'Est le Jura Central, au N.-W. les plateaux calcaires qui ceignent le Bassin parisien, plus bas le Morvan, le Nivernais et au milieu la vallée de la Saône — ses voies de communications, ses centres urbains. C'est ainsi que de nombreuses voies navigables la traversent, qui toutes convergent ou divergent à peu près de son centre : Saint-Jean-de-Losne, point de rencontre du canal de Bourgogne, du canal du Centre, du canal du Rhône au Rhin, point vers lequel convergent également les canaux de l'Est et de la Marne à la Saône. L'avenir de ce réseau fluvial sera dès plus florissants. Le canal de la Marne à la Saône forme la voie directe de jonction du Centre-Est de la France avec les houillères du Nord, le canal de Bourgogne le mettra de plus en plus en communication avec la Méditerranée.

Cette région est admirablement située géographiquement de part et d'autre de l'axe de peuplement que sont les monts de la Côte-d'Or et le val de Saône qui fut toujours un

lieu de passage : Chalon, Langres, Besançon, Autun étaient déjà des nœuds de voies dans un temps où le nom de Dijon ne figurait pas sur les cartes routières romaines. Pour des raisons stratégiques et commerciales, Dijon qui ne s'imposait pas comme carrefour naturel a vu, après la période romaine, son influence croître. Les nœuds de communication de la région ainsi que Dijon ont rivalisé d'importance jusqu'au moment où la diligence s'effaça devant la locomotive. Tandis qu'Autun se trouvait dans un « cul de sac », Langres sur un plateau et Besançon dans une vallée peu pratique, Dijon avait une situation hors pair et allait devenir la plaque tournante des chemins de fer de la région et une de nos plus importantes gares de bifurcation.

Centre important de communication puisque cinq routes nationales, neuf départementales, l'axe N.-S. et l'axe E.-O. (via Chagny) des transports par fer de la région y passent et qu'il est susceptible de devenir un carrefour de routes aériennes, au pied du plus grand phare actuel (mont Afrique). Dijon devait normalement devenir le pivot économique de la Bourgogne et de la Franche-Comté agricoles, riches par leurs vins, leurs élevages, leurs industries laitières, leurs forêts, leurs céréales, leurs cultures maraîchères et leurs cultures spéciales (tabac, houblon, moutarde, osier).

A la fois, chef - lieu de département, de Corps d'armée, siège de la XVIII^e Région économique, de l'Agence régionale des Conseillers du Commerce extérieur, d'une Bourse de Commerce qui compte parmi les plus florissantes de France, de la Chambre régionale d'Agriculture, du Service de Génie rural pour la région, d'un Institut de Bactériologie, d'une Station agronomique, d'une Cour d'Appel, d'une Université, de nombreux groupements divers de toute nature, Dijon fournit normalement à l'Union du Centre-Est de nombreuses facilités dans son action.

hopg.

III

Il ne faudrait pas s'imaginer, après ce tableau, que l'Union du Centre-Est a une influence égale dans tous les départements qu'elle veut organiser professionnellement.

C'est dans la Côte-d'Or, la Haute-Saône, le Doubs, le Jura que les associations affiliées sont les plus nombreuses. Mais quelques jalons ont été également posés dans la Nièvre, l'Yonne et les Vosges.

L'action dans la Saône-et-Loire a été très peu considérable. Elle ne s'est fait sentir que dans une petite partie du Nord-Ouest et du Sud-Ouest de ce département.

Et pourtant, géographiquement, économiquement, historiquement, ce département, au moins jusqu'à Tournus au Sud, est intégralement bourguignon; Chalon-sur-Saône, en particulier, est un centre maraîcher et un centre d'industries agricoles très vivant. Féculerie et sucrerie sont en rapports constants avec la vallée de la Saône au Nord pour leurs approvisionnements. Chalon est unie directement par la Saône à Saint-Jean-de-Losne et reliée facilement à Dôle par le Doubs. La voie ferrée P.-L.-M., d'autre part, lui assure des communications rapides avec Dijon, Saint-Jean-de-Losne et Gray. Lorsqu'on aura ajouté que Chalon, où aboutit le canal du Centre, est déjà et deviendra de plus en plus un important port fluvial de triage, à tel point que M. Herriot a pu dire dans son livre, *Créer*, que Chalon-sur-Saône était le « Mannheim français », que c'est le point d'union de la Bourgogne et de la Bresse, qu'il possède de puissants groupements corporatifs organisés de façon moderne (Union maraîchère de Saint-Marcel, Saint-Jean-des-Vignes, etc...), on comprendra qu'il y a une grosse anomalie à ce que la Saône-et-Loire ne fasse pas partie de l'Union du Centre-Est. Il y a là une très regrettable erreur. Elle est due à la recherche d'intérêts immédiats et à une action antérieure de la grande Union régionale du Sud-Est.

Il fallait signaler cet état de fait pour montrer les innombrables difficultés auxquelles se heurte l'organisation agraire, difficultés suscitées quelquefois par ceux-là même qui cherchent à la réaliser, mais dont l'esprit perd de vue une conception générale.

Il faut ajouter aussi, pour expliquer cette anomalie, que les syndicats, à l'origine, ont été créés sans plan d'ensemble par ceux qui en avaient besoin : les paysans. Ce n'est d'ailleurs qu'une fois l'édifice ébauché que l'on peut voir la puissance et le parti à tirer de ces réalisations spontanées et éparses.

CHAPITRE II

LA MUTUALITÉ

SECTION I

GENERALITES

I

Organiser la profession, c'est pour une bonne part en supprimer les aléas. Il s'agit que l'agriculteur ne craigne plus les désastres du feu, de la grêle, des épidémies du bétail, des accidents. Si l'on ne peut les éviter, on peut au moins, par l'assurance, en atténuer les pertes. Quelle forme d'assurance conseiller ou offrir? Les syndicalistes n'ont jamais apprécié les compagnies anonymes d'assurances auxquelles ils ont adressé maints reproches : l'esprit commercial, le maintien concerté de tarifs élevés et défectueux qui confondent les risques simples et les risques agricoles, les restrictions de garantie et clauses de déchéance de polices, etc. En outre, les compagnies sont en butte à la mauvaise foi,

la tromperie et les sinistres volontaires. D'autre part, la garantie qu'elles offrent est-elle toujours sûre? Ce qui constitue la garantie véritable de l'assuré c'est, non le capital, mais la somme annuelle fournie par la totalisation des primes, le capital des grandes compagnies étant d'importance négligeable en comparaison des risques acceptés. Par ailleurs, l'esprit de spéculation de quelques-unes de ces entreprises a produit des catastrophes. En ce qui concerne l'incendie, sur 104 compagnies créées depuis 1820 jusqu'en 1906, 79 ont cessé d'exister. De 1879 à 1901 sur 66 compagnies, 46 ont disparu engloutissant un capital de 113 millions de francs.

Déconseillant l'assurance près des grandes compagnies commerciales, mais voulant, néanmoins, être une école de prévoyance, les syndicats ont préconisé l'assurance mutuelle. Celle-ci présente à leurs yeux de nombreux avantages : des tarifs inférieurs à ceux des compagnies; l'absence d'esprit de gain des associés qui, à la fois assureurs et assurés, ont un intérêt très net à éliminer les causes de sinistre; la rapidité de règlement; la disparition des procès.

Mais quelle forme d'assurance mutuelle choisir? Des sociétés d'assurance à grand rayon s'étaient créées dès 1850. Malgré la faiblesse de leurs moyens et les nombreuses difficultés qu'elles eurent à surmonter, ces sociétés assuraient en 1922 : 133 milliards de valeurs. Certains pensèrent que le rôle des syndicats était de conclure des accords avec de semblables compagnies qui pratiquaient l'assurance pure, sans aucun esprit de spéculation, et avaient des tarifs inférieurs à ceux des compagnies. Les syndicats, écartant les autres intermédiaires, devenaient de la sorte les agents des compagnies d'assurance mutuelle. En 1894, au premier Congrès national des Syndicats agricoles, le comte de Rocquigny faisait approuver des conclusions préconisant cette tactique et déconseillant la création de mutuelles locales.

A côté de l'adhésion à une mutuelle à grand rayon, les syndicats pouvaient, en effet, provoquer la création de mu-

tuelles locales dont la forme existait depuis longtemps (1). Mais, sous quel régime juridique établir ces mutuelles? Le décret du 22 janvier 1869 ne concernait que les mutuelles à grand rayon. Les impôts qui grèvent les assurances étaient une source de difficultés et de conflits avec l'Administration. Comment une petite mutuelle pouvait-elle tenir compte de la loi des grands nombres et de la division des risques? Pour toutes ces raisons, une bonne fraction des syndicalistes était opposée à la création de petites mutuelles.

Aujourd'hui, les idées ont changé et les mutuelles locales se chiffrent par milliers. Une loi, complétée par d'autres dispositions, comme le décret du 2 août 1923 et l'arrêté du 27 mars 1924, a été promulgué le 4 juillet 1900, dispose, en effet, que « article unique : Les Sociétés ou Caisses d'assurances mutuelles agricoles qui sont gérées et administrées gratuitement, qui n'ont en vue et qui, en fait, ne réalisent aucun bénéfice, sont affranchies des formalités prescrites par la loi du 24 juillet 1867 et le décret du 22 janvier 1868, relatif aux Sociétés d'assurances. Elles pourront se constituer en se soumettant aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels ».

Les Sociétés ou Caisses d'assurances mutuelles agricoles ainsi créées seront exemptes de tous droits de timbre et d'enregistrement, autre que le droit de timbre de 10 centimes prévu par le paragraphe I de l'article 18 de la Loi des 23 et 25 août 1871 (2).

(1) Une mutuelle locale d'assurance agricole avait été fondée à Nogent-sur-Aube dès 1842.

(2) Les mutuelles d'assurance sont donc dispensées :

1° du droit d'enregistrement de 13,20 % (incendie), 1,50 % (vie), 1,70 % (accidents), du montant des primes, cotisations ou contributions.

2° du droit de timbre de 0,196 pour les compagnies anonymes et 0,14 pour les mutuelles par 1.000 fr. de valeurs assurées contre l'incendie; du droit de timbre de 9,60 0/00 du total des primes dans l'assurance vie, de 11,20 0/00 du total des versements au Cies d'assurance accidents.

Un cadre légal, la faveur du législateur, étaient beaucoup. Néanmoins, jusqu'en 1903, la mutualité locale ne s'est propagée que très lentement. Les petites mutuelles comportent au début beaucoup de dangers : les encaissements sont réduits et ne progressent que lentement, les réserves ne peuvent se constituer que peu à peu. Mais le sinistre n'attend pas. Comment avec quelques dizaines de francs de cotisations garantir des milliers de francs assurés ?

Des moyens divers avaient été préconisés pour aider les mutuelles dans leurs débuts : droits d'entrée élevés, versements de primes d'avance par les membres expectants, paiement des sinistres proportionnellement aux ressources. En Auvergne, on a multiplié les mutuelles; celles-ci n'acceptent qu'une maison par village; si un incendie se propage, plusieurs mutuelles sont amenées à partager les pertes. Ce ne sont là que des palliatifs et le dernier système a des inconvénients en ce qu'il se rapproche des mutuelles à grand rayon où la surveillance est difficile.

Un moyen existait pour les mutuelles locales d'avoir des débuts faciles, c'était de s'assurer elles-mêmes et il était logique qu'elles cherchent à se réassurer de la même façon dont elles assuraient, c'est-à-dire, à créer une mutualité de mutuelles. La réassurance mutuelle donne aux assurés la sécurité des grandes compagnies. Ce qu'il importe, en

3° de la taxe de 7,20 par million de capital assuré contre l'incendie.

4° de la surtaxe de 3,60 par million quand l'ensemble des capitaux assurés ne dépasse pas 3 milliards; de 7,20 quand il va de 1 à 3 milliards; de 15,60 quand il dépasse 3 milliards. D'autre part, l'immunité prononcée par cette loi abroge pour les sociétés mutuelles : les dispositions de la loi du 5 juin 1850 concernant la déclaration à faire au bureau de l'Enregistrement de la nature des opérations et du nom du directeur de la société; la tenue et le visa du répertoire prévu à l'art 35 (Instruction de la Direction Générale de l'Enregistrement 25 juillet 1900); les dispositions de l'art. 12, 1^o § 9 de la loi du 13 brumaire an VII soumettant au droit de timbre les demandes de renouvellement des inscriptions de rente sur l'Etat (*Officiel* du 29 décembre 1922). Enfin les affiches que font apposer les dites sociétés sont dispensées du droit de timbre.

effet, de connaître dans une mutuelle, ce n'est pas ses réserves, mais sa capacité de paiement. Une mutuelle ayant 32.000 fr. de réserves et réassurée pour deux dixièmes pourra payer 40.000 francs de sinistres, tandis qu'une mutuelle possédant 5.000 francs de réserves, mais réassurée pour neuf dixièmes en pourra payer 50.000 francs. La réassurance fait également réaliser de très sérieuses économies, les Caisses régionales faisant des ristournes aux Caisses locales.

L'organisation mutualiste de réassurance est en définitive la suivante :

Au premier échelon, les *Caisses locales*, où les adhérents se connaissent tous; la sélection des assurés et des risques se fait facilement ainsi que le recrutement.

Au-dessus, les *Caisses régionales* fournissent gratuitement aux mutuelles locales le matériel nécessaire à leur fonctionnement, les renseignements, les conseils, font le travail matériel d'établissement des polices, avenants, etc... et forment le premier échelon de la réassurance.

La *Caisse centrale* enfin, sert d'organe compensateur entre les caisses régionales, et repasse ses excédents à un « réassureur externe » qui est une société mutuelle fonctionnant sous le régime de la loi du 24 juillet 1867.

Dans ce système, les risques divisés sont répartis en profondeur et en cas de sinistre chaque échelon paie une partie des dégâts. Le concours à un réassureur externe, d'un très grand secours au début, est le seul reproche que l'on puisse faire puisque dans la pure conception syndicaliste, l'assurance doit être organisée dans les cadres de profession et ses bénéfices revenir à l'agriculture.

Recherchant un fonctionnement indépendant de la mutualité agricole, M. Gatheron, directeur des Caisses régionales du Centre-Est a proposé au Congrès de Quimper, en 1924, une formule de réassurance « en surface » : la co-assurance mutuelle, où les risques sont répartis entre plusieurs échelons de même nature. Dans cette conception, la

caisse centrale devient un simple bureau de répartition des risques entre les caisses régionales, suivant les conventions. Les frais généraux de l'assurance au troisième degré sont très réduits. Au point de vue technique, les principes de l'assurance sont satisfaits. Supposons que cinq Caisses régionales décident de se réassurer entre elles, chacune conservant deux dixièmes des risques passés par les Caisses locales et en réassurant huit dixièmes. Les quatre autres régionales recevront deux dixièmes de chacun des risques de la première.

Ceci suppose, au préalable, des études techniques; elles sont faites par la « Réunion des Assureurs mutualistes » qui rapprochent les organismes de réassurance au premier degré examinent les procédés appliqués, étudient les taux d'assurance, ce dont on ne se souciait pas au début. Ainsi les principes de l'assurance sont appliqués : le calcul des probabilités par une étude commune, profonde et étendue des bases statistiques et des tarifs; la sélection des risques par les Caisses locales; la division des risques par leur fractionnement et leur répartition sur tout le territoire; la loi des grands nombres enfin, par le groupement de toutes les Caisses locales.

Pour toutes ces raisons, les syndicalistes agricoles considèrent que la mutualité locale et professionnelle avec réassurance est la plus haute conception de l'assurance.

II

Empressons-nous d'ajouter que cette opinion n'est pas partagée par tout le monde. Particulièrement n'est-elle pas celle des assureurs qui reprochent beaucoup aux Caisses locales leurs privilèges : exemptions d'impôt, subventions, absence de garantie résultant de l'absence de réserve, administration gratuite, réassureur inconnu, et aussi la concurrence qu'elles font aux agents d'assurances.

Les quelques remarques faites précédemment permettent de réfuter ces critiques. L'agent d'assurances est un intermédiaire entre l'assureur et l'assuré. Vient-il à l'esprit de quiconque est raisonnable de protester contre la tentative de suppression d'intermédiaires inutiles et onéreux? Pourquoi faire une exception pour les agents d'assurances? L'affirmation que le réassureur des Caisses locales est inconnu est purement gratuite. Les cadres de l'assurance mutuelle sont au contraire remarquablement connus, comme nous l'avons vu, et offrent toute sécurité.

L'*Action Rurale* du 1^{er} mai 1926, répondant à un article de l'*Argus des Assurances* du 18 avril de la même année, montrait que les sinistres étaient plus vite réglés par les Caisses locales et régionales que par les compagnies d'assurance. Sur 103.000 accidents qu'une compagnie eut à indemniser en 1925, 29.503 restaient à régler au 31 décembre, soit 28,64 %. Dans une autre compagnie, 41.867 sur 137.000, soit 30 %, tandis que par les mutuelles du Centre-Est, la proportion était de 12,45 %. En matière d'assurance-incendie, un huitième des sinistres étaient à régler dans une compagnie, alors que tous ceux des mutuelles du Centre-Est le furent dans l'année et en moyenne en dix-sept jours.

Reste la question des privilèges. Il est certain qu'en principe les régimes d'exceptions devraient être évités ainsi que les subventions de l'Etat. Mais l'agriculture est une cause qui nous intéresse tous au premier chef. On peut se passer de compagnies d'assurances, on ne peut pas se passer d'agriculture. Or, cette profession est dure et de moins en moins aimée. Comment favoriser le retour à la terre si l'on n'accorde pas des avantages à l'agriculteur? Organiser la profession est une question vitale, et l'assurance à bon marché, simple, offrant des garanties est un point essentiel de cette organisation. C'est pourquoi nous pensons que les lois qui ont créé un régime d'exception favorable à l'agriculture sont bonnes.

N'est-ce pas ailleurs, en développant la mutualité qu'on amènera le rapprochement des classes et qu'on favorisera la paix sociale? N'est-ce pas elle qui apprendra aux citoyens à compter sur eux-mêmes, à se dévouer pour autrui? N'est-ce pas grâce à elle que les bénéfices de l'assurance resteront dans la profession, à la terre, favorisant sa culture plutôt que d'aller enrichir des actionnaires lointains dont, trop fréquemment, le seul souci est de toucher des dividendes. C'est dans l'assurance mutuelle agricole pour tous ses risques que l'agriculteur trouvera, comme on l'a dit, le chemin de son indépendance professionnelle. L'Union du Centre-Est l'a compris.

SECTION II

L'ASSURANCE MUTUELLE AGRICOLE - INCENDIE DANS L'UNION DU CENTRE - EST

I

La première mutuelle locale d'assurance-incendie de la région fût la « Saugette », créée en 1879, à Gilley (Doubs). Les caisses locales se multiplièrent et le 2 mai 1904 naquit, sous le nom de « Caisse Régionale de l'Est », la Caisse régionale d'assurance mutuelle agricole-incendie de Bourgogne et de Franche-Comté.

La première mutuelle affiliée fût celle de Vrégille (Haute-Saône) et la millième, vingt-deux ans plus tard le 22 janvier 1926, celle de Cressey-sur-Tille, dans la Côte-d'Or. Au 31 décembre 1928, la Caisse régionale comptait 1.420 Caisses locales assurant 735.283.560 francs de capitaux en plus de 16.500 polices représentant 874.699 fr. 60 de cotisations.

C'est pendant l'hiver que la « production » des polices est la plus considérable, mais c'est pendant l'été que les

sinistres sont les plus nombreux et les plus importants. On compte, en effet, qu'en hiver et au printemps, 49 % des sinistres se produisent, pour lesquels on paie 28 % des indemnités; de juin à octobre, ont lieu 51 % des sinistres qui absorbent 72 % des indemnités.

Le 7 mars 1925, une Assemblée générale extraordinaire de la Caisse remplaçait la dénomination de « Caisse Régionale d'Assurance Mutuelle Agricole de Bourgogne et de Franche-Comté » par celle de « Caisse Régionale Agricole-Incendie du Centre-Est », comme correspondant mieux à la circonscription et pour unifier les dénominations des organismes de la *Maison du Paysan*.

En 1926, était organisée la co-assurance mutuelle qui allait permettre, à partir du 1^{er} janvier 1927, date de sa mise en application, de modifier la répartition des cotisations auparavant la suivante :

Caisse locale	2,35 %
Caisse régionale	44,50 %
Caisse centrale	27,15 %
Mutualité française	26 » %

Pour la réassurance de la plupart des risques on pouvait donc, dans l'avenir, se passer de la Société la Mutualité Française, mutuelle à grand rayon.

Plus de 371 sinistres ont été réglés depuis la création de la Caisse, en moyenne en 17 jours, avec plus de 975.000 fr. d'indemnité. De 1904 à 1924, la Caisse régionale a ristourné aux Caisses locales le montant de deux primes annuelles. Elle leur a réparti en 1925 : 77.879 fr. 48, en 1926 : 134.872 fr. 75, en 1927 : 185.096 fr. 16, représentant 25 à 30 % des versements effectués par ces Caisses pour leur réassurance. Cela donne une idée de la prospérité et de la solidité de la Caisse Régionale Assurance-Incendie du Centre-Est.

II

La connaissance de l'organisation de l'assurance-incendie appelle l'étude des Caisses locales, de la Caisse régionale, et du règlement des sinistres.

§ I. — *La Caisse locale.*

1° Sa création exige des conditions de fond et de forme. La Caisse doit réunir au moins sept agriculteurs pouvant s'assurer immédiatement à la mutuelle, ou s'engageant à s'y assurer plus tard. Elle n'a d'existence légale qu'après dépôt à la Mairie, contre récépissé, des statuts (trois exemplaires) et des noms des administrateurs avec leur état civil.

Pour mettre la Caisse en marche, il faut la faire connaître par voie d'affiches ou toute autre, s'assurer des adhérents pour l'avenir en établissant des « Tableaux de dédités ». On y inscrit les noms des individus décidés à s'assurer à la mutuelle, liés pour l'instant à une Compagnie. D'après ces tableaux la Caisse régionale établira en temps voulu des cartes-lettres de dédités, qui signées par l'intéressé et envoyées à la Compagnie, auront pour effet de résilier son contrat. A côté de cela, on peut rédiger des propositions de police de co-assurance pour les adhérents futurs qui se trouvent insuffisamment garantis par leurs contrats auprès de grandes compagnies. Enfin, il faut organiser dès le début les archives;

2° Le bon fonctionnement de la Caisse locale est fondé sur un choix judicieux des assurés et des risques, ce qui est le principe essentiel de la mutualité.

A) Les mutuelles locales doivent impitoyablement refuser d'assurer les personnes d'une moralité douteuse, d'un caractère chicaneur, aimant les contestations et les procès, d'une situation obérée, etc...

En vertu de l'art. 14 du Décret du 2 août 1923, « les Sociétés d'assurances mutuelles ne peuvent garantir que les

risques agricoles de toute nature ou connexes à l'agriculture ». Sont considérés comme connexes à l'agriculture, les risques des petits artisans ruraux désignés par l'art. 9 du Décret du 9 février 1921 (sabotiers, tonneliers, etc...). Ne peut-on pas voir dans cette disposition une tendance à organiser l'ordre agraire, puisque ce n'est pas seulement des agriculteurs dont il est question, mais encore de ceux qui vivent directement d'eux?

Les bestiaux sont assurés contre l'incendie lorsqu'ils se trouvent dans l'étable et ils sont alors également assurés contre la foudre. Les Caisses locales assurent les bestiaux contre la foudre lorsqu'ils se trouvent au dehors; les primes comprennent, en ce cas, la garantie contre l'incendie lorsqu'il se produit en plein air. Des polices spéciales d'un an ou inférieures à cette durée peuvent être consenties pour la garantie des récoltes en grange, sous hangars ou en meules, sous certaines conditions.

En vertu de l'art. 7 des statuts-types des Caisses locales, la Caisse n'assure pas l'or, l'argent monnayé ou en lingots non plus que les billets et titres. Elle ne garantit les montres, bijoux, argenterie et objets précieux que moyennant stipulation expresse dans la police.

La Caisse assure aussi contre les recours que les tiers peuvent exercer par suite d'incendie. Les principaux de ces recours sont : a) celui du propriétaire contre le locataire, usufruitier occupant, qui, en vertu des art. 1733-1734-1735, du Code civil, est responsable de l'incendie des bâtiments qu'il occupe. C'est le *risque locatif*, très grave puisqu'on est toujours responsable — sauf le cas fortuit, la force majeure, le vice de construction, l'incendie communiqué par une maison voisine — et qu'il s'étend aux objets que le propriétaire du fonds a placé pour le service de son exploitation.

b) Celui des voisins qui, en vertu des art. 1382-1383-1384, peuvent exercer un recours contre ceux qui leur ont causé un dommage en leur communiquant le feu.

c) Celui du locataire contre le propriétaire en cas d'incendie provenant d'un défaut d'entretien ou d'un vice de construction. Pour ces deux derniers recours, la règle proportionnelle (1) ne s'appliquant pas, il suffit de se garantir pour quelques milliers de francs, tandis qu'il est prudent, dans l'assurance des risques locatifs, de s'assurer pour la valeur totale des bâtiments au moins, s'il n'y a qu'un occupant.

d) D'après la loi du 18 juillet 1889 (Code rural, Titre IV, art. 4), le métayer n'est pas responsable de l'incendie s'il prouve « qu'il a veillé à la garde et à la conservation de la chose en bon père de famille ».

La Caisse locale doit examiner la valeur des risques à assurer comme elle a examiné la valeur des assurés. Elle refusera l'assurance de bâtiments éloignés sans eau à proximité, vieux et délabrés, ainsi que celle de constructions vicieuses ou ayant mauvais voisinage. L'éclairage électrique, à condition que l'intéressé n'ait fait aucune renonciation au recours contre la Société d'électricité et que son installation ait été faite conformément aux dispositions légales (2) est une amélioration du risque, tandis que l'emploi de la force électrique et des moteurs donne lieu à la perception de surprimes. Les voisinages ou contiguïtés changent aussi

(1) La règle proportionnelle est celle en vertu de laquelle, si l'assuré n'a pas fait garantir la valeur réelle de son bien, la perte résultant d'un sinistre ne donne lieu qu'à une indemnité proportionnelle au rapport de la valeur assurée à la valeur réelle.

(2) L'art. 8 du décret du 15 mai 1888 dispose que :

« A l'intérieur des maisons les fils conducteurs sont soumis aux dispositions suivantes : s'ils ne sont pas recouverts d'une enveloppe isolante, ils doivent être placés d'une façon bien apparente hors de la portée de la main et posés sur des isolateurs ; au passage des toits, planchers, murs, cloisons ou dans le voisinage des masses métalliques, ils sont toujours recouverts ; ils doivent, en outre, être encastrés dans une matière dure sur les points où ils sont exposés à des détériorations par le frottement ou toute autre cause destructive. Dans les parties de leur trajet où ils sont invisibles, ils doivent être disposés de façon à être à l'abri de toute détérioration ; leur position est repérée exactement. »

l'importance des risques. Lorsqu'il y a communication entre les risques contigus, ceux-ci sont plus graves. Une sérieuse statistique a permis d'établir que pour les risques agricoles, la maçonnerie représente environ 40 % de la valeur des immeubles. Si l'on ajoute la charpente à la maçonnerie, la somme obtenue représente alors 70 à 75 % de la valeur totale du bâtiment.

Les experts emploient deux autres méthodes d'évaluation : 1° le calcul au mètre carré bâti auquel est appliqué un prix qui varie avec chaque type de bâtiment; cette estimation n'a de valeur que lorsqu'elle est pratiquée par des experts rompus à cette méthode; 2° l'estimation détaillée, la seule qui soit rigoureuse. Le bâtiment est décomposé en tous ses éléments auxquels on applique les prix de série de la région; actuellement, le coefficient moyen d'augmentation sur les prix de série de 1914 est de 550 %. Il est bon que l'estimation de la valeur des risques ne soit ni supérieure — parce que l'assuré paierait un supplément de primes — ni inférieure — car il serait à découvert de la différence à la valeur de la chose garantie. Il arrive fréquemment que de nombreuses personnes assurent insuffisamment leurs biens et ceci pour échapper à la loi du 30 juin 1923 modifiant celle du 21 juin 1875 et du 25 février 1901, qui ont prévu que pour déterminer la valeur des biens meubles pour la liquidation des droits de mutation par décès, l'Administration de l'Enregistrement, à défaut d'inventaire ou d'actes de vente publique, peut baser ses évaluations sur les indications fournies par les polices d'assurances. C'est une mauvaise mesure, car la loi ne s'applique qu'aux meubles meublants dont l'estimation au point de vue fiscal aura pour base au maximum 60 % de la valeur assurée. Rien n'est plus facile que de faire une police spéciale pour les meubles, pour éviter que par la communication des polices incendie, l'enregistrement ait connaissance de la valeur des bâtiments, récoltes, bestiaux, etc...

B) Celui qui veut contracter une assurance fait une demande au Secrétaire de la Caisse, qui établit une « proposition de police ». Elle est acceptée ou non par le Conseil d'administration (pratiquement le président). Cette proposition, établie en un seul exemplaire, doit donner tous renseignements utiles. L'assurance à la mutuelle peut être totale ou partielle (co-assurance et assurance supplémentaire), et dans chacun de ces cas couvrir les biens propres de l'assuré ou des recours de tiers. Lorsqu'un individu veut faire garantir des sommes supplémentaires sur des risques déjà assurés, il doit indiquer sur la police le nom de la Compagnie, premier assureur des sommes garanties par elle et jusqu'à quelle date. Sous peine de n'avoir droit à aucune indemnité en cas de sinistre, il doit prévenir ladite compagnie par lettre recommandée. D'autre part, il est loisible d'assurer la totalité de ses risques à une Caisse locale quoiqu'on ait encore une partie de ses risques garantis par une autre société, à condition de l'indiquer sur la police de la mutuelle locale et de renoncer à se prévaloir de cette assurance en cas de sinistre. Ces opérations ont été pratiquement inexistantes jusqu'à ce jour. Il est possible également de faire garantir par la Caisse locale des risques non encore assurés; c'est une assurance supplémentaire.

Les propositions de police doivent être simples, uniformes, précises, spécifiant bien la nature et l'importance des risques. Elles doivent indiquer le contenant (immeubles) avant le contenu (meubles), puis les récoltes ou provisions qui se trouvent au dehors, enfin les recours des tiers.

C'est à la Caisse régionale que sont établies et tarifées les polices.

3° La Caisse est administrée par un Conseil qui a les pouvoirs les plus étendus pour en régler toutes les affaires.

Une *Assemblée générale* est tenue une fois par an. Elle ne peut délibérer que si elle réunit le quart au moins des

sociétaires; ses délibérations sont constatées par des procès-verbaux; elle entend les rapports, particulièrement celui de la *Commission de Contrôle* de deux membres nommés par elle, discute les comptes, nomme les administrateurs.

Le Secrétaire de la Caisse locale a un rôle particulièrement important : la préparation des propositions de police, la tenue de la comptabilité, la tenue d'un certain nombre de registres (procès-verbaux, expertises, délibérations de l'Assemblée, registre matricule des polices, etc...), la correspondance avec la Caisse régionale, etc... C'est pourquoi, encore que toutes les fonctions soient gratuites (art. 7 du Décret du 2 août 1923), il peut recevoir chaque année une indemnité proportionnelle à l'importance et à la somme de travail exécuté, à la condition formelle de ne pas faire partie du Conseil d'administration.

4° Les recettes de la Caisse locale sont, à côté des cotisations payables d'avance au 1^{er} janvier, les dons ou legs qu'elle peut recevoir; le droit d'entrée, fixé chaque année par l'Assemblée générale, non remboursable et destiné à payer l'avantage que l'adhérent a de participer aux réserves à la formation desquelles il n'a pas contribué; les intérêts des fonds placés et les ristournes de la Caisse régionale. En outre, les membres expectants doivent verser, au moment de leur adhésion, une somme égale au quart de la prime annuelle que ces sociétaires paient à la Compagnie qui les assure; c'est le droit d'inscription, remboursé sur le montant de la première prime. L'art. 16 du décret du 2 août 1923 prévoit que les Sociétés locales d'assurance mutuelle contre l'incendie, conformes aux prescriptions de la loi du 4 juillet 1900, peuvent recevoir de l'Etat des subventions de « premier établissement » pour faire face à leurs frais initiaux et leur permettre de constituer un premier fonds de réserve, et des subventions de « pertes » pour les aider à reconstituer leur fonds de réserve en cas de pertes anormales.

Les sommes provenant de ces diverses sources sont affectées au paiement des frais de gestion, de réassurance, des indemnités de sinistres et autres dépenses. Un fonds de prévoyance est constitué par les cotisations et les droits d'inscription; s'il est insuffisant pour payer les sinistres, la Caisse peut faire un emprunt. Au moyen de prélèvements sur les excédents du fonds de prévoyance, le Conseil d'administration peut constituer un fonds de réserve destiné à pourvoir aux charges extraordinaires. Les fonds libres seront placés (Art. 9 du décret du 2 août 1923) en rentes, bons du Trésor ou autres valeurs créées ou garanties par l'Etat, en parts de Sociétés de Crédit agricole; ou déposés au Trésor, à la Banque de France, aux Caisses de Crédit agricole ou aux Caisses d'épargne régulièrement constitués.

5° Les Sociétés d'assurance mutuelle, qui bénéficient à quelque titre que ce soit des encouragements de l'Etat, sont assujetties au contrôle de l'inspection des associations agricoles et des institutions de crédit dans les conditions prévues par le décret du 19 juillet 1919 (Art. 10 du décret du 2 août 1923). Elles doivent faire parvenir au Préfet certains états et se soumettre à des vérifications.

§ 2. — *La Caisse régionale agricole incendie du Centre-Est.*

A) C'est la cheville ouvrière de l'organisation. Elle exerce au point de vue moral sur les Caisses locales la même action que celles-ci ont sur les individus. Elle les sélectionne, les contrôle, les guide. Le président de la Caisse locale demande l'admission. Elle est prononcée par décision du Conseil de la Caisse régionale. Celle-ci est tenue d'accepter toute Caisse qui se soumet aux conditions et formalités statutaires (dans le Centre-Est, le droit de vérifier la comptabilité des Caisses locales adhérentes; tout refus d'inspection ou tout irrégularité grave pouvant entraîner l'exclusion d'une Caisse, qui par ailleurs ne peut se retirer de la Caisse régionale avant l'expiration de l'engagement quinquennal de ses polices réassurées).

B) Le but de la Caisse régionale est, dans le rayon d'action du Centre-Est, de donner aux Caisses locales une direction générale, de leur fournir un matériel de premier établissement (guide pratique, registres, statuts, tableaux de dédites, propositions de police, etc...), de les renseigner sur tous les faits, lois, règlements qui sont de nature à les intéresser, de s'occuper de la réassurance, et de faire tout le travail matériel d'établissement des polices.

1° Les propositions de police établies par la Caisse locale sont envoyées à la Caisse régionale qui fait la tarification. Les polices sont faites pour la durée de la Société, avec faculté de résiliation tous les cinq ans, en dénonçant le contrat six mois à l'avance par lettre recommandée au président de la Caisse locale.

Les tarifs sont ceux du Syndicat des Compagnies anonymes réduits de 20 %. Cette réduction leur est faite sur le total de la cotisation et non sur chaque article. A cette économie de 20 %, il faut ajouter l'exemption des impôts et la non-application de la majoration de 10 % en fin des polices, décidée par les compagnies anonymes et les grandes mutuelles en décembre 1919. Les tarifs sont complexes; ils établissent des discriminations suivant la nature des risques, leur situation, la nature des constructions.

Toutes les polices sont ramenées à l'échéance du 31 décembre. Il s'agit donc de ne réclamer à l'adhérent, qui s'est assuré en cours d'année, que la part de cotisation qui correspond à la période restant à courir jusqu'au 31 décembre, c'est le calcul des proratas. Pour les simplifier on calcule par quinzaines, c'est-à-dire par vingt-quatrièmes d'année.

Dès que tarifées, les polices sont envoyées en triple exemplaire pour être signées par l'assuré, qui conserve un des exemplaires, tandis qu'un autre va à la Caisse régionale et le dernier à la Caisse locale.

En ce qui concerne les résiliations de polices des Compagnies, les tableaux de dédites dont nous avons parlé ser-

vent à établir des fiches classées dans l'ordre de date d'expiration de ces polices. La loi dispose que la résiliation doit être notifiée un an à l'avance.

2° La Caisse régionale fait la répartition des risques et de la cotisation par dixièmes ou par centièmes entre la Caisse locale et les réassurances.

La Caisse locale doit toujours conserver une partie des risques, en général 1 ou 2 dixièmes, mais à condition qu'ils ne dépassent pas une certaine somme dite « plein de conservation ». L'excédent des risques est assuré par la Caisse régionale jusqu'à la limite de son « plein de conservation » qui est de 85.000 francs; enfin le reste est passé à la Caisse centrale jusqu'à la limite du plein de conservation de celle-ci (150.000 francs). Si le risque à assurer a une valeur supérieure au plein de conservation total, l'excédent est passé à un réassureur externe. La réassurance, depuis le 1^{er} janvier 1927, résulte du système de la co-assurance mutuelle. Une fois les pleins de conservation atteints, l'excédent est réparti entre les Caisses régionales pour 90 % au prorata de leurs versements ou cessions et pour 10 % au prorata de leurs encaissements ou garanties à la co-assurance mutuelle.

3° On inscrit sur un registre les polices dans l'ordre de leur établissement, avec leur numéro et le nom de l'adhérent.

A côté de ce registre chronologique, il y a le « Livre de production ». L'un, dénommé à la Caisse régionale du Centre-Est « registre A », indique le total des risques et leur répartition entre la Caisse locale (2/10 au maximum), la Caisse régionale et la Caisse centrale (pas de propositions définies), le réassureur externe (co-assurance mutuelle) en cas d'excédent sur les pleins de conservation. Il indique également le total des cotisations. Le « registre B », analogue au précédent, mentionne les avenants, c'est-à-dire les modifications de polices. Enfin deux autres registres « D et C » servent à constater l'annulation : le premier des polices et le second des avenants. Les livres A, B, C, D sont

récapitulés par mois ce qui permet de déterminer par le solde $(A+B) - (D+C)$ le chiffre de l'augmentation des polices et des capitaux assurés pendant une période donnée.

Toute police, après avoir été inscrite sur les livres ci-dessus, est reportée sur le registre des Caisses locales à la page de la Caisse qui a établi la proposition. De la sorte la Caisse régionale peut suivre le mouvement de la Caisse locale intéressée, et tenir un double de sa comptabilité.

C) La Caisse est administrée par un *Conseil* qui a les pouvoirs les plus étendus pour régler les affaires de la Caisse.

Le président surveille et assure l'exécution des statuts, rend compte à l'Assemblée générale. Les administrateurs ne sont responsables que dans la mesure de leur mandat et ne contractent aucune obligation personnelle ou solidaire à l'occasion de leurs fonctions.

Une fois par an une *Assemblée générale* entend les rapports, spécialement celui d'une *Commission de contrôle* de 2 membres nommés par elle, approuve ou discute les comptes, nomme les administrateurs, détermine les sommes à porter aux réserves, à ristourner aux caisses locales, en bref, statue souverainement sur tous les intérêts de la Caisse.

Un directeur assisté d'un chef de service et d'employés à la tarification et à la comptabilité constituent le personnel chargé d'effectuer les opérations de la Caisse.

D) Les ressources de la Caisse régionale sont : les cotisations des Caisses locales adhérentes, les dons, legs, intérêts des fonds placés, ristournes des assureurs, les subventions (Art. 27 du décret du 2 août 1923).

Ces sommes sont affectées au paiement des frais de gestion, des réassurances, des indemnités de sinistres et autres dépenses.

Pour constituer un fonds de prévoyance destiné à prévenir tout retard dans le paiement des indemnités et autres charges sociales, chaque Caisse sociétaire est tenue de verser

dans les deux premiers mois de chaque exercice (l'exercice commençant le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre) et d'avance, les contributions des polices en cours et dans les deux mois qui suivent la fin de chaque semestre, les contributions des polices nouvelles. Lorsque le fonds de prévoyance dépassera, et c'est le cas actuellement, le montant nécessaire au service des charges ordinaires de la Société, les excédents constitueront un fonds de réserve formé dans le but de suppléer à une insuffisance éventuelle de la contribution annuelle et de pourvoir aux charges extraordinaires. C'est l'Assemblée générale annuelle qui fixe tous les cinq ans au moins le chiffre auquel sera porté le fonds de réserve; le surplus est réparti sous forme de ristourne aux caisses locales.

Les fonds libres de la Caisse sont placés, dans le mois qui suit le recouvrement, d'après les mêmes règles que ceux des Caisses locales.

Quant à la comptabilité de ces fonds divers, elle est simple et faite sur un journal et un grand-livre. Il est à remarquer que la Caisse régionale ne manie aucun fonds. C'est la Caisse des dépôts et prêts du Centre-Est qui est chargée de cette besogne.

E) Mais il existe des villages sans Caisse locale et où cependant des agriculteurs désirent bénéficier des bienfaits de l'assurance mutuelle. C'est pour eux que la Caisse régionale a créé auprès d'elle, le 28 mai 1927, la « *Caisse des Isolés* », qui fonctionne sous le régime de la loi du 4 juillet 1900; les seules conditions d'adhésion sont d'habiter dans le rayon de la Caisse régionale, dans une commune sans Caisse locale. Le fonctionnement et les avantages de cette Caisse des Isolés sont identiques à ceux d'une Caisse locale. Au cas où dans un village comptant des personnes assurées à la Caisse des Isolés, une Caisse locale se crée, les polices des Isolés lui sont passées.

Cette Caisse est relativement importante du fait qu'elle assurait au 31 décembre 1927 : 1.801.600 francs en 17

polices et au 30 juin 1928 : 3.559.600 francs en 42 polices par un montant de 1.525 fr. 95 et 3.239 fr. 05 pour les cotisations annuelles correspondantes.

§ 3. — *Règlement des sinistres.*

1° L'assuré n'a pas à se préoccuper des divers degrés et organes de l'assurance et de la réassurance. Il ne connaît qu'un assureur : la Caisse locale. Elle est seule responsable devant l'assuré et en cas de sinistre doit lui payer intégralement les pertes subies. A cette fin, dès que l'indemnité à verser est déterminée, la Caisse régionale envoie à la Caisse locale le montant de sa quote-part.

Aussitôt qu'un incendie se déclare, l'incendié doit employer tous les moyens en son pouvoir pour en arrêter les progrès et empêcher les dégâts qui peuvent en résulter. Dans le délai de quarante-huit heures après le sinistre, l'intéressé doit aviser le président de la Caisse et lui donner tous renseignements utiles. La Caisse régionale est alors prévenue, puis l'évaluation des dégâts est faite par des experts.

2° La loyauté la plus complète devant être la règle de conduite absolue d'une mutualité, le choix des experts est très important d'autant plus que la régionale et son réassureur n'ont d'autre objectif que de régler les indemnités de sinistres avec toute l'équité et la rapidité désirables; chaque partie peut également choisir un expert, et en cas de désaccord entre les deux, elles nomment un tiers-expert. L'expertise donne lieu à un procès-verbal qui sert de base à la fixation de l'indemnité.

3° L'assurance, ne devant jamais être une cause de bénéfice pour l'assuré, ne garantit que l'indemnisation des pertes réelles. La somme à payer au sinistré est supportée proportionnellement par les différents assureurs. Ex. : Si une maison de 30.000 francs a été assurée par son propriétaire à la mutuelle locale pour 20.000 francs et à une Compagnie pour 10.000, que les dégâts soient de 9.000 francs,

la mutuelle paiera $\frac{2}{3}$, soit 6.000 francs et la Compagnie $\frac{1}{3}$, soit 3.000 francs. La mutuelle s'étant réassurée et n'ayant conservé que $\frac{1}{10}$ par exemple des risques, déboursa 600 francs et la régionale le reste, à moins que ne s'étant elle-même réassurée, elle ne récupère sur son réassureur la portion d'indemnité correspondant à la somme réassurée. C'est la « règle proportionnelle ». Cette règle s'applique dans un autre cas intéressant : si l'adhérent n'a pas assuré la valeur exacte de ses biens, on considère qu'il est son propre assureur pour le surplus et il ne reçoit qu'une indemnité proportionnelle au montant des risques assurés par la mutuelle. Admettons qu'une maison d'une valeur de 50.000 francs ait été assurée pour 25.000 francs seulement par son propriétaire, qu'un sinistre ait causé un dommage de 18.000 francs. Comme on considère que l'assuré est son propre assureur pour 25.000 francs, soit $\frac{1}{2}$, il ne touchera de l'assurance que $18.000 : 2 = 9.000$ francs d'indemnité. C'est d'après cette règle que se fixera l'indemnité définitive à allouer au sinistré. L'accord étant réalisé entre l'assuré et la Caisse locale, la Caisse régionale adresse de suite au trésorier de la Caisse locale la part d'indemnité à verser par les réassureurs.

Tout paiement est fait à la charge de subroger la Caisse jusqu'à due concurrence aux droits et actions de l'incendié contre les personnes du fait desquelles l'incendie serait provenu ou contre les personnes qui en seraient responsables.

Des clauses de déchéance ont été prévues pour les assurés et pour les Caisses locales. Elles visent surtout les réticences, les fausses déclarations.

4° Il fallait prévoir le cas où une Caisse locale n'aurait pas assez d'argent pour payer un sinistre. Certes, elle peut emprunter, mais la charge d'un emprunt est toujours lourde. C'est pourquoi il a été établi un « *Compte de participation* » entre les Caisses locales affiliées et la Caisse régionale qui acceptent le règlement du compte.

Le but de cette création, qui remonte à 1905, est de fournir aux Caisses locales qui le désirent, les sommes nécessaires pour parfaire leur part d'indemnité, chaque fois que leurs fonds de réserve ne permettent pas de faire face au paiement de leur part contributive dans le règlement d'un sinistre. Avant de faire intervenir le Compte de participation, la Caisse locale doit verser toutes les parts de primes qu'elle a encaissées sur les polices de ses assurés et toutes les sommes provenant des subventions, dons ou legs, déduction faite de ses frais d'administration. Les sommes versées par le Compte de participation sont définitivement acquises à la Caisse locale.

Pour qu'une Caisse locale puisse faire partie dudit Compte, il suffit qu'elle adhère à la Caisse régionale et verse une fois pour toutes 200 frs qui deviennent la propriété du Compte. La centralisation des fonds communs se fait au siège de la Caisse régionale, grâce à une comptabilité spéciale. Le capital et les intérêts sont affectés exclusivement au but pour lequel a été créé le Compte de participation.

Au 1^{er} janvier 1928, 870 Caisses locales y adhéraient et le solde Créditeur du Compte était de 204.561 fr. 64. Le capital est à peu près remboursé (décision des Assemblées générales des 9 avril 1927 et 16 mai 1928).

III

Quel sera l'avenir de la Caisse régionale agricole Incendie du Centre-Est? Elle progressera par l'augmentation des risques à assurer, qui sont pratiquement, du fait du grand nombre de petits villages de la région, fonction du nombre des Caisses locales. Or, il est bien possible que si une propagande intelligente, comme celle que fait la Caisse régionale au moyen de conférences, de tracts et d'affiches, continue, plus de 2.000 mutuelles pourront être affiliées d'ici peu d'années assurant 3 à 4 milliards de francs, soit environ la moitié des risques dont l'assurance peut être envisagée.

Cette évaluation résulte des considérations suivantes : La région compte 4.838 communes; comme chaque Caisse locale assure en moyenne 1 million $1/2$, le capital pouvant être assuré paraît être d'au moins 7 milliards. On arrive également à cette estimation en partant des 360.000 propriétés de la circonscription de l'Union; la somme moyenne assurée par chaque police étant de 22.500 francs conduit pour ces propriétés à un chiffre total à assurer de 8 milliards, duquel il y a toutefois lieu de déduire la part représentative des propriétés qui ne peuvent être considérées comme risques agricoles. Enfin en tablant sur une estimation de 12 milliards pour la propriété bâtie de la région, on arrive à une évaluation de l'ordre de 8 milliards, compte tenu que les paysans n'assurent en général que le tiers de leurs capitaux, et que le capital assuré par police s'entend à raison de moitié pour les bâtiments et moitié pour leur contenu.

L'année 1929 sera particulièrement féconde; tous les contrats souscrits aux grandes sociétés par les adhérents des mutuelles locales depuis la fin des hostilités seront résiliés. Par les tableaux de dédites, la Caisse régionale connaît d'avance ses progrès minima certains. Ces espoirs sont d'autant plus fondés qu'elle a été bien étudiée. Prise comme modèle, elle a eu en stage un assez grand nombre de futurs directeurs de Caisses régionales. Son système de comptabilité a été remarqué par le service d'inspection du ministère de l'Agriculture et sera encore amélioré d'ici quelques mois par l'adoption du système sans report.

La Caisse Régionale Agricole Incendie du Centre-Est ne cessera donc de prendre de l'importance. La période critique qui est celle des débuts est maintenant passée, la Caisse est solidement établie, et surtout l'esprit mutualiste pénètre dans les campagnes, tant sous l'influence de la mentalité paysanne nouvelle que par la propagande à laquelle il a été fait allusion.

SECTION III

L'ASSURANCE MUTUELLE ACCIDENTS DANS L'UNION DU CENTRE-EST

I. — Généralités et historique

Les articles 1382 et s. du Code Civil disposent que, dans les différents cas où un préjudice a été causé à autrui, l'auteur du dommage est tenu de le réparer, à condition, pour celui qui supporte le dommage, de faire la preuve d'une faute de l'auteur du préjudice. D'autre part, les décrets des 31 décembre 1922, 12 septembre 1925, 12 avril 1927 et l'arrêté du 30 juillet 1923 qui constituent le Code de la route, établissent, par leurs dispositions, de véritables présomptions de faute contre ceux qui, les violant, sont par là cause d'accidents.

A côté de cette responsabilité du droit commun, fondée sur une faute du patron et entraînant réparation intégrale des loix nombreuses ont étendu aux agriculteurs la législation de 1898 sur les accidents du travail. Telles sont les lois du 30 juin 1899 sur les accidents qui résultent directement de l'emploi de moteurs inanimés ou des machines qui les actionnent; du 15 juillet 1914, qui fait rentrer dans la catégorie des accidents professionnels ceux qui arrivent au cours de travaux forestiers dans les exploitations d'une certaine importance (plus de 3 hectares d'un seul tenant); du 15 décembre 1922, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1924, qui rend l'exploitant agricole responsable des accidents survenus à ses salariés pour le travail ou à l'occasion du travail, et ce, dans les « exploitations agricoles de quelque nature qu'elles soient » (Art. 1). Presque toutes les exploitations agricoles sont donc soumises à la législation des accidents du travail.

Depuis la loi du 2 août 1923 entrée en application le 2 février 1924 et qui étend la législation des accidents du tra-

vail aux domestiques, on peut dire que sont assujettis à la loi tous les ouvriers, employés, domestiques, occupés à l'exploitation agricole en vertu d'un contrat de travail (qui peut être d'ailleurs qu'une convention orale).

Connaissant la notion très large d'accident du travail, l'esprit libéral de la jurisprudence en cette matière et le caractère d'ordre public de la loi, on se rend compte combien est lourde la responsabilité de l'exploitant agricole. Pour en assurer exactement l'étendue il faut se souvenir : que la loi du 30 avril 1926 a assujetti à la législation de 1922 les petits exploitants travaillant ordinairement seuls ou avec les membres de leur famille; que les arrêtés du ministre du Travail du 31 mars 1924 et du 31 décembre 1925 ont considérablement augmenté le tarif des frais médicaux; que la loi du 8 juillet 1926 a décidé que pour le calcul de la rente il sera tenu compte de l'intégralité du salaire de l'accidenté jusqu'à 8.000 francs, la partie comprise entre 8.000 et 18.500 francs comptant pour $\frac{1}{4}$ et le surplus pour $\frac{1}{8}$, tandis que sous la législation de 1898 (A. 2) ces chiffres étaient respectivement de 4.500 et 15.000 francs. Les charges des exploitants seront encore aggravées dans une proportion considérable par la loi Gros récemment votée par la Chambre des Députés.

Encore que le nombre des accidents puisse être diminué, l'assurance est une mesure de prudence et même une nécessité surtout si l'on songe que dans l'agriculture près des $\frac{2}{3}$ des accidents sont causés par des animaux, et qu'ils sont plus nombreux dans les petites exploitations que dans les autres.

La diversité des risques étant très grande, l'assurance accident est difficile et coûteuse. Le montant des primes demandées par les compagnies d'assurance a soulevé de nombreuses protestations, à tel point que beaucoup d'agriculteurs, qui souvent ignorent exactement l'étendue de leur responsabilité, ont manifesté l'intention de réduire leur culture de façon à n'employer que le minimum de main-

d'œuvre étrangère à leur famille. D'autres ont cherché avant tout les primes les plus faibles sans se préoccuper de l'étendue des risques garantis, et M. Gatheron, au XII^e Congrès National des Syndicats agricoles (Quimper 1924), a pu citer un grand nombre d'exemples de polices contenant des restrictions dans l'étendue de la garantie, le montant des indemnités, etc..., restrictions d'autant plus dangereuses que trop souvent elles sont inscrites en petits caractères longs et difficiles à lire.

Pour ces diverses raisons les dirigeants de l'Union du Centre-Est ont reconnu que l'assurance mutuelle était la meilleure sauvegarde des intérêts de chacun, et d'autant plus indiquée que la loi (loi du 15-12-1922 A. 11 § 1 et les deux décrets d'application du 22 août 1923) avait disposé expressément que les Sociétés mutuelles pouvaient faire l'assurance accidents et même qu'elles pourraient être aidées par des subventions (2^e décret du 22 août 1923).

Dès 1922 avait été créée, à l'Union du Centre-Est, une agence d'Assurances accidents qui allait permettre de former un personnel. En 1923, M. Gatheron, directeur, étudie le fonctionnement des assurances mutuelles en Belgique au Boerenbond. Le 2 novembre de la même année il visite quelques dirigeants des Associations agricoles en Franche-Comté pour lancer les premières bases d'une Caisse régionale accidents. Après cette visite sans résultat, il offre de souscrire pour commencer et décide quelques administrateurs; le capital initial est enfin souscrit et le 27 avril 1924 naît la Caisse régionale accidents du Centre-Est. L'assurance accidents agricoles était « un saut dans l'inconnu » comme on l'a dit. Aucune statistique sérieuse des accidents agricoles passés n'existait, non plus qu'une notion suffisante des risques futurs, alors que se développait davantage la motoculture. Comment déterminer la prime, fonction du risque, puisque l'importance de celui-ci échappait aux plus perspicaces?

Les premières difficultés furent cependant vaincues, et

le 30 décembre 1925 « la Caisse régionale accidents du Centre-Est » effectuait à la Caisse des Dépôts et Consignations le versement du cautionnement réglementaire (200.000 frs). Elle étendait considérablement par là son champ d'action puisqu'elle pouvait désormais, à condition d'avoir 500 adhérents payant ensemble 50.000 frs de cotisations annuelles, garantir le risque des accidents du travail ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente (loi du 22 août 1923 et arrêté du 28 novembre 1923).

Voici en bref le tableau de l'activité de la Caisse :

Années	Caisses affiliées	Risques garantis	Sinistres réparés
1924	162	8.235.750	47
1925	349	12.288.424	218
1926	746	19.398.376	335
1927	960	24.880.419	572
1928	1.030	29.113.350	890

II. — Fonctionnement.

1° La Caisse régionale accidents du Centre-Est garantit les exploitants agricoles contre les responsabilités que les lois sur les accidents du travail mettent à leur charge. C'est « l'Assurance-Loi ». Elle garantit également les exploitants agricoles contre les responsabilités qu'ils encourent en vertu des art. 1382 à 1386 du Code civil. C'est « l'Assurance Droit commun ».

Il y a cinq contrats assurance-loi :

- a) La police d'assurance *collective* contre la responsabilité créée par les lois sur les accidents du travail;
- b) La police d'assurance *patronale*, qui garantit le patron et son conjoint ayant adhéré à la législation des accidents du travail (Loi 15 déc. 1922, art. 4, § 2);
- c) La police *collective artisans ruraux*, assimilable à a;
- d) La police *patronale artisans ruraux*, assimilable à b;

e) La police « *battage* », contre les accidents que les machines des exploitants, entrepreneurs de battage, coopératives et syndicats de battage peuvent causer à leurs ouvriers, employés, etc.

Quant aux polices « Droit commun », il en existe également cinq types :

a) Police d'assurance de la responsabilité civile vis-à-vis des tiers; une police complémentaire peut être souscrite par ceux qui sont insuffisamment garantis par une Compagnie;

b) Police automobile, qui garantit les agriculteurs possesseurs d'une voiture automobile contre la conséquence de la responsabilité qui leur incombe du fait des accidents causés par cette voiture aux tiers non protégée par la législation des accidents du travail. Une police complémentaire comme ci-dessus est possible;

c) Police tiers battage;

d) Police tiers artisans ruraux;

e) Police tiers « chasse ».

Enfin, seront incessamment utilisées, des polices familiales de droit commun garantissant l'exploitant et les membres de sa famille, pour des sommes de capitaux, en cas de mort ou d'incapacité permanente. Par ailleurs, l'importance des risques varie selon : la probité et les qualités professionnelles de l'assuré, de ses employés et ouvriers, le nombre des salariés, l'âge et le sexe des personnes employées, la nature de l'exploitation.

En ce qui concerne l'étendue de la garantie, la Caisse assure : contre les incapacités temporaires, les incapacités permanentes et la mort.

2° En assurance-accidents, sauf en ce qui concerne l'assurance automobile, les conditions varient beaucoup pour une même garantie d'une société à l'autre, cela parce que l'assurance du risque accidents est relativement récente. Ce fut une des raisons de la création de la « Réunion des Assureurs Mutualistes ».

a) Pour l'assurance-loi, collective, il y a deux modes de calcul : l'un en fonction du salaire, l'autre en fonction de la surface exploitée.

L'assurance sur la base des salaires payés, seule rationnelle, offre l'inconvénient d'être établie d'après des déclarations incertaines, les exploitants ne connaissant pas exactement le chiffre des salaires qu'ils paieront au cours de l'année. D'autre part, elle oblige à de nombreuses rectifications de déclarations de salaires. Enfin, elle impose à l'exploitant la tenue d'un registre ou carnet de paie soumis au contrôle de la Caisse locale ou de la Caisse régionale.

L'assurance sur la base de la contenance semble plus pratique; elle a toutefois l'inconvénient, en cas d'instabilité monétaire, de ne pas s'accorder avec autant de souplesse que la première au tarif des salaires qui augmentent plus rapidement que les tarifs de l'assurance. Dans le calcul des tarifs sur la base de la contenance, on est néanmoins forcé de tenir compte des salaires; l'indemnité à payer en cas de sinistre étant fonction de ceux-ci. On recherchera donc à combien revient en moyenne la main-d'œuvre nécessaire pour cultiver un hectare de chaque culture. Supposons que l'assurance se fasse sur la base de 2 p. 100 des salaires et qu'il faille 400 francs de salaires pour cultiver un hectare de céréales, la cotisation sera de

$$\frac{2 \times 400}{100} = 8 \text{ fr. par hectare.}$$

b) Pour l'assurance patronale, la cotisation est fixée d'après le salaire conventionnel déclaré par l'exploitant et qui servira de base au calcul des rentes et indemnités légales. Elle est actuellement de 2,20 p. 100 de ce salaire.

c) Pour l'assurance-loi battage, le tarif est proportionnel au nombre de journées de travail, et pour l'assurance-Droit commun, le tarif est fixé en pour cent du tarif de la police-loi battage.

d) Les tarifs de l'assurance-loi (artisans ruraux), sont calculés sur la base du salaire, tandis que ceux de l'assurance-Droit commun tiers, sont fonction de la contenance de l'exploitation.

e) La cotisation de l'assurance-automobile, enfin, est calculée à raison de l'importance de la garantie demandée et de la force en CV des véhicules.

Ces diverses cotisations, ainsi calculées, sont augmentées d'un droit de répertoire fixé à 2 fr. 50 par police.

3° *Organisation mutualiste de l'assurance.* — Comme pour l'assurance-incendie, on trouvera à la base les *Caisses locales*, dont la circonscription est limitée en principe à la commune, et dont le rôle consiste à sélectionner les risques et faire les propositions de police. Au-dessus, la *Caisse Régionale du Centre-Est*, qui établit les contrats, règle les sinistres et fait la réassurance. Au sommet, enfin, la *Caisse centrale* qui couvre tout ou partie des risques cédés par les Caisses régionales. Lorsque la quantité des risques passés par une Caisse régionale à la Caisse centrale dépasse le « plein de conservation », le surplus à garantir est passé à un réassureur ou réparti, en ce qui concerne les risques battage ou automobile, entre les autres Caisses régionales, au prorata de leurs encaissements en assurance-loi dans le dernier exercice. C'est la *co-assurance mutuelle*.

A. - *Fonctionnement d'une Caisse locale type.* — Les règles générales exposées à l'occasion des mutuelles-incendie sont applicables aux Mutuelles-accidents.

D'autre part, les contrats prennent fin ou sont résiliés : par l'expiration du temps pour lequel ils ont été consentis, à moins de clause de tacite reconduction (ce qui est le cas normal); par les déclarations facultatives de résiliation (par lettre recommandée six mois avant l'expiration de chaque période quinquennale); par la disparition des risques garantis; par la faillite, la liquidation judiciaire ou amiable ou la déconfiture de l'assuré.

Les risques sont répartis entre la Caisse locale et la Caisse régionale (art. 11 des Statuts types) et conformément à une convention passée entre la Caisse régionale et la Caisse locale. En principe, la Caisse locale est tenue de conserver deux dixièmes des risques à sa charge. Pratiquement, en ce qui concerne l'assurance-loi, pour les risques d'incapacité temporaire, frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation, la Caisse locale conserve 10 p. 100 des risques; pour l'incapacité permanente ou la mort, elle n'en conserve aucun, car, afin d'assurer le paiement de ces indemnités, elle devrait verser à la Caisse des Dépôts et Consignations un cautionnement de 200.000 à un million de francs suivant l'importance et la nature des opérations.

Pour l'assurance-Droit commun, la Caisse locale conserve 2 p. 100 des risques jusqu'à 100.000 francs. Au delà un accord spécial intervient.

L'Administration des Mutuelles-accidents est identique à celle des Mutuelles-incendie.

Les Caisses locales reçoivent de l'Etat, par l'intermédiaire de la Caisse régionale, trois sortes de subventions :

a) Une subvention de fondation, dont le taux varie selon l'importance de la Caisse;

b) En cas de déficit en fin d'année, elles peuvent obtenir une subvention de secours;

c) Enfin, les petits exploitants n'employant pas plus de 75 journées d'ouvriers par an, reçoivent (art. 11, loi 15, décembre 1922, mod. loi 30 avril 1926); une subvention qui peut aller jusqu'à la moitié des cotisations qu'ils paient pour leur police-loi.

Les Caisses locales tiennent en un seul livre qui comprend trois parties :

1° Le registre des procès-verbaux;

2° Le registre des Sociétaires qui indique, dans l'ordre d'adhésion, la liste des Sociétaires expectants ou participants de la Caisse locale;

3° Le livre de Caisse.

B. — *La Caisse Régionale Accidents du Centre-Est.* —

Elle a pour but général de diffuser la Mutualité, de promouvoir la création de Caisses locales et de leur donner les directions nécessaires à leur fonctionnement.

Dans ce but, elle a publié de nombreux tracts mettant les agriculteurs en garde contre certaines compagnies capitalistes dont les primes sont relativement faibles, mais qui ne garantissent que très imparfaitement contre les responsabilités actuelles. Elle favorise la création de Caisses locales, en envoyant des conférenciers ou des inspecteurs où le besoin s'en fait sentir, en mettant à la disposition de ces Mutuelles, le matériel de constitution nécessaire, des imprimés, etc..., enfin, elle les aide pendant leur fonctionnement, assurant elle-même la plus grande partie possible de besogne.

Son rôle principal est d'accepter en réassurance tout ou partie des risques assurés par les Caisses locales mutuelles agricoles-accidents, constituées sous l'égide de la loi du 4 juillet 1900; de réassurer, par voie de cession, tout ou partie des risques résultant de ses contrats de réassurance ou faire de la co-assurance; d'accepter des rétrocessions de réassurance en matière agricole.

L'Administration est en tous points comparable à celle de la Caisse régionale-Incendie.

Il est intéressant d'en voir de près le fonctionnement. Le courrier arrive le matin. Il est dépouillé par le Secrétaire et réparti entre les services. Le service de l'assurance-accidents classe le sien : productions, polices, sinistres, propagande, comptabilité, litiges et questions spéciales; on répond immédiatement aux lettres qui ne demandent pas d'études spéciales. Au préalable, les lettres sont numérotées, puis enregistrées d'après leur ordre numérique, sur un cahier de correspondance sur lequel sont également indiqués les numéros des réponses les concernant. Des fiches permettent de connaître le courrier échangé avec chaque Caisse locale.

Les propositions de police sont examinées et les demandes de renseignements complémentaires sont envoyées s'il y a lieu. Ces propositions sont classées et tarifées. La tarification indique le montant de la cotisation annuelle, le montant du prorata (de la cotisation à payer) pour l'année en cours et le montant du droit d'admission si le proposant n'a encore aucune police souscrite à la Caisse régionale.

Après la tarification, la police est établie en triple exemplaire et portée au « Registre d'Inscription général », prévu par la circulaire du 28 décembre 1912. Ce registre est subdivisé en deux :

Registre de production Loi,

Registre de production Tiers.

La police est également inscrite au *Registre des Assurés facultatifs*, registre imposé par le 2^e Décret du 22 août 1923 et nécessaire si la Caisse veut bénéficier des subventions de l'art. 11, § 2, de la loi du 15 décembre 1922; il peut être appelé aujourd'hui registre des assurés du 2^e groupe, puisqu'il n'y a plus de distinction entre assurés obligatoires et assurés facultatifs.

Le *Registre des Caisses locales* indique, par Mutuelle, les polices souscrites.

Un *Livre des surfaces exploitées* est également tenu pour connaître le nombre d'hectares assurés. Les polices copiées sont retournées aux fins de signature à la Mutuelle d'origine.

Il y a en matière d'assurance-accidents, une « Caisse des Isolés » comme en assurance-incendie.

En cas d'accidents, la Régionale doit recevoir du Secrétaire de la Caisse locale, avis du sinistre, dans les vingt-quatre heures. Pendant la durée de l'incapacité, le même Secrétaire indique à la Caisse régionale tout ce qu'il remarque d'anormal et lui transmet le certificat de prolongation d'incapacité ou le certificat de guérison ainsi que la note

d'honoraires médicaux ou pharmaceutiques et la date de la reprise du travail.

Les déclarations sont examinées avec soin. Les accidents relevant du contentieux sont classés dans un dossier spécial. Il est tenu un registre des sinistres graves destiné à l'enregistrement de tous les accidents entraînant ou présumés devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente. Des fiches statistiques indiquent les sinistres par Caisse.

Le règlement définitif d'un sinistre pris en charge par la Caisse est effectué de la façon suivante : pour les accidents-tiers, les factures doivent être vérifiées ainsi que leur concordance avec les devis dressés au préalable, et le montant du préjudice doit être établi au moyen de pièces justificatives : la Caisse régionale envoie alors à la victime ou à ses ayants droit des propositions d'accord, qui, si elles sont acceptées, permettent le règlement du sinistre. Pour les accidents-loi, dès que la guérison est intervenue, le montant du sinistre comprenant l'indemnité journalière, les frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation, est adressé au Secrétaire de la Caisse locale, diminué de la part qui reste à la charge de cette dernière. En cas d'accident grave, la procédure prévue par la loi est observée et le Tribunal fixe, soit à l'amiable, soit par décision judiciaire, le montant de la rente.

La Caisse régionale vit sous le contrôle du Ministre du Travail (commissaires, contrôleurs des Sociétés d'assurances) et de celui de l'Agriculture qui envoie des Inspecteurs accrédités. Elle doit envoyer mensuellement de nombreux états prévus par des textes divers qui sont surtout destinés à être des éléments de statistique (trimestriellement des relevés concernant plus spécialement sa situation financière, et annuellement, le compte rendu détaillé des opérations financières de l'exercice).

Les recettes de la Caisse sont formées des cotisations de réassurance et de co-assurance, des ristournes de réassu-

rance, de droits d'entrée, des dons, legs, intérêts des fonds placés et subventions. Ces recettes sont affectées au paiement des indemnités de sinistres, des frais de gestion (qui ne doivent dépasser 30 p. 100 du maximum de la cotisation) et autres dépenses.

Pour faire face à ces frais, la Caisse peut contracter des emprunts sous forme d'émission d'obligations, ou au Crédit agricole. Une réserve mathématique pour le service des rentes est constituée, ainsi qu'une réserve pour les risques restant à courir dont les polices, à cotisations payées d'avance n'expirent pas à la fin de l'exercice; une réserve pour l'amortissement des emprunts s'il y a lieu.

Un fonds de réserve complémentaire est constitué par les excédents de recettes pour chaque catégorie d'assurance. Tous ces fonds, à l'exception des réserves mathématiques et des liquidités courantes, sont placés jusqu'à concurrence des trois quarts conformément à l'art. 18 du Décret du 22 août 1923 et pour le surplus conformément à l'art. 8 du Décret du 2 août 1923.

Un fonds de secours alimenté en principe, par un cinquième de la subvention de l'Etat aux Caisses locales, est institué à la Caisse régionale et destiné à faire face aux déficits des Caisses locales. Les sommes versées sur ce fonds, le sont, moitié à titre de don, moitié à titre d'avances sans intérêt, reprises annuellement sur les ristournes.

La Caisse régionale ne conserve pas pour elle tous les risques qu'elle réassure. Elle en réassure à son tour une partie auprès de la Caisse centrale. Actuellement, elle conserve en entier à sa charge le risque-loi. La proportion dans laquelle les autres risques sont réassurés est fixée par la convention qui lie les deux parties. La Caisse centrale bonifie à la Caisse régionale sur le montant des primes nettes une ristourne pour frais généraux.

III. — *Avenir de la Caisse régionale.*

Les résultats déjà obtenus dans une région où l'éducation mutualiste était loin d'être faite, laissent présager le brillant avenir réservé à la Caisse régionale.

Il est à supposer que le rendement atteindra son développement le plus important en 1929-30, c'est-à-dire, à l'époque où les contrats, souscrits par les cultivateurs aux Compagnies privées, arriveront à leur période d'expiration quinquennale. Un très grand nombre d'entre eux n'attendent, en effet, que le moment où il leur sera possible de se dégager des liens qui les retiennent encore et ils viendront augmenter le chiffre déjà intéressant des membres effectifs des Mutuelles-accidents.

Au point de vue de l'organisation intérieure, la Caisse cherche à en perfectionner continuellement les détails. Aux contrats existants et dont l'énumération a été faite au cours de cette étude, elle en ajoutera d'autres. De nouvelles formules de polices sont, en effet, à l'étude, en particulier les polices dites de « Défense juridique ». Elles seront le complément indispensable des polices tiers et permettront l'indemnisation des agriculteurs qui au lieu d'être les auteurs d'accidents, en seraient les victimes. D'autres contrats seront également établis notamment pour l'assurance familiale; seul est garanti, le risque-loi; certains souhaitent, au contraire, s'assurer soit pour eux-mêmes, soit pour les membres de leur famille dans les termes du droit commun, c'est-à-dire pour toucher, en cas d'accidents, les sommes ou capitaux prévus par le contrat; c'est pour répondre à ce désir que la Caisse mettra de nouvelles polices à leur disposition.

Bref, dans tous les domaines, la Caisse cherche à réaliser des progrès, de façon que les cultivateurs puissent y demander toutes les garanties qu'ils désirent.

SECTION IV

CAISSE MUTUELLE-GRELE DU CENTRE-EST

I. — Généralités et historique.

D'après la statistique des Compagnies d'assurances, parmi les départements grêlés, la Côte-d'Or occupe le premier rang, la Saône-et-Loire le 7°, la Nièvre le 12°, l'Yonne le 30°, le Jura le 48°, le Doubs le 49°, la Haute-Saône le 51°. On conçoit donc la très grande utilité, dans la région, de l'assurance contre la grêle qui garantit le revenu escompté d'une année de travail.

Aussi bien, dès 1922, était créée une agence d'assurances contre la grêle, analogue à l'agence accidents dont il a été déjà question, et le 25 avril 1925, naissait à Dijon, la Caisse mutuelle grêle du Centre-Est. Ses caractéristiques principales étaient d'être une Caisse locale à grand rayon et non pas une Caisse régionale à laquelle eussent été affiliées des Caisses locales. C'est qu'en effet, par suite du caractère capricieux des chutes de grêle, les risques sont trop lourds à supporter pour une Caisse à petit rayon. Il faut en matière d'assurance-grêle pratiquer la division des risques sur une très large échelle. Ce sont les secrétaires locaux de syndicats ou de mutuelles qui envoient les propositions de police et jouent véritablement le rôle de secrétaires de Caisses locales. On doit signaler que le Ministère de l'Agriculture est partisan, même en cette matière, de la création de Caisses locales.

Dès les six premiers mois de son fonctionnement, la Mutuelle-Grêle du Centre-Est prenait le premier rang des Mutuelles de France, fondées la même année.

Son développement fut rapide. C'est ainsi que le nombre des Secrétaires locaux a passé de 21 en 1925 à 53 en 1926, à 94 en 1927, tandis que les réserves montaient à ces mêmes dates de 326 fr. 99 à 3.000 fr. puis à 6.000 fr. En 1927, d'ailleurs, la Caisse recevait de l'Etat une subvention de 5.150 fr. pour l'aider à réparer de nombreux sinistres.

	1925	1926	1927	1928
Nombre d'assurés	76	184	338	637
Capital assuré	685.186	2.291.697	5.974.759	9.559.850
Cotisations	10.609	33.413	75.092	131.500
Nombre de sinistres	1	15	87	75
Indemnités allouées	626	11.105	109.419	109.353

Un pareil début laisse de lui-même entrevoir un brillant avenir.

II. — *Fonctionnement.*

1° La Caisse Mutuelle-Grêle du Centre-Est étend ses opérations dans toute la circonscription de l'Union. Elle a pour objet de garantir ses membres contre le risque grêle exclusivement, à l'exception donc des inondations, trombes ou coups de vents qui peuvent précéder ou suivre la grêle. Elle ne tient compte que des diminutions dans la quantité des récoltes et, à moins de clause contraire, l'assurance d'une nature de récolte comprend obligatoirement toutes les récoltes de cette nature, encore que dépendant d'exploitations différentes. Mais toutes les parties intégrantes et utiles de la récolte entrent dans l'assurance, dans des proportions qui varient avec chaque culture et qui ne peuvent descendre au-dessous d'un certain minimum.

Quelle que soit la nature de la récolte assurée, l'adhérent doit déclarer les changements survenus dans son exploitation ou ses ensemencements, ainsi que les rendements espérés dans chaque culture. C'est une « déclaration annuelle d'assolement » ou « avenant ».

De telles rectifications sont nécessaires pour connaître l'étendue des risques à assurer.

Tous ces risques, classés en cinq catégories, et garantis par la Caisse du Centre-Est, ne sont pas gardées par elle-même. D'après les Statuts, elle doit en conserver 1 p. 100; actuellement, elle en garde 2 p. 100 et réassure le reste à la

Caisse centrale et à un réassureur externe, en l'espèce, une compagnie d'assurance qui opère sur le domaine international.

Toute personne peut se faire assurer à toute époque de l'année, à condition cependant que la récolte n'ait pas été endommagée déjà par la grêle. Des conventions contraires peuvent apporter des dérogations à ce principe sauf en ce qui a trait aux vignes.

L'assurance est contractée : soit pour la durée de la Caisse avec facilité de résiliation à la fin de chaque période de cinq années, soit pour une durée limitée. A moins de dénonciation six mois avant l'expiration de la police, celle-ci se renouvelle par tacite reconduction d'année en année.

La police doit être soigneusement établie en indiquant très exactement le détail parcellaire des surfaces assurées. En cas de décès de l'adhérent, les effets se continuent de plein droit au profit de la succession. Le contrat d'assurance est résolu : par l'expiration du délai ou la dénonciation dont il a été question, par la cessation définitive de l'exploitation assurée, par la faillite, la liquidation judiciaire ou la déconfiture de l'adhérent, enfin par une décision que peut prendre la Caisse en vertu des dispositions statutaires.

2° Pour faire face aux charges sociales et au paiement des sinistres, tout adhérent doit payer une cotisation. Les tarifs de la Caisse sont pratiquement ceux des compagnies d'assurance; mais, les assurés n'ayant pas, en vertu de la loi du 4 juillet 1900, à payer d'impôts ou taxes sur le capital assuré, la cotisation, la police ou la déclaration de sinistre, il en résulte une économie appréciable par rapport aux contrats souscrits aux Compagnies.

Afin de favoriser le développement de l'assurance contre la grêle, la Caisse a institué une *cotisation graduée*. Tant qu'un sinistre n'a pas atteint les récoltes, la cotisation est réduite, suivant les combinaisons, de 20, 30, 40 pour cent. Par contre, en cas de sinistre, la cotisation de l'année du sinistre est majorée de 10, 20, 30 pour cent. En outre, si

plusieurs sinistres occasionnent, au cours de la période quinquennale d'un contrat, un chiffre d'indemnité supérieur à 10, 7 ou 5 fois la moyenne annuelle des cotisations échues, le tarif régulier non réduit sera majoré de 30, 40, 50 pour cent, selon que l'assuré sera dans la 1^{re}, 2^e ou 3^e combinaison sus-indiquée.

Ces cotisations sont payables après l'enlèvement des récoltes : 1^{er} octobre pour toutes les récoltes, sauf la vigne (1^{er} novembre), et les tabacs (date variable, mais non postérieure au 31 décembre).

3° En cas de sinistre, l'adhérent doit en faire la déclaration dans un certain délai, sauf pour les dégâts inférieurs à 10 fr., que la Caisse ne répare pas. Enfin, au cas de déclaration non fondée, la Caisse peut faire payer à l'adhérent une somme de 30 francs à titre d'indemnité.

Les dommages sont réglés de gré à gré entre l'adhérent et la Caisse, ou contradictoirement par deux experts et au besoin par un tiers expert en cas de désaccord des deux premiers. Ils déterminent l'étendue de la partie grêlée et quel aurait été, en quantité, le rendement de la récolte si elle était arrivée à maturité, en tenant compte de la part proportionnelle des frais de culture, des maladies et autres éléments qui jouent comme compensation de la perte. Ils déterminent enfin en vingtièmes ou même en centièmes, ce qui permet une évaluation plus précise, la proportion de la perte réelle occasionnée par le seul choc des grêlons. Il est bien entendu que si le rendement évalué par les experts est supérieur à celui porté sur la police ou l'avenant, l'adhérent est considéré comme son propre assureur pour le surplus. En cas de perte totale, et du fait de la suppression des frais de récolte, les dommages ne pourront être supérieurs à 18/20, 17/20, 16/20,, selon la nature des récoltes.

Les indemnités, dont le montant est fixé par les expertises, sont payées contre quittance à chaque ayant droit avant la clôture de l'exercice, au besoin par devant notaire

au cas où l'indemnité excède 150 fr. et si l'intéressé ne sait pas signer;

4° La Caisse est administrée par un Conseil qui a les pouvoirs les plus étendus pour agir en son nom. Une Commission de contrôle et de surveillance, recrutée en dehors du Conseil d'administration, a pour mission de vérifier la comptabilité de la Caisse et de faire un rapport à l'Assemblée générale. Cette dernière se réunit chaque année après l'arrêté des écritures, entend les rapports, délibère sur toutes les affaires qui lui sont soumises. Des Assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées pour modifier les Statuts, décider la prorogation ou la dissolution de la Caisse, auquel cas un ou des liquidateurs seraient nommés.

5° Les recettes de la Caisse sont constituées par les cotisations des adhérents et, le cas échéant, par les dons, subventions, intérêts des fonds placés, etc..

Ces recettes spéciales sont employées au paiement des sinistres, des frais de gestion, de réassurance et autres dépenses (propagande, ristournes aux adhérents sous forme de réduction de cotisation).

L'excédent est destiné à la constitution d'un fonds de réserve qui servira à suppléer à une insuffisance éventuelle de la cotisation annuelle pour le règlement des sinistres et des frais de gestion. Les prélèvements sur le fonds de réserve ne doivent pas excéder, pour un seul exercice, la moitié de ce fonds.

III

On peut discuter, au point de vue théorique, la question de savoir si, comme le pense le Ministre de l'Agriculture, il n'eût pas été préférable que l'Union du Centre-Est organisât pour l'assurance contre la grêle le même système que pour l'incendie ou les accidents : des Caisses locales au premier échelon, une Caisse régionale, la Caisse centrale.

L'avantage essentiel des Caisses locales, c'est d'éviter la

fraude, par le contrôle mutuel. Or, en matière de grêle, il n'y a pas de fraude possible, les chutes de grêle ne pouvant être provoquées. On pourrait seulement craindre que quelqu'un fasse passer comme sienne une parcelle ne lui appartenant pas. Contre cette supercherie, il existe un double contrôle possible, avec les polices et le cadastre. Ceci admis, n'y a-t-il pas avec le système exposé une sérieuse simplification?

Il faut être pénétré de cette idée que l'assurance contre la grêle présente de multiples différences avec les autres assurances. La grêle s'attaque à certaines régions pendant certaines années, et pendant une année ces régions seront les mêmes. Autrement dit, il semble que les orages de grêle se produisent chaque année suivant certaines axes. Ce phénomène est constamment observé dans la région du Centre-Est. On peut faire des remarques semblables dans d'autres pays, certains points d'un continent pouvant être plus atteints que d'autres. Malheureusement, il n'existe pas de statistiques précises sur la question; il est même curieux de constater que ce sont les services des Ponts et Chaussées qui ont les cartes des orages!

Etant donné ces faits, et sachant d'autre part que le fondement de la bonne situation d'une compagnie quelconque est la régularité, et spécialement dans une compagnie d'assurances la régularité de la production annuelle des sinistres, il y a nécessité absolue d'une forte réassurance. Cette réassurance elle-même doit être échelonnée et divisée. Le réassureur se réassurera donc lui-même et il y aura une nouvelle division des risques. Or, d'après ce que nous avons dit, un pays peut être plus atteint qu'un autre; par suite, une vraie réassurance doit répartir les risques dans l'espace. Aussi, est-il courant que des réassureurs passent une partie de leurs risques à des filiales à l'étranger ou à des sociétés étrangères, mais le moment n'est peut-être pas éloigné où un système nouveau de réassurance évitera cet inconvénient.

SECTION V

L'AVENIR DE LA MUTUALITE DANS LE CENTRE-EST

I. — *L'Assurance-bétail.*

En 1892, l'année de sa fondation, l'Union de Bourgogne et de Franche-Comté avait élaboré un projet d'assurance contre la mortalité du bétail. La Caisse de réassurance bétail, dont le siège était à Gray, fut fondée en 1908. Elle groupait en 1913, 121 Caisses et assurait 3 millions de risques. Elle tomba en sommeil pendant la guerre, et sa mise en marche à nouveau après les hostilités fut très difficile; les agriculteurs se souciant peu d'assurer leur bétail contre les accidents, l'élévation des prix les ayant conduits à être leurs propres assureurs plutôt que de payer de fortes primes. Il n'en va pas ainsi maintenant où l'assurance mutuelle redevient plus en vogue; il est même question de transférer à Dijon le siège de la Caisse de Gray.

L'assurance contre la mortalité du bétail est une des plus difficiles. L'estimation de la valeur des bêtes est délicate et les risques sont extrêmement divers et variables. Néanmoins, le bétail constituant un important capital pour le paysan, il importe de réaliser cette assurance si l'on veut aller jusqu'au bout dans l'organisation de la profession.

Mais de nombreuses précautions sont à prendre, particulièrement pour la sélection des risques, il faut un contrôle très étroit, donc une circonscription restreinte. D'autre part, il ne faut pas rembourser aux assurés la totalité de leurs pertes, sinon le sentiment humain passerait parfois avant l'esprit mutualiste. Etant sûrs d'être remboursés, certains laisseraient peut-être périr des bêtes ou essaieraient de se débarrasser d'animaux défectueux. Parlant des sociétés d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail, le Décret du 2 août 1923, dans son art. 13, dispose en ce sens que « les indemnités à allouer sont fixées par les Statuts, sans pouvoir être ni inférieures à 50 p. 100 de la perte nette, ni

supérieures à 80 p. 100 de cette même perte ». Un contrôle très sérieux sera toujours nécessaire. Les mutuelles locales sont-elles capables de l'exercer ? Il semble tout indiqué, en cette matière, d'utiliser conjointement les renseignements fournis par les syndicats d'élevage, les syndicats de vente du bétail, les syndicats laitiers et les mutuelles-bétail. Les premiers, s'appuyant sur le rendement, donneraient de précieuses indications aux syndicats de vente et aux syndicats laitiers. Les seconds renseigneraient avantageusement les Mutuelles sur les prix ; ils pourraient même exercer un contrôle sur la santé des animaux et aider par là les syndicats laitiers. Ce simple schéma donne un aperçu du degré de coordination et d'unité que peuvent atteindre les œuvres syndicales.

II. — Caisse Régionale Agricole du Centre-Est d'Assurances Sociales.

La loi du 5 avril 1928 couvre, en principe, dans des conditions déterminées, les risques maladie, maternité, invalidité prématurée, vieillesse, décès et chômage involontaire par manque de travail.

L'assurance est *obligatoire* pour tous les salariés des deux sexes dont la rémunération totale annuelle — allocations familiales exclues — ne dépasse pas :

15.000 francs pour les salariés sans enfant à charge,

18.000 francs pour les salariés avec un enfant à charge.

Ce dernier chiffre est augmenté de 2.000 fr. par enfant à la charge de l'assuré à partir du deuxième.

L'assurance est *facultative* pour tous ceux qui, d'une manière générale, n'étant pas salariés, vivent principalement du produit du travail, à condition qu'ils soient de nationalité française et que le produit de leur travail n'excède pas le salaire-limite des assurés obligatoires.

Pour les assurés obligatoires, l'assurance est subordonnée au paiement d'une cotisation fixée à 10 p. 100 du salaire, à payer moitié par l'employeur et moitié par l'assuré

(cotisation annuelle maximum 1.500 fr.). Le système du pré-compte sera appliqué, c'est-à-dire, que l'employeur paiera les 10 p. 100 et retiendra 5 p. 100 sur la paie de l'assuré.

L'assuré facultatif fixera sa cotisation, à son choix, entre 5 et 10 p. 100 de son gain annuel, sans toutefois que le montant de sa cotisation puisse être inférieure à 300 fr. par an.

La loi n'est pas définitive, un rectificatif doit être discuté au Parlement.

Néanmoins, les agriculteurs devaient se préoccuper de la question. Celle-ci avait déjà été agitée aux onzième et treizième Congrès nationaux des Syndicats agricoles (Rodez 1922 et Bordeaux 1926).

Au deuxième Congrès des Paysans du Centre-Est, à Besançon, le 16 mai 1928, M. Roger Grand exprima l'opinion des Syndicalistes agricoles sur la loi, et quelle devait être leur attitude à son égard. Les agriculteurs acceptent le principe des assurances sociales, mais certains reprochent, à la loi, en général, de leur faire faire « d'un seul coup, sans aucun ménagement, un saut formidable dans l'inconnu ». Ils lui reprochent les charges qui pèseront de son fait sur la production : 10 p. 100 des salaires et des revenus des petits patrons, soit 5 milliards au total. Ils lui reprochent plus spécialement de ne pas tenir compte des réalités. Dans la région de l'Est et de l'Ouest, où la petite propriété domine, il y aura beaucoup d'assurés facultatifs. Quand un cultivateur tombe malade, sa ferme marche tout de même. Il recherche plus à établir ses enfants et à réaliser des économies qu'à s'assurer une retraite en argent pour sa vieillesse. Croit-on qu'il acceptera de payer 10 p. 100 de ses gains pour des avantages qui lui paraissent illusoire ?

Beaucoup donc ne s'assureront pas; leurs enfants qui travaillent avec eux ne jouiront alors d'aucune garantie. Ces enfants, lorsqu'ils iront à la ville, verront l'ouvrier de l'industrie bénéficier des avantages des assurances sociales, de la loi de huit heures, et la désertion des campagnes s'aggravera.

Enfin, « l'Agriculture demande que la réforme de la loi comprenne une participation plus grande des organismes de mutualité, qu'elle ait un caractère moins étatiste, qu'elle divise les risques et qu'elle divise aussi les versements, que dans chaque profession il y ait une assurance sociale, et que cette assurance soit organisée à l'intérieur de la profession par les organes de chaque profession ou avec une collaboration active de ces organes » (1).

A la suite de ce rapport, le Congrès adoptait à l'unanimité ce vœu : « que l'application de la loi soit confiée à la mutualité professionnelle qui a fait ses preuves au sujet des risques incendie et accidents; que la plus grande liberté de gestion et la plus large autonomie soient, par suite, accordées aux Caisses locales, régionales ou centrale, la solidarité nationale ne devant jouer interprofessionnellement qu'au sommet; que toutes facilités soient accordées aux assujettis facultatifs qui comprendront la plupart des agriculteurs de notre région, de s'assurer contre partie des risques seulement et d'organiser comme ils l'entendent leurs assurances; que les ouvriers agricoles soient autorisés à recevoir un capital représentatif des sommes antérieurement versées par eux lorsqu'ils voudront acheter des parcelles de terrains pour devenir propriétaires. »

Malgré les imperfections de la loi et les rectifications qui lui seront apportées, les paysans du Centre-Est ont pensé qu'il fallait s'organiser en vue de gérer, dans l'indépendance professionnelle, des organismes d'assurances sociales.

En peu de temps, une quinzaine de Caisses locales étaient créées, et le 16 mai 1928 naissait la « *Caisse régionale agricole du Centre-Est des Assurances sociales* ». C'était la première des Caisses régionales d'assurances sociales de France.

Malheureusement, on ne peut étudier son fonctionnement et encore moins prédire son avenir, car l'un et l'autre sont liés aux dispositions législatives attendues.

(1) M. Grand, rapport précité.

CHAPITRE III

LE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DANS L'UNION
DU CENTRE-EST

SECTION I

GENERALITES ET HISTORIQUE

I

Pour acheter du bétail ou des instruments agricoles, pour améliorer le rendement de leurs terres, ou attendre des cours plus favorables, les cultivateurs ont besoin d'emprunter. Longtemps l'usure et les banques locales furent les prêteurs normaux. Des organismes nouveaux ont cherché à prendre la place des anciens dispensateurs de crédit. Ils sont dus : soit à l'initiative des intéressés, auquel cas ils constituent le crédit agricole libre, soit à celle de l'Etat et c'est le crédit agricole officiel. On peut considérer que le crédit agricole libre est organisé de la façon suivante : A la base des « *Caisses rurales et ouvrières* » du type Raiffeisen-Durand, à préoccupations religieuses, sans capital, avec responsabilité solidaire et illimitée des sociétaires, et assimilées au point de vue juridique à des Sociétés en nom collectif à capital variable, ou bien des « *Caisses rurales syndicales* », créées sous les auspices des syndicats agricoles, à recrutement exclusivement syndical, qui acceptent les adhésions des habitants des communes rurales, quelles que soient leurs professions. Au-dessus, on rencontre des « *Caisses centrales* » ayant une circonscription assez étendue, et généralement, elles aussi, à responsabilité. Enfin, le groupement de ces Caisses est fait par des institutions diverses telles que « l'Union des Caisses rurales » (Nantes), « La Fédération d'Alsace Lorraine ». Il arrive aussi parfois que l'échelon « Caisse centrale » n'existe pas.

Les fondements du crédit agricole officiel ont été posés par la loi du 5 novembre 1899 qui institua les Caisses locales. La loi du 31 mars 1894 vint superposer à celles-ci des Caisses régionales et en même temps fournir des ressources à ces nouveaux organismes. Elles furent complétées par la loi du 29 décembre 1906, qui autorisa les Caisses régionales à consentir des avances aux sociétés coopératives agricoles remplissant certaines conditions, et la loi du 19 mars 1910, qui vint aider à l'acquisition, à l'aménagement, à la transformation, à la reconstitution des petites exploitations rurales, en permettant à tout agriculteur, membre d'une Caisse locale de Crédit agricole, d'obtenir à un taux minime, un prêt assez élevé à longue échéance. Enfin la loi du 5 août 1928 sur le Crédit mutuel et la coopération agricoles, modifiée et complétée par les lois du 7 décembre 1922 et 30 décembre 1922, a fixé l'organisation du crédit agricole officiel. C'est la suivante : au premier échelon, les *Caisses locales*, dont les opérations consistent en prêts d'argent à court terme, moyen terme (dix ans au maximum), et même à long terme (vingt-cinq ans au maximum) avec des garanties spéciales. Ces Caisses locales peuvent être : soit des Caisses Raiffeisen type de la loi de 1920, à recrutement exclusivement agricole, soit des Caisses rurales syndicales, mais à responsabilité limitée, ou des Caisses de crédit agricole mutuel (Loi 5 août 1920). Pour bénéficier des avances de l'Etat, ces Caisses doivent obligatoirement être affiliées à une Caisse régionale. Les *Caisses régionales*, dont la sphère d'action est déterminée territorialement par l'acte de constitution, et dont le rôle est de faciliter les opérations de crédit des Caisses locales par le réescompte, en intervenant dans la répartition des avances (l'Etat, en effet, consent des avances sur les fonds fournis par la Banque de France en vertu de la Convention portant dernier renouvellement de son privilège). Enfin la *Caisse Nationale du Crédit agricole*, qui « a pour objet de coordonner l'action des institutions de crédit agricole, de faciliter leurs opérations

et de développer parmi les populations rurales la pratique du crédit mutuel et de la coopération agricoles. » (Art. 34 décret du 9 février 1921.)

Au total, la loi a tenu compte des critiques adressées à l'ancien système où l'on se plaignait que la procédure de répartition fût trop compliquée, trop lente, trop administrative et trop partiiale. Par ailleurs, elle n'a pas créé un système unique, rigide et a laissé place à l'initiative privée.

Connaissant le régime légal du Crédit agricole, on peut se demander quelle est à ce sujet la pensée du syndicalisme agricole. L'institution de crédit apparaît comme le complément nécessaire du syndicat, car il lui permet de développer ses services au maximum, d'en faire bénéficier ceux de ses adhérents qui se trouvent dans l'impossibilité de payer comptant. Les deux institutions se pénètrent réciproquement; cela est si vrai qu'en Allemagne l'organisation professionnelle a suivi, par voie de conséquence, les Caisses rurales. En France, les syndicats ont été les principaux promoteurs du Crédit agricole, tout en restant, au moins après quelque dix ans d'action, en dehors du fonctionnement de ces organismes.

Le syndicat, souhaitait le 10^e Congrès du Crédit populaire et agricole (Angoulême 1898), ne doit pas s'identifier avec la Société de Crédit agricole et au contraire s'abstenir « de traiter des opérations de crédit agricole, même sous forme de fournitures à crédit; la création d'une institution latérale de crédit agricole lui offrant, à cet égard, des facilités et des avantages qu'il ne saurait posséder directement »

D'autre part, certains chefs du syndicalisme agricole pensent que trop souvent le Crédit agricole a dévié du but que se proposait ses fondateurs, en voyant dans l'Etat un commanditaire toujours disposé à prêter à faible intérêt. Quant à l'avantage, essentiel à leurs yeux, des Caisses de Crédit rural, c'est qu'en drainant l'épargne paysanne elles

assurent à « l'organisation professionnelle agricole tous les capitaux dont elle a besoin pour l'achat des matières premières, la conservation et l'écoulement des produits, l'accession de l'ouvrier à la propriété, l'intensification de la production; en sauvant ces économies de placements exotiques plus ou moins chanceux, en les confiant à la terre et aux affaires locales, elles serviront vraiment la cause de l'agriculture française intimement liée à l'intérêt du pays ».

II

Le Syndicat agricole de Poligny, un an après sa fondation (1885), organisait, sur l'initiative de L. Milcent, une Institution de crédit agricole mutuel qui fut la première en France. Cet organisme était une Société coopérative de forme anonyme à capital variable, régie par la loi du 24 juillet 1867. Les opérations commencèrent avec un capital de 20.000 francs et atteignirent, malgré la faible importance de cette somme, 400.000 à 500.000 francs certaines années. La Caisse, développant ses opérations, ne tarda pas à fonctionner comme une véritable banque régionale, pour le plus grand profit des Caisses de forme Raiffeisen ayant leur siège dans sa circonscription, et dont elle avait fondé un certain nombre. Quoique, de l'aveu même de ses fondateurs, la forme de société anonyme constituait un instrument imparfait, peu approprié aux exigences d'une œuvre de mutualité, le syndicat des agriculteurs du Doubs fondait, en 1891 à Besançon, une Caisse de crédit agricole mutuel exactement calquée sur celle de Poligny.

Vers 1893, grâce aux efforts de M. Durand, avocat à Lyon, la Caisse rurale Raiffeisen-Durand pénétra dans la Haute-Saône et le Jura. L'Union des syndicats communaux de la Haute-Saône, le Syndicat agricole de Poligny, le Syndicat des agriculteurs du Doubs, prirent à tâche de patroner et de multiplier dans leurs circonscriptions ce type d'insti-

tution de crédit qui leur avait paru bien s'adapter aux mœurs et besoins des agriculteurs.

En application de la loi de 1894, de nombreuses Caisses furent fondées, en particulier celles de Pouilly-en-Auxois, de Semur et de Gray. A Genlis (Côte-d'Or), un syndicat organisa une association ne rentrant dans aucun des types de sociétés de crédit agricole et présentant plutôt le caractère d'institution philanthropique.

Les résultats obtenus par ces organismes sont intéressants. Citons seulement : dans le Doubs, les 8 principales Caisses rurales non subventionnées ont reçu en dépôt de 1919 à 1924 : 20.900.000 francs et prêté pour 21.829.000 francs. La Caisse d'Arc-sous-Sicon, qui avait en 1920 un roulement d'affaires de 180.000 francs, comptait, en 1926, 116 adhérents et avait un mouvement d'opérations de 3.750.050 francs. La Caisse de crédit de Blondefontaine avait en 1924, un mouvement d'opérations de 37.629 francs qui passait à 384.441 francs en 1925 et à 522.655 francs en 1926.

D'autre part, dès 1892, l'Union de Bourgogne et de Franche-Comté qui avait mis à l'étude la question du crédit et participé aux travaux du 4^e Congrès du Crédit populaire, organisait, à la suite de la loi du 31 mars 1899, la *Caisse régionale de Crédit agricole de Bourgogne et Franche-Comté* à Salins.

Créée le 15 février 1900 pour 99 ans entre « les Sociétés locales de crédit agricole mutuel et les syndicats professionnels agricoles » (statuts Art. 1) sous la forme de société anonyme à capital variable, elle a pour objet de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuée ou garanties par les Sociétés locales de crédit agricole mutuel, associées, ou celles qui pourraient être associées à l'avenir.

Les Caisses locales étant des associations de travailleurs honnêtes qui s'unissent pour procurer à chacun d'eux le crédit dont il a besoin et que, isolément, ils ne trouveraient ni à si bon compte ni avec pareille facilité, ne doivent être ouvertes qu'à ceux qui sont dignes d'obtenir du crédit;

elles ne doivent donc avoir qu'une circonscription limitée pour que la connaissance mutuelle de la valeur de chacun soit possible. Ces caisses sont, en somme, des sous-distributeurs de crédit.

Les opérations de la Caisse régionale sont les prêts, prêts individuels ou avances aux Caisses locales; les avances aux Caisses locales étant la contre-partie de prêts à des particuliers. La Caisse ne fait que des prêts de *production*, c'est-à-dire où le bénéfice réalisé par l'emprunteur est supérieur à l'intérêt qu'il doit payer (achats de bétail, approvisionnement en gros, constructions de bâtiments), en exigeant une garantie sérieuse de ses emprunteurs normalement une caution, parfois une hypothèque, plus souvent l'emploi « d'ouvertures de crédit hypothécaire » qui entraînent moins de frais que la constitution d'hypothèque (1).

En général toutes facilités sont données pour la détermination des échéances de remboursement. Quand l'opération est à court terme ou à moyen terme, le remboursement se fait en une ou plusieurs fois selon que la rentrée des fonds de l'emprunteur se fait d'un seul coup ou par quantités successives. Il est perçu par la Caisse locale et reversé par elle à la Caisse régionale.

Pour les prêts individuels à long terme, destinés à faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstruction des petites exploitations rurales, ou bien à

(1) L'ouverture de crédit hypothécaire est l'acte par lequel le prêteur met à la disposition de l'emprunteur une certaine somme que celui-ci n'est pas obligé d'employer en totalité. Lorsque le crédit est ouvert, le prêteur et l'emprunteur sont en compte courant. Ainsi par un acte unique et sous une seule inscription, le cultivateur peut se procurer à l'instant où il en a besoin les fonds nécessaires. Il ne paie l'intérêt que pendant le temps où il a employé l'argent. Enfin, quoique cette ouverture de crédit suppose un acte notarié, elle ne donne lieu qu'à un demi droit d'enregistrement, le demi droit complémentaire n'étant perçu qu'au fur et à mesure des réalisations de crédit constatées. (Art. 271 § 7 4^e décret-cod. du 28 décembre 1926.)

rembourser des dettes hypothécaires en les transformant en dettes amortissables qui ne doivent pas dépasser 60.000 fr., le remboursement a lieu par annuités dans un délai de quinze ans au maximum. Les annuités, qui comprennent l'intérêt à 3 % et la prime d'amortissement, sont payables en deux termes. Comme autre opération, la Société peut escompter normalement les effets au taux de la Banque de France avec faculté de relever ce taux ou de l'abaisser de 1 % au maximum.

Le capital, fixé initialement à la somme de 53.325 fr., atteignait au 31 décembre 1927, 593.450 francs. Il est divisé en parts de 100 francs (série A) et de 25 francs (série B). Les deux tiers des parts sont réservées de préférence aux sociétés locales de crédit agricole mutuel faisant partie de la circonscription. Les parts sont toujours nominatives, indivisibles à l'égard de la Société, transmissibles par voie de cession avec l'agrément du Conseil d'administration.

La Caisse peut recevoir des dépôts en compte courant, émettre des bons remboursables dont l'ensemble ne doit pas excéder les $\frac{3}{4}$ du montant des effets en portefeuille, puis emprunter les capitaux nécessaires dans les limites prévues par la loi et recevoir des avances de l'Etat.

La Société est administrée par un Conseil de 6 à 15 membres pris parmi les porteurs de parts de la série A nommée pour 6 ans, rééligibles par tiers tous les 2 ans. Il a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration des biens et affaires de la Société.

L'assemblée générale entend le rapport des *Commissaires de surveillance*, nomme les administrateurs, délibère et statue souverainement sur tous les intérêts de la Société, laissant à des Assemblées générales extraordinaires le soin de modifier les statuts le cas échéant.

Si le nombre des caisses affiliées est resté à 102 depuis 1914, le total des opérations a été sans cesse croissant et les résultats obtenus par la Caisse sont assez satisfaisants.

Années	Avances de l'État	Prêts	Réserves
1904	418.000	549.620	20.350
1914	1.161.700	3.523.117	102.233
1924	3.415.330	5.471.876	585.230
1926	5.845.888	7.388.517	645.317
1927	6.336.453	8.463.851	561.807

Les frais généraux se sont élevés en 1925 à 40.265 fr., en 1926 à 43.771 francs, en 1927 à 48.489 francs, et en 1927 le compte « Profits et Pertes » était crédité de francs : 132.661.

SECTION II

LA CAISSE DE DEPOTS ET PRETS DU CENTRE-EST

I

La « Caisse de crédit agricole mutuel du Centre-Est », dont la dénomination fut remplacée à l'Assemblée générale extraordinaire du 9 avril 1927, par celle de « Caisse de dépôts et prêts du Centre-Est », date de 1924. On sait qu'elle fut au début essentiellement un expédient destiné à faire face aux dépenses de la création de la Maison du Paysan, expédient audacieux, puisque contrairement à tous les principes admis, on employait à des immobilisations (achats de maisons) les sommes mises en dépôt par des Caisses mutuelles incendie, sommes exigibles du jour au lendemain. La situation n'était cependant pas la même que celle d'une banque qui se livrerait à de semblables opérations. Les Caisses locales ne retirent leurs fonds qu'en cas de sinistres. Il était bien improbable que toutes aient des indemnités à payer au même instant. En outre, des retraits massifs de dépôts se font lorsque la confiance en l'établissement dépositaire vient à disparaître. Il était peu vraisemblable que les Caisses locales éloignées les unes des autres

puissent se communiquer des bruits défavorables. A condition donc de se réserver une certaine marge de disponibilités, on pouvait sans crainte immobiliser la plus grande partie des dépôts. Ces calculs se trouvèrent vérifiés et la Caisse de Dépôts et Prêts du Centre-Est eut le développement rapide suivant :

Années	Capital souscrit (par a)	Dépôt	Prêts
1924	15.400	2'6.632	4.384
1925	15.200	456.628	345.465
1926	1.080	1.5 5.308	611.300
1927	26.980	3.586.209	2.256.268
1928	30.040	4.600.000	3.455.000

Il est à noter que le capital atteindra bientôt la valeur de la maison et que les dépôts à 6 mois et un an permettent de parer, dès maintenant, à toute éventualité.

II

La Caisse de Dépôts et Prêts du Centre-Est doit être, dans l'esprit de ses fondateurs, la Caisse des Associations mutuelles. C'est une Caisse locale à rayon étendu qui ne peut englober d'autres Caisses locales et dont la zone d'action est celle du Centre-Est. Au point de vue juridique c'est une société anonyme à capital variable et à responsabilité limitée conforme aux prescriptions de la loi du 5 août 1920. Anonyme, elle se compose de sociétaires individuels ou collectifs; les premiers sont des particuliers, les seconds des associations agricoles (Caisses mutuelles, coopératives, etc...).

L'admission d'un nouveau sociétaire ou l'acceptation de toute souscription au capital social ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une décision du Conseil d'administration (Art. 12 des statuts). Tout sociétaire a le droit de se retirer en le déclarant par lettre recommandée envoyée un mois au moins avant la clôture de l'exercice annuel. Le Conseil peut propo-

ser l'exclusion d'un sociétaire à l'Assemblée générale annuelle. Celui-ci n'est libéré de ses engagements qu'après liquidation des opérations contractées par la Société, antérieurement à sa sortie. En tout cas, la responsabilité de chaque sociétaire cesse cinq ans après la date de sa sortie (Art. 18 de la loi du 5 août 1920).

Quant au capital, fixé primitivement à 10.000 francs et divisé en parts de 100 et de 40 francs, il atteignait au 31 décembre 1927 plus de 57.000 francs. Les parts de 100 fr. sont souscrites par les sociétaires individuels, celles de 40 fr. par les associations. Le versement du $\frac{1}{4}$ seul est exigé. Le Conseil d'administration peut faire appel du surplus. Nul sociétaire ne peut être titulaire de plus du tiers du capital souscrit, ni posséder plus de 50 parts. Les parts sont nominatives; leur souscription est constatée sur un registre spécial et par la remise d'un certificat signé par deux administrateurs. Elles sont indivisibles à l'égard de la Société; les co-propriétaires sont donc tenus de désigner celui d'entre eux qui sera nominaleme nt le porteur, lequel devra être agréé par le Conseil d'administration. Les sociétaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence de leur souscription comme dans toute société anonyme; mais la cession des parts est subordonnée (Art. 3 loi 5 août 1920 et Art. 11 des statuts) à l'agrément du Conseil. L'intérêt servi aux sociétaires ne peut dépasser 6 % du capital versé ni être supérieur aux taux des prêts consentis aux sociétaires. Il est fixé annuellement par l'Assemblée générale. Les versements en retard sont passibles d'un intérêt de 5 % et, au delà de 3 mois, la Société peut disposer de la part aux risques et périls de son souscripteur, après mise en demeure par lettre recommandée. En cas de retraite, exclusion ou décès, les sociétaires ou leurs héritiers ont droit au remboursement des sommes par eux versées et des intérêts échus, sans que le capital, réduit par la reprise des apports, ne puisse descendre au-dessous du montant du capital de fondation (10.000 francs). La Caisse, en vertu de l'Art. 31 de

la loi du 5 août 1920, est exempte du droit de patente, de l'application des lois des 29 juin 1872, 29 mars 1914 relatives à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et celles du titre V de la loi du 31 juillet 1917 relatives à l'impôt sur les revenus des créances, dépôts et cautionnements.

En définitive, cette Caisse n'a rien de commun avec les Caisses Raiffeisen-Durand dites de droit commun, fondées sans capital, à responsabilité solidaire et illimitée, régies en la forme par les titres III et IV de la loi du 24 juillet 1867 et qui sont des Sociétés civiles. Elles est différente aussi des Sociétés Raiffeisen-Durand à recrutement exclusivement agricole, régies par la loi de 1920, et des Caisses à responsabilité limitée, fondées avec un capital, qui sont toutes deux des sociétés commerciales, en vertu de l'Art. 21 de la loi du 5 août 1920.

III

§ I. — A) Les opérations de la Caisse sont essentiellement les prêts à des particuliers ou à des associations.

Il importe que les prêts effectués soient solidement garantis. La circonscription de la Caisse étant très vaste, la garantie par caution, qui est normale en matière de crédit mutuel, est pratiquement impossible, car elle entraîne une surveillance constante de l'emprunteur et de la caution, praticable seulement lorsqu'on les connaît ou que l'on peut les voir fréquemment. — On a préféré à la garantie hypothécaire, qui entraîne des frais élevés, le *nantissement de titres* ou le gage reste entre les mains du prêteur. Le prêt sur titres s'effectue au Centre-Est d'après les modalités suivantes : on admet exclusivement les titres acceptés par la Banque de France, et les avances sont consenties suivant les mêmes proportions que dans cet établissement, c'est-à-dire 80 % pour les rentes sur l'Etat, les Bons de la Défense Nationale, les valeurs du Trésor, les obligations de Chemins de fer, les valeurs émises par les Villes, les Départements, les Etablissements publics, le Crédit Foncier, le

Crédit National; 75 % pour les actions de Chemins de fer, etc., etc.

Ces pourcentages s'appliquent au pair du titre si son cours en Bourse dépasse le pair, au cours de la Bourse si celui-ci est inférieur au pair.

Il faut prévoir le cas où la valeur des titres baissera car alors la garantie de la Caisse diminue. Pour suivre les titres on les classe sur des fiches par nature de titres, avec indication de leurs propriétaires. Lorsque les cours tombent à plus de 20 % au-dessous de la valeur qui a servi de base à l'avance, l'emprunteur est invité à compléter son gage soit en numéraire, soit par dépôt de titres.

Tous les contrats contiennent cette clause :

« Le présent prêt est fait au taux de... étroitement lié au taux d'escompte de la Banque de France et toujours supérieur de 1 % à ce dernier. » La Caisse ne fait pas aux particuliers de prêts à long terme. Ils sont, en pratique, consentis pour un an et renouvelables. Ces prêts aux particuliers sont tout récents. Les prêts aux associations agricoles sont faits dans les mêmes conditions, mais la garantie est ici la *responsabilité solidaire* des administrateurs. Ils sont à court terme (non supérieurs à 1 an), à moyen terme (10 ans au maximum) ou consentis sous forme d'ouverture de crédit, de durée illimitée et résiliables par préavis de trois mois de l'une des parties. Les prêts aux associations furent longtemps pratiqués exclusivement par la Caisse. En 1927, ils ont été assez considérables; 14.861 fr. 45 pour les prêts à court terme, 105.560 fr. 32 pour les prêts à moyen terme et 459.067 fr. 72 pour les prêts en ouverture de crédit. Somme toute, la Caisse fait du crédit réel aux particuliers, très exceptionnellement aux associations agricoles, et du crédit personnel aux associations agricoles.

Les prêts ne sont pas accordés par la direction elle-même. L'emprunteur fait une demande d'emprunt. Le Conseil ou ses délégués (un comité d'escompte composé de trois membres au moins du Conseil) statuent sur les de-

mandes de prêts. Pratiquement, le Conseil se borne à ratifier les décisions du directeur. Au cas, où le Conseil ne ratifierait pas, l'emprunteur serait obligé de rembourser le prêt qui lui aurait été consenti.

Les contrats d'avance sur titres (1) sont soumis à un droit de timbre de 0,30 % du montant de l'avance (Art. 2 Loi 11 septembre 1919), acquitté au moment de la rédaction de l'acte au moyen de timbres mobiles sur l'original conservé par le prêteur. L'enregistrement dans un délai de rigueur n'est pas obligatoire, sauf lorsqu'il s'agit d'un gage civil pour le rendre opposable au tiers. Le droit d'enregistrement applicable est de 1,20 %.

Les contrats de prêts aux sociétés, où les administrateurs s'engagent solidairement, sont établis sur papier timbré de 7 fr. 20 et doivent, à titre d'actes synallagmatiques, être enregistrés dans les trois mois. Le droit est de 1,50 %. Si les administrateurs se portent caution, on prélève en plus le droit de cautionnement de 0,75 %. Ce genre de contrats est très onéreux, aussi ils ne sont plus employés que lorsque des litiges sont à craindre; on les remplace par des actes unilatéraux. On fait accorder par le Conseil d'administration de l'association emprunteuse l'autorisation, transcrite sur le procès-verbal, d'emprunter. Avec cette méthode, l'enregistrement n'est pas exigé dans un délai de rigueur.

B) La Caisse peut escompter à ses sociétaires leurs effets ayant une cause agricole, garantir leurs opérations agricoles. Elle se charge de tous paiements et recouvrements dans l'intérêt de ses sociétaires, reçoit de toute personne tout dépôt de titres. Ces dépôts se sont élevés à 703.798 fr. en 1927. Elle touche les coupons, fait toutes les opérations de Bourse pour ses clients, émet des chèques. Ces chèques sont payables au siège de la Caisse, et, en vertu d'une convention récente, à la succursale de la Société Générale de

(1) A l'exception de ceux portant sur des fonds d'Etat français ou en valeurs émises par le Trésor.

Dijon. De telles conventions sont très difficiles à réaliser parce que, étendant l'action des caisses rurales, elles créent par là même une concurrence assez redoutable pour les établissements de crédit. Entre la Caisse et la Société Générale est intervenu l'accord suivant : lorsqu'un chèque sur la Caisse de Dépôts et Prêts du Centre-Est est présenté à cette Agence, elle se renseigne par téléphone auprès de la dite caisse pour savoir si à ce chèque correspond une provision suffisante. Suivant la réponse, le chèque est ou n'est pas payé. On ne peut pas dire que le système organisé, entre la Caisse du Centre-Est et la Société Générale, et dont le fonctionnement n'est pas simple par lui-même, ait marché jusqu'à ce jour sans à-coups. Il manque aux caisses rurales le succursalisme.

§ 2. — Pour se procurer l'argent nécessaire à ses prêts la Caisse reçoit des dépôts de fonds en compte courant. Les dépôts sont à vue ou à terme. Les dépôts à vue, qui s'élevaient à 1.374.912 fr. 91 au 31 décembre 1927, sont effectués : par les Caisses régionales du Centre-Est (138.227 francs 81), par les déposants particuliers (311.817 fr. 45), par des associations agricoles dépositaires (129.668 fr. 43), ou par les Caisses locales incendie ou accidents (795.199 francs 22). Les dépôts à terme, à 6 mois ou à 1 an, s'élevaient à la même date à 147.662 francs 47 et se décomposaient ainsi :

Caisses locales	27.683 fr. 87
Déposants particuliers ...	87.740 fr. 70
Associations dépositaires	32.237 fr. 90

Ces dépôts sont, d'après les statuts (art. 19), avec ou sans intérêts. Pratiquement ils rapportent des intérêts qui sont nettement supérieurs à ceux des banques. Au début de 1927, les dépôts à vue étaient au taux de 5 %, les dépôts à 6 mois à 5,25 %, les dépôts à 1 an à 5,50 %. Actuellement, par suite de la baisse du loyer de l'argent, ces taux sont respectivement 3 %, 3,25 % et 3,50 %.

La Caisse peut également emprunter pour augmenter son fonds de réserve, emprunter sur titres pour se procurer les capitaux nécessaires aux opérations de prêts à ses sociétaires, faire réescompter les effets qu'elle a escomptés après les avoir endossés.

IV

La Société est administrée par un Conseil de sept membres pris parmi les sociétaires et nommés par l'Assemblée générale (Art. 20 des statuts). Ces administrateurs, qui doivent être propriétaires de deux parts au moins pendant toute la durée de leur mandat, sont nommés pour 6 ans, renouvelables par tiers et rééligibles. Le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Caisse l'exige et au moins une fois tous les 3 mois. Ses pouvoirs pour l'administration des biens et affaires de la Société sont les plus étendus et peuvent être délégués en tout ou partie à un Comité d'escompte, à un administrateur-délégué ou à un directeur.

Les administrateurs ne reçoivent aucun jeton de présence, leur concours est absolument gratuit. Ils ne sont responsables que de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu; ils ne contractent aucune obligation personnelle ou solidaire à raison de leur gestion, relativement aux obligations de la Société. Le directeur, l'administrateur-délégué, le secrétaire et les employés peuvent, seuls, recevoir des émoluments. C'est le Conseil qui nomme et révoque le personnel, fixe ses attributions et le montant de la rétribution de chaque employé.

Un ou plusieurs commissaires, sociétaires ou non, désignés chaque année par l'Assemblée générale, rééligibles et pouvant être rétribués par décision de l'Assemblée, sont chargés de vérifier la comptabilité et de surveiller la gestion de la Caisse.

L'Assemblée générale se compose de tous les porteurs de parts; nul sociétaire ne pouvant se faire représenter que par un autre sociétaire. Une Assemblée doit être tenue chaque

année avant le 1^{er} février. En cas de perte des trois quarts du capital souscrit, le Conseil est tenu de provoquer la réunion de l'Assemblée générale. Cette dernière entend annuellement le rapport des commissaires sur le bilan, la situation de la Société, les comptes des administrateurs, les discute. Elle fixe l'intérêt et la valeur des parts. Elle décide s'il y a lieu d'augmenter le capital social. Elle nomme des administrateurs et les commissaires; ses délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Chacun a autant de voix qu'il possède ou représente de parts, sans en avoir plus de 10. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Pour que l'Assemblée puisse se tenir valablement, elle doit être composée d'un nombre de porteurs de parts représentant le quart au moins du capital souscrit. Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux.

A côté de l'Assemblée générale ordinaire, des Assemblées générales extraordinaires sont appelées à délibérer, notamment sur des modifications aux statuts, la dissolution ou la transformation de la Société, etc... Ces Assemblées ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre de porteurs de parts représentant au moins la moitié du capital alors existant. Si l'on n'arrivait pas à ce chiffre, une nouvelle Assemblée serait convoquée qui délibérerait valablement quel que soit le nombre de parts représentées.

La direction quotidienne et les travaux d'exécution sont confiés à un directeur assisté d'un certain nombre d'employés.

V

1) L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. A la fin de chaque année est établi l'inventaire des dettes actives et passives de la Société complété par le bilan.

Les bénéfices nets doivent être affectés, jusqu'à concurrence des trois quarts au moins (Art. 43 des statuts), à la

constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le double du capital social, auquel cas la proportion des bénéfices à verser pourra être abaissée à 50 %. L'excédent pourra être réparti par décision de l'Assemblée générale, entre les sociétaires, au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations, ou bien constituer un fonds de réserve supplémentaire, mais il ne pourra en aucun cas être partagé sous forme de dividende. C'est l'application du principe coopératif.

Les fonds momentanément inutilisés sont placés en rentes sur l'Etat, bons du Trésor ou autres valeurs créées ou garanties par l'Etat, en actions de la Banque de France, en obligations des Départements, des Communes, du Crédit Foncier de France ou des Compagnies françaises ayant un minimum d'intérêt garanti par l'Etat. Ces fonds peuvent également être versés en dépôt dans les Caisses d'épargne, à la Banque de France, à une Caisse régionale de crédit agricole mutuel ou à toute autre banque agréée par le Conseil d'administration.

2) Il va de soi que la Société ne peut être dissoute par la mort, la faillite, la déconfiture, la retraite ou l'interdiction d'un sociétaire. Elle ne peut l'être que par une Assemblée générale extraordinaire qui, en ce cas, règle le mode de liquidation, nomme les liquidateurs, etc...

3) Si la dissolution de la Société a été prévue, elle n'est aucunement envisagée et l'avenir de la Caisse de Dépôts et Prêts du Centre-Est paraît brillant. Banque rurale, son développement suivra les progrès des mutuelles, des coopératives. Nous savons déjà pour les premières et nous verrons bientôt pour les secondes qu'il est certain. D'autre part, l'importance des prêts individuels augmentera; les agriculteurs prenant de plus en plus conscience de l'organisation professionnelle, et ayant chaque jour un peu plus le désir de voir l'agriculture devenir un corps se suffisant lui-même.

Néanmoins, lorsque l'on compare les résultats du Crédit agricole à l'étranger — en Belgique, par exemple, où le

Boerenbond dont l'action s'étend sur un territoire n'ayant que la valeur de 4 à 5 départements, recueillait, en 1927, plus de 900 millions de dépôts, et est une véritable puissance financière — avec ceux obtenus par notre centaine de Caisses régionales qui ne drainent, sur 87 départements, que 200 millions de dépôts, on se demande s'il n'y a pas un vice caché dans notre organisation. Alors qu'à l'étranger le Crédit agricole a peine à placer ses ressources, chez nous, il est impuissant à s'en procurer d'importantes. Pourquoi? C'est que dans le système à responsabilité illimitée, pratiqué à l'étranger, on offre au prêteur la garantie de tous les biens administrateurs, et on demande à l'emprunteur une garantie personnelle. Les garanties offertes par l'emprunteur étant soigneusement prévues, les emprunteurs sont forcément en nombre limité. En France au contraire, le Crédit agricole en recevant, offre la garantie personnelle des administrateurs, tandis qu'il demande à l'emprunteur des sûretés réelles ou une caution. On peut objecter que la raison du peu de ressources du Crédit agricole n'est pas là, en citant l'exemple de nos grands établissements de Crédit, dont le capital n'est qu'une garantie infime eu égard au mouvement des opérations. Mais il faut tenir compte alors de l'effet psychologique des riches immeubles des banques... de leur façade.

Il paraît donc logique de penser que le Crédit agricole prendrait une ampleur beaucoup plus considérable s'il adoptait le système belge par exemple, où le discernement dans l'utilisation des fonds appartient à l'organisation de Crédit renseignée, fonds que, par ailleurs, elle se procure facilement à cause des garanties offertes.

CHAPITRE IV

LA COOPÉRATION

SECTION I

GENERALITES

I

« La coopération est une union libre, à personnel et capital variables tendant non pas au gain, mais à l'amélioration de la situation économique et morale (1) ». Cette définition s'applique aussi bien aux coopératives de consommation qu'à celles de production ou de crédit. Les principes fondamentaux, tels qu'ils ont été émis par les pionniers de Rochdale, sont : la distribution du bénéfice net proportionnellement aux achats de chacun des sociétaires, la vente et l'achat au comptant, la neutralité politique et religieuse, l'égalité du droit de vote dans les affaires coopératives. Le Pacte fédératif des coopératives de consommation (Tours 1912), n'a fait que développer ces principes. La coopération diffère du syndicalisme révolutionnaire en ce qu'elle tend à la réunion des classes, et soutient que la lutte des classes n'est pas un mobile de progrès; elle diffère du socialisme par son caractère idéaliste et non matérialiste. Elle pense que l'ordre social dépend des qualités des individus, « que le progrès peut être mis en mouvement par les masses organisées et instruites » (2), et c'est ce qui lui donne un caractère moral. Le coopératisme essaie de réorganiser la Société graduellement, sans révolution, au moyen de la concurrence avec le capitalisme et le capital privé. Pour cette fin, il trouve utile l'intervention de l'Etat dans la réalisation des réformes

(1) Totomiantz. *La Coopération Mondiale*, p. 40.

(2) Totomiantz. *La Coopération Mondiale*, p. 67.

agaires et l'agrandissement de la surface cultivée, car il estime que la petite propriété rurale relève la production agricole.

D'autre part, la coopération socialise, ou tout au moins a pour programme de rechercher : « La substitution au régime compétitif et capitaliste actuel, d'un régime où la production sera organisée en vue de la collectivité des consommateurs et non en vue du profit: l'appropriation collective et graduelle des moyens d'échange et de production par les consommateurs associés, ceux-ci gardant pour eux dorénavant les richesses qu'ils ont créées (1) ».

Ce programme avait déjà été exposé par M. Gide, en 1885, au Congrès de Lyon. « Il faut faire, disait-il, un plan de campagne ou plutôt il n'y a pas à le faire, il est tout fait. Il comprend trois étapes successives : 1° Grouper entre elles les Sociétés; prélever sur leurs bénéfices la plus grosse part possible pour fonder de grands magasins de gros et opérer les achats sur une grande échelle. » C'est la conquête commerciale.

2° « Avec les capitaux ainsi constitués, se mettre à l'œuvre pour produire tout ce qui est nécessaire aux sociétaires. » C'est la conquête de l'industrie manufacturière.

3° « Enfin, dans un avenir plus ou moins éloigné, acquérir des domaines, des fermes, produire directement sur ces terres : le blé, le vin, l'huile, la viande, le lait, le beurre, les volailles les légumes, les fruits, les fleurs qui constituent la base de la consommation ». C'est la conquête de l'industrie agricole.

Ce programme est en voie de réalisation. C'est ainsi que, en ce qui concerne la première étape, la Fédération nationale des coopératives de consommation groupe 17 Fédérations régionales comprenant 1.391 sociétés coopératives avec 2.250.000 sociétaires, et 7.700 magasins de vente; son chif-

(1) Pacte fédératif précité.

fre d'affaires de 1928 dépasse 3.250 millions. Cette Fédération effectue les deux tiers du chiffre d'affaires des coopératives, contrôle 31 « Sociétés de fusion et de développement » comprenant 3.068 magasins, 639.000 sociétaires; son capital souscrit est de 73.249.753 fr.; pour le premier semestre de 1928 son chiffre d'affaires a atteint 525 millions 240.889 francs.

L'organisme commercial auquel adhèrent ces sociétés est le magasin de gros, qui fait environ pour 750 millions d'affaires; son capital souscrit par 1.474 sociétés coopératives, s'élève à plus de 1.160.000 francs contre 47.025 francs à sa création. Quant à la Banque des coopératives, qui fut fondée le 27 mai 1922, elle avait au 31 décembre 1927, 183 millions de dépôts d'épargnants, 3.506.429 fr. 77 de réserves, et un mouvement de comptes de 13.373 millions.

La première étape est donc largement commencée.

La seconde débute; ainsi le magasin de gros a acheté en Lorraine, une saline pour ses adhérents. Il possède en outre, 11 agences commerciales, 3 brûleries de café, 1 entrepôt d'épicerie, 4 de vin avec 180 wagons-réservoirs, 1 atelier de bonneterie et confection, 3 usines de conserves, 1 chocolaterie, 3 usines de fabrication de chaussures. Par ailleurs, le ramassage des produits agricoles semble être l'amorce de la troisième étape.

« La Fédération nationale, écrit B. Lavergne, dans son livre « L'ordre coopératif », a provoqué, à la Chambre, la formation d'un groupe parlementaire de la coopération; elle a donné naissance à l'Association pour l'enseignement de la coopération et à la Commission Nationale pour l'enseignement de la coopération. » Une chaire au Collège de France et des cours dans 7 Universités ont été créés sur la coopération. Un gros effort a été tenté pour faire connaître les avantages de la coopération aux jeunes gens et jeunes filles qui se préparent à l'enseignement (conférences dans les écoles normales, et cours dans les écoles primaires supérieures).

Le législateur, de son côté, s'est intéressé aux coopératives. Deux lois du 7 mai 1917, ont pour objet de doter les coopératives de consommation : la première d'un fonds de 20 millions, la seconde d'une organisation du crédit en apportant, en faveur des coopératives, des dérogations à la loi du 24 juillet 1867. Un décret du 22 février 1918 a créé un Conseil supérieur de la coopération comprenant, outre 20 membres nommés par le ministre, 12 membres élus par les associations ouvrières de production et 12 par les coopératives de consommation.

Tels sont les principes et les résultats dominants de la coopération de consommation en France. Elle est la base du coopératisme où le consommateur est le but de toute l'économie.

II

Les syndicats agricoles ont créé un grand nombre de coopératives. Mais de grosses différences séparent la coopérative de consommation, qui est la base du coopératisme, de la coopérative agricole. La première recherche le juste prix qui pour elle est « le prix débarrassé de tous les éléments parasites qui, dans l'ordre économique actuel, le majorent et le gonflent, pour le ramener à ses éléments essentiels c'est-à-dire ceux dont l'élimination impliquerait la cessation de la production » (1); elle est amenée par là à condamner la publicité qui pousse à l'accroissement de la consommation. La coopérative agricole, au contraire, tend à la production, même si elle apparaît être une coopérative de consommation, en ce qu'elle distribue des marchandises qu'elle a achetées à ses membres; elle répartit entre ceux-ci des engrais, du matériel ou matières nécessaires à l'agriculture et non point des denrées de consommation pure (épicerie).

(1) Totomiantz, *op. cit.*, ch. III, p. 39.

La coopérative de stockage des denrées, permettant d'attendre des cours plus élevés, favorise également la production, de même que les caves coopératives, les distilleries, laiteries, fruiteries et groupements de ventes coopératifs.

D'autre part, le but de la coopération pour les consommateurs c'est l'appropriation collective et graduelle par eux des moyens d'échange et de production. Mais on ne rencontre pas dans l'agriculture ce phénomène, d'ailleurs relatif, si fréquent dans l'industrie ou le commerce : la concentration des entreprises. Loin de tomber dans la classe des salariés, beaucoup de paysans sont devenus propriétaires et les grands domaines vont se morcelant. En outre, les paysans peuvent se demander à quoi correspond exactement ce but des coopérateurs : « substituer au régime... actuel un régime où la production sera organisée en vue de la collectivité des consommateurs ». Ne seraient-ils pas sacrifiés au profit des consommateurs urbains ? Toutes ces idées ont été remarquablement mises en relief dans un rapport présenté par M. Gatheron, directeur général de la Maison du Paysan au Congrès des Paysans du Centre-Est, le 25 septembre 1926, sur « l'émancipation paysanne par la coopération ». Pour les syndicalistes du Centre-Est, le paysan, producteur des denrées les plus utiles au genre humain, est sans défense : devant l'Etat dont les gouvernements successifs n'ont pas de politique agraire nette ni continue, devant le Parlement qui atteint souvent par de dangereux votes la production agricole, devant certains Conseils généraux et municipaux qui émettent des vœux contre l'exportation des produits agricoles, etc... Il se trouve aussi en face de formidables concentrations de fournisseurs : trust de l'acier, Union des fabricants d'huile de France et des Colonies, Comptoir de l'azote, etc... Enfin, il se trouve en présence « de consommateurs isolés ou groupés en associations d'une étendue considérable, ayant une doctrine économique et des moyens de réalisation puissants sur lesquels s'appuie un mouvement de propagande qui atteint très efficacement le Gouvernement, le

Parlement, l'Université, préparant ainsi l'évolution économique et sociale en faveur de la coopération de consommation » (1). Les coopératives urbaines, qui ont des capitaux urbains, ont des adhérents ruraux auxquels elles fixent le prix des produits qu'elles leur achètent. Par là, elles vont à la conquête du monde paysan dont les membres sont isolés devant leur puissance. « Pour le bon équilibre social, le paysan doit réagir et demeurer lui-même pour discuter d'égal à égal avec les consommateurs de denrées agricoles d'une part, et les autres producteurs d'autre part (2). » Les dirigeants du Centre-Est sont arrivés à cette conclusion que, pour se défendre contre certains coopérateurs, pour être libres, les paysans devaient être eux-mêmes coopérateurs. Si un tel programme présente des avantages pour le paysan isolé, il en présente aussi pour la Nation tout entière. Par suite de la désertion des campagnes, de la minution de la natalité, il faudra intensifier et concentrer la production agricole; seule la coopération pourra le faire. Les syndicalistes du Centre-Est voient également dans la coopération le moyen de « rendre les produits agricoles plus abondants en diminuant le prix de vente et en augmentant les profits des producteurs..., d'améliorer la qualité et enfin, au point de vue social, en donnant à la petite exploitation la position économique de la grande, le moyen d'assurer plus de fixité et de sécurité à la petite propriété (3). »

Mais il faut que la coopération, au lieu d'être sporadique comme maintenant soit rationalisée, donc qu'il y ait, pour chaque coopérative, des facilités de communication et des organisateurs très au courant du fait coopératif. Les agriculteurs se proposent d'imiter les consommateurs, de faire que leurs groupements coopératifs, spécialement d'achat, ne restent pas isolés en face de la concentration industrielle

(1) Rapport précité.

(2) *Action Rurale*, du 2 octobre 1927.

(3) Rapport précité.

et commerciale. Un début de concentration coopérative semble d'ailleurs se manifester en agriculture. Sous l'influence de la Coopérative agricole de l'Union des syndicats des Agriculteurs de France, une Commission des tourteaux et une Commission des scories étaient créées (1925), pour avoir en ces matières des aménagements favorables à la production, tels que la standardisation des machines agricoles. Celle-ci progresse malgré la résistance de ceux qui les vendent. Ce n'est cependant pas encore suffisant aux yeux des agriculteurs qui veulent que le législateur s'occupe des coopératives agricoles comme il l'a fait pour les coopératives de consommation.

Ainsi, le 2^e Congrès des Paysans du Centre-Est (1928) a émis le vœu : « que le Parlement procède rapidement à la modification des lois se rapportant à la Coopération en tenant compte des principes suivants : les coopératives agricoles d'achat ou de production et de vente doivent faire l'objet d'un statut particulier... sous ces réserves qu'elles doivent faire exclusivement leurs opérations avec leurs sociétaires porteurs de parts, ne rémunérer leur capital que par un intérêt fixe, distribuer leurs bonis uniquement au prorata des affaires traitées, être administrées gratuitement afin d'assurer le caractère non spéculatif de leurs opérations, être autorisées à employer toutes méthodes commerciales ou industrielles que nécessitent la marche et le développement normal de leurs opérations ».

Mais l'organisation générale de la Coopération agricole, en laquelle les agriculteurs voient un instrument de leur indépendance, n'est possible que fondée sur une solide armature coopérative régionale; c'est ce qu'ont essayé de réaliser les dirigeants du Centre-Est.

SECTION II

L'ORGANISATION COOPERATIVE DANS L'UNION DU CENTRE-EST

I. — *Historique.*

La première organisation commerciale à base régionale, dans l'Union du Centre-Est, fut la coopérative de l'Union des Syndicats agricoles de Bourgogne et de Franche-Comté, créée le 4 juin 1892, 3 mois après la fondation de l'Union. Son capital primitif de 1.900 francs, souscrit par 16 coopérateurs, atteignait plus tard 100.000 francs dont 76.682 fr. 50 versés. Le nombre des syndicats ayant traité avec la coopérative (parmi lesquels l'Union de la Haute-Saône groupant 200 syndicats était comptée pour 1) fut de 34 en 1907, 38 en 1908, 41 en 1911, 36 en 1912, 30 en 1913, 32 en 1919. En 1893, pour parer à la disette des fourrages due à la sécheresse, la coopérative entra en pourparlers avec les Chambres de commerce de Milan, Montévideo, Buenos-Ayres, Vienne, Budapest, pour obtenir du foin de ces différents pays.

En 1894, un service d'épicerie, quincaillerie, fut organisé et une Commission fut nommée pour faire effectuer les analyses à l'achat des engrais.

Cette coopérative a, en fait, traité avec n'importe qui et sa clientèle en fin de compte était locale et plus urbaine que rurale.

Elle comprenait deux branches distinctes : a) un magasin d'épicerie, quincaillerie, avec un gérant appointé et un personnel de manipulation, place des Ducs à Dijon, où l'on pratiquait l'achat pour revendre.

b) Une branche qui s'occupait des engrais, semences, machines, aliments du bétail, etc... dont le fonctionnement était assuré sans magasin, par un secrétaire qui se bornait à grouper les commandes pour obtenir des prix plus avantageux. Malgré sa mauvaise situation, cette coopérative, qui

avait son siège à Epoisses (Côte-d'Or), fit des affaires assez intéressantes (ex. : vente de 5.250 tonnes d'engrais en 1898, 4.613 en 1908 et 3.400 en 1920 et de 200.000 fr. d'épicerie et quincaillerie en 1908 contre 662.190 en 1920).

Les frais généraux atteignaient environ 6 % du chiffre d'affaires et l'exercice 1919-20 a laissé un solde de bénéfices de 17.664 fr. 15 après attribution, à différentes réserves, de 27.825 fr. 12.

Malgré ces résultats, la coopérative s'est dissoute en 1920. Traitant avec le premier venu et ayant ainsi des bénéfices qu'elle ne pouvait ristourner à ses acheteurs, elle supportait les charges fiscales des commerçants. D'autre part, elle prévoyait des baisses rapides de produits qui devaient rendre difficiles les opérations.

Après cette dissolution d'une société, qui somme toute prospérait, il y eut des hésitations assez nombreuses avant que soit créé, sous l'influence de la coopérative agricole des Syndicats agricoles de France, en 1925, un Service commercial, office d'achats et de ventes, qui est en quelque sorte un intermédiaire régional entre les syndicats et la coopérative de l'Union centrale et a amélioré légèrement les affaires de la coopérative centrale de la région. Ce service auquel adhéraient près de 150 syndicats, vendait annuellement 6 millions de kilos de marchandises et avait un chiffre d'affaires d'environ deux millions.

Après la réorganisation de l'Union de Bourgogne et de Franche-Comté, il y avait dans la région, des fromageries coopératives, des coopératives de vente de produits agricoles en voie de disparition à part quelques rares exceptions, des caves vinicoles coopératives en période de difficultés. Ces coopératives se heurtaient à une organisation matérielle embryonnaire, au manque de main-d'œuvre et à des difficultés de trésorerie. D'autre part, le fait que, trop souvent, plusieurs coopératives étaient fondées pour le même objet, était un obstacle au développement de la Coopération elle-même.

Constatant ces résultats, l'éminent directeur général de la Maison du Paysan proclamait (1) que les agriculteurs avaient fait à tort du particularisme et que s'ils voulaient atteindre les brillants résultats des coopérateurs danois, par exemple, il fallait que les coopératives, qui ont tendance à se multiplier spontanément, ne restent pas isolées, mais se groupent entre elles. Il appartenait au syndicat, qui non seulement réunit les individus mais encore sert de lien entre les différentes formes de l'action professionnelle, de faire un mouvement en faveur de la Coopération. Lié à des centres de répartition et de concentration, il était appelé à devenir la base de l'organisation coopérative dans laquelle ces centres de répartition seraient reliés eux-mêmes à des centres régionaux « organismes vitaux » cerveaux de tout le système, chargés des services de renseignements, de contrôle, de direction, de finances, de standardisation, de répartition, de liaison avec les organismes centraux dont on voit des types amorcés dans l'Union des coopératives des Agriculteurs de France, (U. C. A. F.) pour la coopération de distribution, et dans le Comité national d'exportation pour la coopération de production. Ces principes posés, et considérant que la circonscription du Centre-Est s'étendait sur 360.000 propriétés rurales et 4.800 communes, que l'Union pouvait avoir 1.000 syndicats affiliés, qu'il était indispensable d'admettre qu'une bonne organisation coopérative pourrait obtenir la moitié des commandes de la moitié des agriculteurs de la moitié des communes, soit le huitième des possibilités, et que ce huitième donnerait un chiffre d'affaires de 30 millions, la création de la Coopérative agricole du Centre - Est fut décidée (septembre 1926), et réalisée en novembre 1927.

II. — *La Coopérative Agricole du Centre-Est...*

§ 1. Pour assurer la bonne marche de ce nouvel organisme, il fallait un capital, des locaux, des chefs, des clients.

(1) M. Gatheron. Rapport au premier Congrès des Paysans du Centre-Est, 25 septembre 1926.

Tout syndicat qui désirait bénéficier des avantages de la coopérative était tenu de souscrire au moins une part de 100 fr. par 50 adhérents; c'est ainsi que le capital prévu au début (100.000 fr.), en parts de 100 francs libérées du quart et touchant 6 % net d'intérêt, fut réuni avec la plus grande facilité. A côté de cet appel direct aux syndicats, la Maison du Paysan ne négligea point la publicité par son journal *l'Action Rurale* et par des conférences. Le capital s'accrut rapidement jusqu'à 200.000 francs en octobre 1927 et 300.000 en octobre 1928.

Si la coopérative devait tendre à fournir uniquement les syndicats, ayant déjà groupé les commandes des agriculteurs isolés et faisant leurs commandes d'avance, ses fondateurs ne se dissimulaient pas que cette méthode se heurtait à l'imprévoyance du cultivateur et à sa méfiance. Il fallait donc avoir des centres bien desservis, bien fréquentés et des dépôts de marchandises et de matériel. Le commencement de ce programme se réalisa remarquablement. Le dépôt central de la coopérative jouit d'une situation exceptionnelle. Sur la grande route Dijon-Gray, il se trouve entre la gare Dijon-Porte-Neuve dont les lignes vont vers le réseau P.-L.-M. d'un côté, vers celui de l'Est de l'autre, et la gare des chemins de fer départementaux qui est la plus grande de France. A côté de ce dépôt central, d'autres dépôts ont été envisagés. On a recherché les petites villes, éloignées des grandes agglomérations et commandant un pays (Arnay-le-Duc), ou placés à des points de concentration de voies ferrées ou de voies d'eau (Saint-Jean-de-Losne, Les Laumes, Dôle). Dans les villages plus petits, on a envisagé de faire appel aux charrons comme dans le Plateau Central et le Finistère. L'administration, enfin, est assurée par un Conseil, nommé par tiers tous les deux ans, qui élit son bureau, composé d'un président et d'un administrateur délégué chargés d'assurer d'une manière constante la surveillance de l'affaire. Un directeur et un certain nombre d'employés assurent les besoins du service.

Quant aux clients, s'il ne fallait pas vendre à quiconque pour ne pas retomber dans les errements de la coopérative de l'Union des Syndicats Agricoles de Bourgogne et de Franche-Comté, il ne fallait pas non plus se borner à traiter avec des syndicats affiliés comme le Service Commercial, puisqu'il s'agissait précisément de le compléter et de pallier aux inconvénients des commandes préalables. Toutes les associations agricoles et sociétés locales seraient donc admises à traiter avec la coopérative. A côté des associations, les particuliers peuvent traiter avec la Société, à condition qu'il n'y ait pas de syndicat ou d'association agricole dans leurs villages.

Les clients ainsi déterminés, comment les amener à la coopérative sinon en appliquant les méthodes du commerce? Grâce à des dépôts bien choisis, la rapidité serait assurée; mais il fallait que les agriculteurs aient le choix, autrement dit, que la coopérative ne se cantonne pas dans la vente d'un seul produit, qu'elle puisse fournir aux agriculteurs tout ce dont ils ont normalement besoin sans qu'ils leur soit nécessaire d'aller s'adresser ailleurs. Ils trouveront donc des *engrais* : superphosphates, scories, engrais potassiques, nitrate de soude et de chaux, cynamide, sulfate d'ammoniaque, tourteaux de tous genres; des *ingrédients* : sulfate de cuivre, soufre, acide sulfurique, crésyl, carbonyle; des *semences* : céréales, légumineuses, graminées, potagères, betteraves, plants de pommes de terre; des *machines* : charrues, herbes, moulins, moulins aplatisseurs, faucheuses, rateaux, faneuses, moissonneuses, lieuses et tout l'outillage intérieur d'une ferme.

Ainsi, donc, la coopérative complète heureusement le service commercial de l'Union du Centre-Est

§ 2. L'armature générale de la coopérative étant ainsi constituée, les coopérateurs du Centre-Est pensaient réaliser leur but : assurer au paysan la *sécurité* par la lutte contre la fraude sur la quantité ou la qualité des marchandises ou

des machines; la *simplicité* par la standardisation du matériel et de l'outillage agricole, c'est-à-dire, la création de types d'outils uniformes dans des régions aussi vastes que possible, de manière à faciliter les réparations, les changements de pièces et par la préparation de tout ce qui nécessite un traitement préalable à l'utilisation dans l'exploitation (mélange d'engrais, triage); l'*économie* par la réduction des frais généraux; la *rapidité*, grâce aux dépôts bien placés. A côté de ces premiers avantages seraient développées : l'*épargne* pour les coopérateurs, dont les parts sont des placements sûrs et avantageux, dont les ristournes, distribuées en fin d'exercice, sont des économies forcées mais certaines; l'*instruction et l'entraide professionnelle* par les œuvres d'enseignement, de prévoyance, etc., qu'une partie des bénéfices de la coopérative soutiendrait.

Chercher à satisfaire le plus vite possible tous les besoins, bref, avoir une très grande souplesse commerciale n'exclut pas les principes sociaux suivants : a) répartir les excédents en fin d'exercice au prorata des achats; b) accorder des avantages de prix aux commandes de syndicats; c) allouer un certain pourcentage des bénéfices à des œuvres syndicales.

§ 3. C'est à la lumière de ces principes que fut organisée la Coopérative Agricole du Centre-Est.

1° A. *Le Service des Achats* qui est commun à l'Union du Centre-Est et à la Coopérative, a pour but de rechercher les fournisseurs, de surveiller la livraison des achats aux dates, lieux et conditions fixées, de contrôler les marchandises livrées. Il reçoit tous les représentants, examine leurs offres avec attention en tenant compte simultanément de la qualité, du prix, de la date de livraison, de la régularité des produits et de la réputation des fournisseurs. Autant que possible, les mêmes fournisseurs sont conservés, et ce service pense qu'il est prudent de ne pas pratiquer une politique du prix minimum en dressant systématiquement les

fournisseurs les uns contre les autres. En outre, le plus de marchandises possible sont commandées par l'intermédiaire de l'Union des Coopératives Agricoles de France.

Les achats se font directement ou par l'intermédiaire d'un service de la Maison du Paysan. Dans le premier cas, ils sont l'objet d'un « ordre », dans le second, d'une « réquisition ». Les achats directs se font : pour les marchandises par le Service des achats, pour le matériel, par le chef de Service, pour les fournitures de bureau et l'entretien des immeubles par l'économet, pour les automobiles, par le Service d'automobiles; les réquisitions se font par un bon, adressé au Service fournisseur.

Avant toute affaire, les prix sont soigneusement examinés, comparés, et l'achat se fait par contrat ou par ordre simple, en triple exemplaire dont l'un va au fournisseur, l'autre à la comptabilité et le troisième reste au Service des Achats. Le contrat lie le fournisseur et la coopérative pendant un certain temps, et les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins sans formalité. Les réceptions sont soigneusement contrôlées par le pesage, comptage ou mesurage en gare ou au magasin ou par le prélèvement d'échantillon pour analyse. On établit en double exemplaire une feuille de réception qui indique l'origine, le poids, la quantité, la nature et l'état des marchandises ainsi que la date de réception; le double est remis au Service des Achats. Le rapprochement concordant de cette feuille avec le bulletin d'analyse et les factures des fournisseurs indique que les opérations sont régulières.

Les marchandises ainsi reçues sont enregistrées sur le « Livre de Magasin » à l'aide des feuilles de réception. La partie « Entrées » du « Livre de Magasin » indique la date des opérations, les quantités, le prix de revient (achats et transports).

B. Les marchandises ainsi emmagasinées sont vendues à quiconque par le Service des Ventes. Les ventes se font

à terme et au comptant. Le document de base de ces ventes est le bon de commande qui sert à l'établissement ultérieur des factures. Ce bon est fait en double exemplaire, signé du chef de service et en cas de livraison au magasin, il est signé du preneur. Dans les ventes au comptant, la facture est établie de suite et remise au preneur contre paiement.

La comptabilité matière dont la partie « Entrées » constitue la prise en charge, est complétée, en cas de ventes ou remises, par la partie « Sorties » du Livre de Magasin. On y trouve les dates de livraison, le numéro des bons de commandes, la destination des marchandises, les quantités.

C. Les opérations que nous venons d'analyser brièvement se reproduisent dans les *dépôts de la Coopérative* avec cette différence qu'au lieu d'acheter les marchandises à des fournisseurs, les dépôts se les procurent par des demandes adressées au siège social au moyen de bons; d'autre part, qu'ils ne consentent pas de ventes à terme. Ces dépôts ont à leur tête un gérant lié à la coopérative agricole par un contrat. En outre, chaque dépôt possède un règlement intérieur. Les dépôts exécutent les commandes de leurs clients. Ils les notent sur un « Registre des Livraisons » en trois parties : une souche, une feuille pour le client et une pour la comptabilité centrale. Tous les règlements s'effectuant au comptant, le gérant tient un livre de Caissé.

La comptabilité du dépôt est centralisée mensuellement au siège social, grâce à des relevés de dépenses et à des situations de caisse périodiques.

On peut se rendre compte ainsi de l'activité d'un dépôt et de ses possibilités. Ce sont des renseignements précieux.

2° Cette organisation commerciale est soutenue par l'organisation financière suivante. Le budget de la coopérative comprend : comme *dépenses*, les frais généraux, les intérêts des sommes empruntées, les amortissements des immeubles, du matériel, les emprunts et les réserves; comme *recettes*, les bénéfices réalisés sur la vente des marchan-

dises. Ce sont la partie du capital social non employée à l'achat du matériel d'une part et les avances de la Caisse Agricole de Dépôts et Prêts du Centre-Est qui constituent le fonds de roulement. La Caisse agricole de Dépôts et Prêts du Centre-Est est chargée d'effectuer les mouvements des fonds. En fin d'année, un bilan est établi et les bonis sont répartis ainsi :

1° Ristournes accordées aux syndicats pour leur permettre la constitution d'un patrimoine;

2° 5 % pour constituer la réserve légale;

3° 30 % qui vont à une réserve spéciale;

4° Le reste est affecté à une réserve supplémentaire et à des œuvres d'intérêt général agricole.

C'est la comptabilité matière, que nous avons déjà vue, et la comptabilité deniers, qui permettent de connaître les résultats. Les factures de la coopérative sont classées par séries, distinguées par une lettre de l'alphabet, chaque lettre correspondant à un dépôt. A la fin de l'exercice, elles serviront de billet de loterie entre les adhérents.

§ 4. C'est au moyen de cette organisation très simple, très étudiée et remarquablement dirigée, que les coopérateurs du Centre-Est ont obtenu d'ores et déjà de brillants résultats. Ouvert le 3 novembre 1927, le dépôt central de la Coopérative réalisait un chiffre d'affaires de

5.620 fr. en novembre 1927

11.600 fr. en décembre 1927

73.870 fr. en janvier 1928

230.000 fr. en février 1928

223.977 fr. en mars 1928

pour arriver à un total de

1.109.831 fr. 55 pour l'année 1928.

SECTION III

L'UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES DU CENTRE-EST

Les denrées agricoles obtenues économiquement en qualité et en quantité par une production organisée, grâce à la coopérative d'achat en grande partie, n'est-ce pas le rôle de la coopération de transformation de les choisir, les conserver, les présenter, et celui de la coopérative de vente de leur assurer un débouché sûr, régulier, rémunérateur en les orientant sur les marchés dont elle connaîtrait les besoins grâce à une bonne centralisation des renseignements? C'est ce que pensent les coopérateurs du Centre-Est. Ils affirment, à juste titre, hélas, que la vente des produits agricoles est inorganisée chez nous. Si nos paysans, par exemple, ne soutiennent pas la concurrence de l'Amérique, c'est qu'ils sont isolés devant des producteurs groupés. Les cours ne sont pas stables. Certains agriculteurs sont parfois obligés de vendre à des taux insuffisants parce que, ne possédant pas de magasins pour la conservation des denrées, les avances sur récoltes ne peuvent être pratiquées. Une telle situation doit être changée; elle peut l'être. Des coopératives de vente de blé n'existent-elles pas en Algérie, en Haute-Marne, dans le Morbihan, le Gers, la Vaucluse, etc.?

En 1913, « une coopérative de vente des produits agricoles de la Côte-d'Or » fut créée. Après avoir végété pendant plusieurs années, elle décidait, en Assemblée générale, le 18 septembre 1927, d'étendre son rayon d'action à tout le Centre-Est. Elle devint « l'Union des Producteurs agricoles du Centre-Est », certaine de trouver, au mieux des intérêts de ses adhérents, les débouchés voulus, aussi bien pour les fruits de la Côte-d'Or, que pour les pommes de terre de la Haute-Saône, ou pour le blé et les produits laitiers de toute la région.

SECTION IV

LA CAVE GENERALE DES GRANDS VINS DE BOURGOGNE

Nous avons vu les premiers éléments de la Coopération dans le Centre-Est. Les dirigeants de l'Union, estimant qu'elle est un point capital de l'organisation professionnelle, lancent de vigoureux appels en sa faveur, « Les petits cultivateurs danois, était-il écrit, dans l'Action Rurale du 3 juin 1928, ont pu, grâce à la coopération, conquérir une place primordiale sur le marché d'exportation des produits de ferme. Les gros producteurs de blé canadiens, dont les pools influencent le marché mondial du blé, ne doivent ce résultat qu'à la coopération... Producteurs français, la preuve est faite que la coopération est la base du progrès et du développement de la production agricole! Il est de votre intérêt de soutenir les initiatives qui sont prises pour organiser chez vous la coopération... »

Aussi bien, une nouvelle création est venue enrichir le noyau coopératif de l'Union du Centre-Est, organisation tendant à protéger le vin de Bourgogne contre les fraudes considérables dont il est l'objet.

La Cave générale des Grands Vins de Bourgogne créée le 10 juillet 1928, a surtout pour but, outre : « la production par la vinification en commun des produits de la meilleure qualité et une meilleure utilisation des sous-produits, la conservation des vins après vinifications en vue de leur vente après vieillissement, la vente des produits de la vinification et de la distillation en commun, l'obtention de prix rémunérateurs; d'assurer et de garantir la pureté des produits livrés par elle.

Les commerçants ont élevé des objections — c'était normal —. Ils ont justifié leurs coupages en invoquant le fait que certaines années, par suite d'atteintes de cochyliis, le vin de Bourgogne est invendable.

Les fondateurs de la Cave générale, s'ils reconnaissent les faits, pensent pouvoir, grâce à de nouveaux procédés (1), et à des coupages de vin de Bourgogne d'années différentes, éviter le mauvais goût de la cochylys.

La Cave générale des grands vins de Bourgogne est une Société coopérative agricole régie par la loi du 5 août 1920, dont l'action s'étend sur les départements de la Côte-d'Or et de l'Yonne. Son capital initial a été fixé à 96.000 fr. divisé en parts de 100 francs, lesquelles seront toujours nominatives. Il n'a été versé qu'un quart à la souscription. Aucun dividende ne sera attribué au capital; l'intérêt sur les parts est fixé à 5 %. La Société est administrée par un Conseil, dont les membres (de 6 à 20) sont nommés pour 6 ans, et qui a les pouvoirs de gestion les plus étendus. L'Assemblée générale se compose de tous les sociétaires; ses décisions sont obligatoires pour tous.

Ne peuvent faire partie de cette Société coopérative que des viticulteurs ou des associations agricoles. Les propriétaires possédant une licence de négociants en vins ne seront pas admis. Chaque membre de la Société s'engage à fournir à celle-ci la proportion de sa récolte en Pinot fin, fixée par le Conseil d'administration, sans que cette proportion puisse excéder celle fixée par l'Assemblée générale au moins tous les trois ans. Tout sociétaire qui, sauf le cas de force majeure, n'aura pas fourni les produits qu'il était tenu de livrer dans le cours de l'année, sera passible de dommages-intérêts pour le préjudice qu'il aura ainsi causé à la Société (Art. 13 des statuts). Le règlement sera fait aux caves coo-

(1) M. Ferré, directeur de la station œnologique de Beaune, a découvert un nouveau procédé de vinification, grâce à un appareil dit : le « thermographe ». Cet appareil sert à chauffer la vendange à 80°, ce qui permet la dissolution des matières colorantes contenues dans la pellicule (température nécessaire 75°), sans toutefois crever les raisins (ce qui se produit à 90°). Le système a pour résultat d'augmenter la teneur en alcool de 1° — d'où économie de sucre —, de développer le bouquet — d'où diminution du capital immobilisé, le vin étant vieilli plus vite — et surtout de faire disparaître le mauvais goût donné par la cochylys.

pératives de la façon suivante : versement d'un quantum à l'achat, et règlement échelonné ultérieurement.

Ayant ainsi ses produits, produits dont elle aura surveillé la fabrication et analysé la composition, la Société les emmagasinera dans son entrepôt, 25, rue de l'Arquebuse, et procédera à leur écoulement. Le principe est celui de la vente du vin en bouteilles, ce qui permet d'éviter la fraude. Les principaux clients seront tout d'abord les particuliers. Ultérieurement, des chalets de dégustation et une vigoureuse propagande à l'étranger seront organisés.

La Cave générale des grands vins de Bourgogne pense, grâce à ces mesures, assurer la qualité du vin et donner des prix rémunérateurs aux producteurs. Le règlement échelonné dont on a parlé est plus avantageux pour ces derniers que l'immobilisation de leur capital en conservant leur vin chez eux. D'autre part, des ristournes pourront être accordées en fin d'exercice aux sociétaires. Il sera peut-être possible, l'intermédiaire étant supprimé, d'accorder aux consommateurs des prix plus favorables.

D'ores et déjà 9 caves coopératives ont adhéré à la Cave générale. En 1928, celle-ci a pris le cinquième de leur production. Elle dispose des crûs suivants : *Côte de Nuits* : Clos du Chapitre, des Arvelets, Chambertin, Vosne, Romanée, Nuits-Saint-Georges, Premaux ; *Côte de Beaune*, Volnay, Puligny - Montrochet, Chassagne - Montrochet Saint-Aubin-Chatenières ; *Chablis*. Elle a 600 pièces de vin dans ses magasins et expérimente actuellement un procédé de traitement par le froid, procédé qui permet d'enlever aux vins certains goûts qui en diminuent la valeur marchande. Les résultats de l'action de la Cave générale, on peut le prévoir, seront de sauver les appellations d'origine, sans procès, sans contestation, sans même avoir recours au mécanisme de la Loi du 6 mai 1919, et peut-être, de sauver le vignoble bourguignon. Son importance, étant donnée la renommée du Vin de Bourgogne est donc mondiale.

CHAPITRE V

L'ACTION PROFESSIONNELLE

Nous avions en 1913 : 12.915.645 hectares de blé, seigle, orge et maïs; en 1925 nous n'avions plus que 11.006.650, et 10.581.200 en 1926. Par contre, les surfaces consacrées aux prés naturels étaient passées de 10.022.208 hectares en 1913 à 11.270.480 en 1925 et à 11.197.340 en 1926. Une « vague le dégoût » (1) sape peu à peu l'amour de la terre. Les agriculteurs ont eu mauvaise presse, on les a écartés des conseils de l'Etat, attaqués à certains banquets (2) où ils furent accusés de se dérober à leurs charges fiscales et de n'être pas assez imposés. De toutes ces vexations ils ont assez. En outre, si l'industriel, pour fixer son prix de vente, détermine d'abord son prix de revient auquel il ajoute son bénéfice, l'agriculteur est obligé de faire l'inverse. Il travaille parfois à perte, dans la production du lait, en particulier. Ce sont là de graves dangers pour l'Agriculture. Pour s'en préserver, les agriculteurs n'ont qu'un moyen, l'association. C'est par des associations fortes qu'ils pourront obtenir une législation équitable, des impôts supportables, une politique agricole raisonnable et aussi la considération. C'est la doctrine que l'Union du Centre-Est n'a cessé de répandre. L'association professionnelle seule, à son sens, c'est-à-dire le syndicat, permettra de réaliser une véritable constitution agraire.

(1) *Action Rurale*, du 7 août 1927.

(2) Par ex. : Banquet du Syndicat du Commerce en gros des vins, spiritueux et vinaigres de Côte-d'Or, en février 1926. Banquet du 13 février 1926, à Besançon, de la Fédération des Syndicats et Groupes commerciaux de Franche-Comté.

SECTION I

LA DIVERSITE DES ASSOCIATIONS AGRICOLES DANS L'UNION DU CENTRE-EST

Dans toute la région, nombreuses sont les associations de toute nature. L'étude de la coopération dans le Centre-Est a montré la diversité des coopératives. A côté d'elles, on rencontre des comices, qui se bornent trop souvent à des encouragements pratiques, par distribution de récompenses dans les concours et qui ne stimulent pas le besoin de solidarité des agriculteurs pas plus qu'ils ne leur apprennent leur communauté d'intérêts; des sociétés d'agriculture, qui ne groupent qu'une élite, s'occupent des grandes questions parfois un peu théoriques : procédés nouveaux de cultures, enseignement, etc... S'ils rendent tous deux des services, ils n'atteignent pas la masse des agriculteurs : ces comices et sociétés font face aux frais des concours d'animaux, etc. par les cotisations de leurs membres et les subventions qu'elles peuvent recevoir.

Il y a également dans la région la Confédération générale des vignerons de Bourgogne, plus spécialement attachée à la défense des intérêts de la viticulture bourguignonne et dont l'effort se porte surtout vers l'action parlementaire. Elle n'offre pas d'organisation hiérarchique; ses ressources consistent en une cotisation à l'hectolitre, perçue par les secrétaires de mairie auprès des vignerons et d'après les déclarations de récolte.

Le syndicat des agriculteurs du Doubs, départemental, éprouvant quelques difficultés à constituer des sections locales, à maintenir leur cohésion, à contrôler et coordonner leur action, a pris, vers 1900, le parti d'émanciper ses groupes communaux au nombre d'environ 60, et de se transformer à leur égard en Union des syndicats agricoles du Doubs. A côté de cette Union départementale, il y a celle de la Haute-Saône avec 160 syndicats. En outre, il existe

une Union des syndicats agricoles du Jura comprenant 3 syndicats d'arrondissement; ceux de Lons-le-Saunier, Poligny, Dôle et un certain nombre de syndicats communaux. Il y eut aussi une Union des Syndicats agricoles de la Côte-d'Or.

D'autres syndicats vivent isolés dans l'Yonne et la Côte-d'Or. Dans ce dernier département prospère un syndicat de défense paysanne. Certains de ces syndicats étaient affiliés à l'Union de Bourgogne et de Franche-Comté, d'autres à la Fédération départementale de la Côte-d'Or.

Bref, au moment où l'Union de Bourgogne et de Franche-Comté fut transformée, elle était en présence d'associations enchevêtrées. De cette dispersion dans les efforts résultait sinon l'impuissance, du moins la faiblesse.

SECTION II

CE QUE DEVAIT ETRE

L'ORGANISATION SYNDICALE DANS LE CENTRE-EST

L'esprit individualiste des paysans, si poussé avant la guerre, a encore pour effet la multiplicité de leurs associations. Parfois elles s'ignorent ou même se combattent. Les Isolés poursuivent, sans plan, des actions de détail et ne peuvent atteindre les résultats qu'elles obtiendraient si, abdiquant leur amour-propre ou leur réserve, elles consentaient à s'unir toutes en un faisceau puissant. L'organisation professionnelle, pour être forte, doit être à la fois souple et unifiée. Aux yeux des syndicalistes, la cellule fondamentale de l'organisation professionnelle, d'où sortiront les institutions sociales annexes qui prolongent son action, c'est le syndicat.

I

A) Constitué en principe par commune, le syndicat sera tout au plus cantonal. Pourront en faire partie : les propriétaires, locataires, usufruitiers ou usagers de fonds ruraux, les faisant valoir par eux-mêmes ou par autrui; les

régisseurs, métayers, vignerons, maraîchers, pépiniéristes, horticulteurs, ouvriers agricoles, et en général toute personne exerçant une profession connexe à l'agriculture conformément à la loi de 1884. Les femmes, capables de contracter et remplissant une des conditions ci-dessus, pourront également y adhérer. Tout sociétaire reste membre du syndicat tant qu'il n'a pas adressé au président, sa démission par lettre recommandée, ou signé sur le registre spécial tenu au siège social. Son exclusion peut être décidée par la Chambre Syndicale sans que celle-ci soit tenue d'en faire connaître les motifs; elle doit être prononcée contre tout membre qui aura fait profiter un tiers non syndiqué des avantages du syndicat.

B) Le but du syndicat, c'est, en dehors de toute discussion politique ou religieuse, l'étude et la défense des intérêts agricoles. Il se propose : d'attacher les populations rurales à leur foyer et au sol qu'elles cultivent, en employant tous les moyens en son pouvoir pour remettre en honneur le travail de la terre et le rendre plus rémunérateur; de provoquer et favoriser des essais de cultures, de semences; d'expérimenter les instruments perfectionnés et tous les autres moyens propres à faciliter le travail, à augmenter la production, à diminuer le prix de revient et à réduire autant que possible le coût de la vie dans les campagnes; de propager l'enseignement agricole ménager; de faciliter l'acquisition des engrais, instruments, animaux, semences et toutes matières premières ou fabriquées utiles à l'agriculture; de vulgariser la pratique des instruments agricoles; de favoriser la vente des produits agricoles; de donner des avis et consultations; d'émettre des vœux, éventuellement d'encourager le travail agricole par l'organisation de concours, la création d'offices de renseignements, d'institutions mutuelles de prévoyance, d'assurance, de coopération, de crédit, etc...; d'exercer une surveillance sur les fraudes atteignant l'industrie agricole et d'en poursuivre la répression et la répartition. Enfin, et ceci est particulier

au Centre-Est, par « l'actionnariat syndical », c'est-à-dire l'achat d'actions par les syndicats, ceux-ci souhaiteraient intervenir dans la gestion des grandes entreprises industrielles et commerciales.

C) Le Syndicat est administré par une « *Chambre Syndicale* », dont les fonctions sont gratuites, et qui comprend : un bureau avec un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier et trois à quatre membres. La Chambre Syndicale, qui se réunit lorsque c'est nécessaire, et au moins une fois par trimestre, a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des intérêts de l'association. Elle discute et vote le budget, vérifie les comptes, fixe l'emploi des cotisations et de tous les fonds dont dispose le syndicat. Elle recherche les améliorations à introduire dans la culture, encourage et provoque les expériences utiles pour les intérêts agricoles. Le président dirige les débats et travaux du syndicat, il le représente en justice et dans les actes de la vie civile, il ordonne les dépenses et contracte les emprunts ou ouvertures de crédit nécessaire, avec autorisation de la Chambre Syndicale ou de l'Assemblée générale. Le vice-président remplace le président en cas d'empêchement. Le secrétaire rédige les procès-verbaux et fait les convocations, tandis que le trésorier reçoit les cotisations, encaisse les sommes pouvant revenir au syndicat et établit chaque année la situation financière.

Les membres du syndicat se réunissent tous les ans en Assemblée générale pour entendre le rapport présenté par le bureau sur son administration, ainsi que pour délibérer sur les propositions soumises par la Chambre syndicale et nommer les administrateurs... Toutes les décisions sont prises à la majorité absolue des votants. C'est dans ces assemblées que les comptes de l'Exercice sont approuvés, et le budget voté.

D) Le patrimoine du syndicat est formé des cotisations de ses membres, des dons et legs qui peuvent lui être faits, des subventions qui peuvent lui être accordées et de toutes

autres recettes ou profits légitimes. Le syndicat peut, par simple décision de la Chambre syndicale, adhérer à une Caisse de crédit agricole mutuel en vue d'y contracter des emprunts. Une comptabilité est nécessaire pour la bonne marche de ce syndicat, mais cette comptabilité n'est pas soumise aux obligations légales imposées au commerce. Elle est contenue en entier dans le « Registre des opérations syndicales », où sont notées en détail les opérations (commandes, distributions, etc...), ce qui permet d'établir facilement un prix de revient en divisant le total des frais par les quantités demandées, et dans le « livre de Caisse », où recettes et dépenses sont inscrites au jour le jour; la balance donnant l'existence en caisse.

Ces deux livres se contrôlent l'un l'autre et l'Inventaire de fin d'exercice permet d'établir un bilan. Ayant des buts définis et une organisation pratique, s'il a les chefs agissants, le syndicat agricole sera une force, mais, cette force restera isolée, à moins qu'elle ne s'unisse à d'autres.

II

C'est l'*Union Régionale* qui groupera les syndicats locaux isolés. L'organisation professionnelle, dans le cadre départemental, compte bon nombre de partisans, mais elle est sujette à plusieurs critiques. Tout d'abord, la circonscription syndicale se confondant avec la circonscription administrative, on risque de voir la politique intervenir, ce qui pourrait entraîner une transformation complète de l'esprit syndical. En outre, des unions départementales manquant de moyens et ne pouvant avoir un personnel suffisant sont incapables de donner une vigoureuse impulsion aux œuvres professionnelles. Ceci est vrai surtout dans le Centre-Est, région où sévit peut-être quelque peu, entre les associations départementales, une concurrence d'allure politique.

D'autre part, c'est un grand centre bien doté de moyens de transports, comme on l'a déjà dit, et ayant des influences

multiples, qui est le mieux à même de coordonner tous les efforts d'une contrée. L'Union régionale au total, est l'échelon fondamental de l'organisation professionnelle.

L'Union du Centre-Est des syndicats agricoles et viticoles a bien compris cette mission, lorsqu'elle a créé le 24 juin 1924 la « Maison du Paysan », 39, rue Monge, à Dijon, pour réaliser un « groupement rationnel des forces paysannes ». Cette maison a comme symbole un robuste paysan qui essaie de rompre une gerbe, tandis qu'à ses poignets pendent les morceaux d'une chaîne brisée. Cette figure symbolique signifie, est-il écrit dans l'*Action Rurale* du 15 janvier 1926, « que nous voulons briser les chaînes que sont pour nous tous ceux de la terre : les exigences des politiciens, les sottises des gouvernements sans politique agraire, la servitude économique imposée par le commerce et l'industrie, le mépris social du paysan, la gloutonnerie des intermédiaires, la convoitise des paresseux, l'ignorance des méthodes de progrès, l'isolement, l'égoïsme, la jalousie, l'ennui des jeunes du village... Notre paysan affirme qu'il veut se grouper dans un solide faisceau, résistant à la rupture comme une gerbe. Cette gerbe, ce sont les associations que constituent les forces payannes symbolisées par les robustes bras... Il affirme d'un geste symbolique toute une doctrine et le programme d'action qu'elle comporte : Paysans, unissons-nous tous en restant libres, par le consentement à la discipline, dans des associations indépendantes. »

Ouverte à tous, la Maison du Paysan se propose pratiquement de coordonner les associations agricoles en vue de leur procurer une plus grande influence, de centraliser les services de coopération, mutualité, crédit, etc... afin de leur donner cette unité, cette rapidité dans l'exécution et cette puissance que, seule, peut permettre une organisation importante.

Pour que l'Union soit grande, il faut qu'elle ait beaucoup d'adhérents. Elle poursuit méthodiquement la créa-

tion de syndicats agricoles. Des tracts nombreux indiquent aux paysans les avantages du syndicat : protection contre « les lois funestes à l'agriculture, les impôts exagérés ou injustes, un régime douanier inique, la malhonnêteté des mercantis, la duperie des courtiers avides, les fraudeurs qui trompent sur la qualité des marchandises, les dangers de l'invasion étrangère ». Ceux qui veulent créer un syndicat ont à leur disposition, les conférenciers, les modèles de statuts et enfin les conseils de l'Union.

L'action mutualiste, cependant, a précédé l'action syndicale, ceci sans doute parce que la mutualité offre des avantages matériels plus visibles que le syndicat, et surtout, parce qu'il y a eu pour la mutualité, unité d'action et de direction. C'est pourquoi l'Union ne compte que 500 syndicats affiliés environ, dont 220 à peu près créés depuis 1923.

SECTION III

L'ACTION RURALE

I

Pour lancer dans la masse des idées d'organisation professionnelle, pour créer un lien entre les diverses associations syndicalistes, il faut des moyens : un des plus puissants est la Presse. Le Centre-Est l'a compris et exprimé à plusieurs reprises. « Le journal, c'est l'outil indispensable des grandes puissances économiques, sociale, politiques, religieuses, qu'elles soient nationales ou internationales. Ceux qui mènent de vastes mouvements ne sauraient se passer d'une presse qui s'en ira porter à travers un pays, sur la terre entière s'il le faut, l'émanation de leur esprit, de leur volonté (1). »

Dès 1895, l'Union de Bourgogne et de Franche-Comté s'était préoccupée de cette question. Le nombre des syndicats affiliés augmentant sans cesse, la nécessité d'un bulle-

(1) *Action Rurale*, du 15 novembre 1925.

tin s'était fait sentir. En 1890, avait été fondé, en Côte-d'Or, un journal agricole influent « La Bourgogne Agricole », qui devint en 1897 l'organe officiel de l'Union. Ce journal hebdomadaire, dirigé avec compétence et dévouement par M. Delimoges, l'un des fondateurs de l'Union, entreprit d'actives campagnes pour appuyer l'action de celle-là. Il ne cessa de lutter pour le relèvement des prix du blé, la création des Chambres et des Tribunaux d'agriculture, la défense des intérêts des planteurs de betteraves et des bouillleurs de cru.

A côté de la « Bourgogne Agricole », existait, depuis 1911, un bulletin mensuel destiné à maintenir le contact entre toutes les caisses locales incendie et à donner aux sociétaires tous les renseignements techniques. « La Chronique Incendie ».

En 1921 « la Bourgogne Agricole » cessa d'être. Cette disparition correspondait à la période de stagnation de l'Union des syndicats de Bourgogne et de Franche-Comté. Lorsque fut fondée la « Maison du Paysan », aucun journal agricole régional n'existait dans le Centre-Est et pourtant « la presse agricole a, dans notre pays, un rôle éminent à remplir, car, à côté des publications plus spécialement orientées vers la technique de la production, le besoin se fait sentir d'une manière pressante de puissants organes de documentation, d'information, de direction économique et sociale, reliés à des groupements importants et bien outillés, prêts à réaliser tous les progrès que permet l'organisation professionnelle (1) ». Pour combler cette lacune, l'Union du Centre-Est fonda un journal périodique « l'Action Rurale » qui n'a pas remplacé seulement la « Bourgogne Agricole », mais est devenue l'organe commun à toute la mutualité dans la région; la Chronique Incendie, en particulier, lui ayant cédé la place. Cette feuille, mensuelle au début, parut pour la première fois le 15 mai 1925

(1) L'Action Rurale, du 15 octobre 1925.

sur un format de moitié de celui d'un journal ordinaire. Bientôt ces dimensions furent jugées insuffisantes et augmentées dès le n° 6 (15 octobre). Le 1^{er} novembre, l'*Action Rurale* devenait bimensuelle. Avec le n° 32 (5 décembre 1926), elle était tirée sur machine rotative avec le format d'un grand quotidien. L'Union des syndicats communaux de la Haute-Saône, dans son Assemblée générale du 16 janvier 1926, avait décidé que l'*Action Rurale* remplacerait le Bulletin de l'Union des syndicats de la Haute-Saône : « La Haute-Saône Agricole et Sociale ». Ultérieurement, elle était appelée à se substituer au bulletin de l'Union des Syndicats agricoles du Jura, ainsi qu'au bulletin de l'Union des Syndicats agricoles du Doubs.

A ces agrandissements successifs ont correspondu de rapides accroissements du nombre des abonnés : les tirages passèrent de 3.000 numéros en mai 1926, à 6.000 en mai 1927, à 26.000 en janvier 1928. Les abonnés sont de deux sortes; les abonnés obligatoires qui sont : d'une part les syndicats — le prix de leur abonnement étant compris dans leur cotisation — et, d'autre part, tous les secrétaires des mutuelles incendie et accidents et les abonnés facultatifs, qui désirent lire l'*Action Rurale* en s'abonnant à elle comme on s'abonne à un autre journal.

II

L'*Action Rurale* veut être un instrument de propagande pour les idées d'organisation professionnelle, « un précieux conseiller technique, juridique, fiscal... avec le caractère de défenseur énergique et efficace des intérêts des paysans du Centre-Est (1) ».

Ce journal a déjà mené de nombreuses campagnes pour la mutualité accidents, pour les Chambres d'agriculture, pour la défense du vin et du lait, contre l'inégalité fiscale etc., etc., et il a fait paraître des études sérieuses.

(1) *Action Rurale*, du 10 octobre 1926.

Sa composition est la suivante :

La première page est consacrée à des articles de doctrine, de défense et de documentation sur l'organisation professionnelle en France et à l'Etranger; la 2^e et la 3^e, à des articles de médecine vétérinaire, de technique agricole, de conseils généraux, spéciaux, contentieux, et à la chronique des différentes associations affiliées au Centre-Est; la page 4 est réservée aux chroniques de l'assurance mutuelle, et à la publicité qui va sans cesse se développant. Enfin, chaque numéro contient la « Revue des foires et des marchés ». Des correspondants envoient les prix pratiqués dans les principales foires de la région, sur les marchés, ou même les prix offerts à la ferme par les courtiers. Ce sont de précieuses informations pour les lecteurs.

La rédaction du journal est de la compétence du service qui s'occupe de toutes les œuvres sociales ou professionnelles autres que celles que nous avons vues. L'impression est faite, à l'entreprise, par une grosse imprimerie dijonnaise.

III

Le développement rapide de l'*Action Rurale* a permis de fonder de grands espoirs sur elle, de former de vastes projets. Encore quelques efforts et le journal du Centre-Est sera hebdomadaire. Entre temps, la rédaction se perfectionne : par le recrutement de nouveaux collaborateurs techniciens des questions agricoles, vétérinaires, économiques, juridiques; par l'ouverture de nouvelles rubriques; par une documentation plus abondante de toutes les questions intéressant l'agriculture... Les articles de l'*Action Rurale* sont cités dans toute la France, et elle devient un grand et puissant journal agricole.

SECTION IV

ACTION DE L'UNION DU CENTRE-EST EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE

I. — *Action auprès des pouvoirs publics.*

1) Comme l'écrivait le Comte de Rocquigny (*op. cit.*), « la défense collective est une attribution essentielle des syndicats professionnels, aussi bien, dans beaucoup de cas, les syndicats ont-ils résisté aux prétentions de certaines municipalités ou administrations. Ils sont intervenus auprès des parquets, des compagnies de transports, des administrations fiscales, etc... »

C'est ainsi que, deux mois après sa fondation, l'Union de Bourgogne et de Franche-Comté protestait avec vigueur contre un projet de loi tendant à abolir le privilège des bouilleurs de cru et elle renouvelait ses interventions à ce sujet en 1893, 1902 et 1903. En 1893, elle obtenait une réduction de 50 % des droits sur les mélasses employées dans la confection des bouillies cupriques. En 1894, elle faisait signer par 14.518 cultivateurs du Centre-Est une pétition demandant le dégrèvement de l'impôt foncier, puis élevait une protestation contre l'impôt sur le revenu en agriculture. En 1911, une active campagne est menée contre le projet d'impôt sur les bénéfices agricoles et les salaires des ouvriers de la terre, et en 1919, cet impôt étant voté, l'Union demande qu'il soit établi à forfait. Elle renouvelle ses demandes et envoie encore aux parlementaires de la région, en janvier 1926, une lettre protestant contre un projet de loi qui prévoyait, pour l'évaluation des revenus agricoles, une commission spéciale. Grâce à l'intervention de ces parlementaires, le forfait fut maintenu.

L'Union réclama également à plusieurs reprises la liberté de la circulation et du commerce des alcools dénaturés; elle demanda aussi que le coût de leur dénaturation soit abaissé et que la qualité du dénaturant soit améliorée.

En 1904, elle protestait contre le projet d'imposer à la patente les syndicats et les coopératives agricoles, et en 1920, 1925 contre le projet de les soumettre à l'impôt sur le chiffre d'affaires.

2) En ce qui a trait aux droits de douanes, l'Union entreprenait, dès sa fondation, une action énergique auprès de la Commission des douanes de la Chambre contre le traité de commerce franco-suisse qui lésait les intérêts des fromageries du Jura et du Doubs. En quelques mois, 25 syndicats, 165 conseils municipaux, 138 sociétés fromagères du Jura représentant 22.000 citoyens, signèrent une pétition qui fut envoyée au président de la Commission des douanes. Le Comte Légéas, à l'Assemblée générale du 25 novembre 1893, pouvait dire : « Nous avons transmis à la Chambre des députés des pétitions si nombreuses contre le traité franco-suisse qu'il a fallu les adresser en ballot, par chemin de fer à M. Méline. » En 1894, la même campagne fut reprise, réunissant 15.501 signatures. Grâce à ces interventions énergiques, le traité ne fut pas signé.

En 1893, les cultivateurs furent amenés, à la suite d'une grande sécheresse, à acheter des fourrages à l'étranger; grâce à l'intervention de l'Union, ces fourrages furent exonérés de droits de douane à leur entrée en France.

En 1897, une pétition demande de protéger, par des droits de douane, les houblons français. Une protestation fut faite également pour protéger les éleveurs contre les entrées en franchise des chevaux américains.

En 1903, 1904, 1910, par contre, l'Union demanda la suppression des droits de douane à l'entrée des reproducteurs mâles étrangers, destinés à l'amélioration du cheptel français. Elle s'oppose, et son attitude n'a pas variée, à la réduction, même temporaire, des droits de douane sur les produits agricoles étrangers; en 1899, particulièrement, elle proteste contre le traité de commerce franco-américain qui menaçait gravement nos industries agricoles.

3) S'occupant des questions de culture et de production en général, l'Union demande en 1893, au nom de 2194 cultivateurs, l'autorisation de la culture du tabac en Côte-d'Or. La question est posée à nouveau en 1894. L'autorisation à titre d'essai, délivrée à cette date, devient définitive en 1904, grâce à d'autres démarches.

L'Union demande et fait rendre le décret de juillet 1897, réglementant la prime de densité des betteraves et la pesée des échantillons à la livraison aux sucreries, décret qui met un terme à des fraudes considérables.

En 1899, apprenant que Comité de l'Exposition universelle de 1900 a refusé un emplacement à l'industrie fromagère française, après en avoir accordé un aux fromageries suisses, l'Union rédige une lettre signée par 22 sénateurs et 24 députés de la région, puis envoyée au ministre du Commerce; grâce à cette protestation, les fromageries françaises sont traitées sur le même pied que les fromageries suisses.

A côté de cela, l'Union émet, particulièrement aux 1^{er} et 2^e Congrès des paysans du Centre-Est, de nombreux vœux sur l'exportation des produits agricoles et la main-d'œuvre.

4) La question des transports, très importante en agriculture pour la vente des produits ou l'achat de certaines matières, a toujours retenu l'attention de l'Union. Elle émettait, le 16 mai 1928, un vœu relatif aux tarifs et à la rapidité des transports. Antérieurement, elle avait fait de nombreuses démarches auprès des compagnies de chemins de fer. Une pétition demandant, en 1892, la construction d'une ligne allant de Beaune à Saint-Jean-de-Losne par Seurre fut satisfaite. En 1894, la Cie P. L. M., répondant à un vœu des agriculteurs de Côte-d'Or, mettait en circulation, le samedi, un « train de marché » sur la ligne Dijon-St-Amour. L'Union demanda encore la construction de la ligne Epinac-Dijon, actuellement réalisée et émit le vœu, en 1919, que les engrais et les matières premières nécessaires à leur fabri-

cation soient classées pour leur transport, comme denrées de première nécessité.

5) Sans parler de vœux nombreux transmis aux parlementaires sur les questions les plus diverses : crédit agricole, commerce de l'hydromel, protection douanière des miels français, régime des sucres, irrigations de la plaine de Saône, électrification des campagnes, encouragement à l'élevage du cheval de trait, surveillance sanitaire des abattoirs et des tueries particulières, réforme des marchés de Paris, organisation dans les centres d'élevage d'abattoirs régionaux munis d'entrepôts frigorifiques, statut de la coopération, assurances sociales, Conseil national économique, etc... l'Union s'est occupée aussi de l'armature de l'agriculture. Dès 1895, elle mettait à l'étude la question des Chambres d'Agriculture, envoyait au Parlement en 1895, 1896, 1910, 1921 de nombreux vœux et rapports réclamant leur création rapide. En outre, la grêle ayant, en 1896, dévasté la Côte-d'Or, le gouvernement, à la demande de l'Union, accordait un secours de 150.000 frs. En 1893, à sa demande également, un crédit de 500.000 francs était voté pour dédommager un peu les cultivateurs de la région, des pertes énormes occasionnées par une grande sécheresse.

Enfin, en 1893, 1898 et 1902, l'Union élaborait des programmes agricoles qui furent envoyés aux candidats de la région aux élections législatives. Actuellement, elle considère que l'agriculteur n'est pas en situation de faire respecter les programmes par les candidats et que l'action législative est plus intéressante que l'action électorale.

II. — *Action directe.*

A côté de son action auprès des pouvoirs publics, l'Union profita de toutes les occasions pour prodiguer des encouragements à l'agriculture par des prix, médailles, diplômes, pour rendre cette profession plus attrayante et aider à une production plus rationnelle.

C'est ainsi qu'en 1899, à l'occasion d'un concours régional qui eut lieu en Côte-d'Or, des prix importants furent décernés aux familles les plus honorables et les plus connues par l'ancienneté et la continuité des services rendus à la terre. Un concours semblable fut organisé avec succès en 1910.

« C'est dans les fêtes et réjouissances organisées par l'association, que l'enthousiasme commun pour l'idée syndicale rapproche les esprits et harmonise les cœurs; c'est dans les entretiens familiers, les banquets, les repas, que la confiance s'établit et que les barrières s'abaissent (1). » De nombreux syndicats, pour donner plus d'attrait à la profession agricole et en rapprocher les membres, ont organisé des fêtes de bienfaisance, des cavalcades, des concerts, des représentations théâtrales, etc... L'Union, imitant leur exemple, a organisé des banquets après chacun de ses grands congrès et aux assemblées générales de ses sociétés filiales. Elle a même, en 1926, participé à un « championnat régional d'athlétisme agricole ».

Estimant que la Haute-Saône est particulièrement bien placée pour faire la culture de la pomme de terre, et constatant que celle-ci est depuis de longues années ravagée par des maladies cryptogamiques et surtout les maladies de la dégénérescence, l'Union du Centre-Est a entrepris d'améliorer cette culture, en organisant la pratique de la sélection des pommes de terre dans les syndicats et en assurant l'écoulement des produits par la coopérative du Centre-Est. Dans ce but, des lettres furent envoyées, en juillet 1927, à tous les syndicats de la Haute-Saône et l'appel de l'Union du Centre-Est a été entendu.

Rappelons enfin une autre forme de l'action du Centre-Est en faveur de l'Agriculture; celle qu'il exerce au moyen de son journal *l'Action Rurale*, sur lequel il compte pour créer une opinion favorable à l'agriculture.

(1) De Rocquigny : *Les Syndicats agricoles et leur œuvre*, p. 382.

SECTION V

OFFICE REGIONAL DE LA MAIN-D'OEUVRE AGRICOLE DU CENTRE-EST

I

A beaucoup de points de vue, le placement des ouvriers agricoles est une fonction naturelle des syndicats. Procurer des emplois aux ouvriers des champs et aux divers auxiliaires de la culture, leur permet de diminuer l'assistance. Ce genre d'intervention, très apte à favoriser le recrutement dans la population ouvrière, leur donne de plus en plus le caractère de syndicats mixtes qu'ils souhaitent posséder. Mais surtout à notre époque, c'est rendre moins dure la tâche des propriétaires et des fermiers, en leur permettant de cultiver tous leurs champs, et c'est ainsi les retenir à la terre. Le manque de main-d'œuvre dont nous souffrons était déjà sensible en France avant la guerre; l'Union prit des mesures utiles pour y porter remède dans la région du Centre-Est.

Dès 1893, le bureau de l'Union envoyait, à tous les présidents des syndicats unis, une feuille de demandes et d'offres d'emplois. Cette initiative rendit de nombreux services. La question de l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère fut sérieusement étudiée. M. Marlot, cultivateur, à Nogent-les-Montbard, qui avait le premier introduit de la main-d'œuvre polonaise dans la région et même dans toute la France, présenta au bureau de l'Union, en 1910, un remarquable rapport sur la question. Depuis les dirigeants du Centre-Est n'ont cessé de s'intéresser à l'introduction en France de travailleurs étrangers. Elle leur paraît, surtout maintenant, comme absolument nécessaire. « Lorsque de 1928 à 1932, les enfants, nés dans la période 1915-1919, auront atteint treize ans et viendront prendre place dans l'armée des travailleurs, notre activité nationale mesurera alors combien leurs effectifs

sont clairsemés. Vers 1932 s'amorcera l'époque la plus critique, puisqu'elle enregistrera le déficit accumulé des années précédentes, si nous n'avons pu atténuer le mal par différents moyens notamment l'immigration (1). »

Si annuellement, 60 à 80.000 (2) ouvriers agricoles venant du dehors entrent en France, — ce qui répond à peu près aux quantités demandées, — la qualité de ce personnel n'est pas toujours satisfaisante, encore que du fait de l'introduction d'éléments slaves surtout, le caractère de cette main-d'œuvre étrangère s'accorde très bien avec celui de nos agriculteurs et avec leur façon de travailler. D'autre part, de grosses difficultés existent pour son emploi, difficultés qui ont trait au salaire et au logement. L'introduction de la main-d'œuvre étrangère étant accompagnée de frais de transports assez élevés, il y a une tendance à diminuer les salaires, ce qui entraîne l'instabilité d'ouvriers qu'aucune question sentimentale ne retient au village par eux choisi. Les logements de leur pays d'origine sont souvent nettement supérieurs à ceux que nos agriculteurs peuvent leur offrir. Le recrutement est donc difficile; et celui qui est chargé du choix des immigrants se heurte à de nombreuses embûches, surtout lorsqu'il s'agit de travailleurs spécialisés.

C'est pourquoi, en vue de réaliser une introduction méthodique des travailleurs étrangers, « l'Office régional de la main-d'œuvre du Centre-Est » fut créé en 1924. Si, en effet, une politique très nette de l'immigration doit être poursuivie par les Pouvoirs publics, il ne saurait être question de se passer, pour les opérations pratiques touchant les recrutements et l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère, du concours des organisations professionnelles et notamment des organisations agricoles. L'Office s'est rapidement et considérablement développé, malgré la chute du

(1) Rapport de M. Paon au premier Congrès des Paysans du Centre-Est 1926.

(2) Chiffres de M. Paon. *Temps*, 31 août 1928.

franc en 1926. La dépréciation de notre monnaie s'est traduite en effet par de sérieux relèvements des tarifs des frais d'introduction. Les dépenses effectuées en France avaient subi aussi une augmentation importante due aux prix des postes, des chemins de fer, des rations de vivres de route, etc... Toutes ces augmentations accumulées ont élevé sensiblement le montant des frais d'introduction d'un ouvrier étranger. Il était, en 1926, de 593 frs, chiffre représentant d'ailleurs une économie sur le prix d'introduction pratiqué en 1913 pour les ouvriers polonais, qui était alors de 200 frs or, soit près de 1.400 frs aux cours pratiqués en juillet 1926.

En Tchécoslovaquie et en Yougoslavie surtout, la baisse du franc a rendu le recrutement difficile. Les ouvriers de ces deux pays ont en effet trouvé que les salaires en francs-papier, qui leur étaient offerts en France, devenaient dérisoires, et ils ont cessé de venir chez nous.

Malgré toutes ces difficultés, les résultats ont été assez intéressants puisqu'en 1924, 31 ouvriers des deux sexes ont été introduits, en 1925, 1.215; en 1926, 1.651; en 1927, 629; en 1928, 791.

II

L'Office régional de la main-d'œuvre agricole du Centre-Est a donc pour but de procurer des ouvriers aux agriculteurs. Mais il ne suffit pas d'introduire un grand nombre d'ouvriers, il faut encore que ces ouvriers rendent aux agriculteurs les services qu'ils en attendent, et qu'ils leur arrivent au moment où ils en ont besoin. En ce qui concerne l'aptitude professionnelle, les difficultés sont facilement résolues; il n'en va pas de même pour la stabilité. On a vu, à certaines époques, l'importance des ruptures de contrat atteindre jusqu'à 18 % du nombre des introductions. Certains immigrants ne signaient les contrats que pour entrer en France et passaient directement à l'industrie avant d'arri-

ver chez leur employeur (1). La question de la rapidité de l'introduction, elle aussi, est assez complexe.

Quelles sont les catégories d'ouvriers que l'Office de main-d'œuvre du Centre-Est est en mesure de procurer aux agriculteurs? Ce sont des ouvriers isolés, des ménages sans enfant et des familles complètes. Les *ouvriers isolés* sont répartis en plusieurs catégories : les spécialistes-bouviers, charretiers, jardiniers, bergers, dont les délais d'introduction sont relativement longs : de 6 à 10 semaines; les hommes à toute main, très demandés et introduits dans un délai moyen de 4 semaines. En 1925, a été créé un service spécial dit « Express ». Les ouvriers express savent conduire les chevaux et connaissent tous les travaux agricoles en général; ils sont fournis dans un délai moyen de 10 jours, avec un contrat d'embauchage de 1 à 12 mois au choix de l'employeur. Appartenant à la catégorie la plus courante, ils sont susceptibles de rendre de grands services à tous les agriculteurs, particulièrement à ceux qui se sont laissé prendre au dépourvu et qui éprouvent un pressant besoin de main-d'œuvre. Le montant des frais d'introduction était en 1925 de 451 francs. Pour les femmes, venant isolément, il y a trois catégories : les vachères, les bonnes de ferme sachant traire et les bonnes de ferme ne sachant pas traire. Le délai d'introduction était de deux mois en 1926; il a été à 15 jours environ pour les bonnes ne sachant pas traire. Quant aux *ménages sans enfant*, le temps pour les recruter est très variable suivant les qualités demandées à l'homme et à la femme.

L'installation de *familles* est une œuvre particulièrement intéressante, car leur introduction n'apporte pas seulement un remède à la crise de main-d'œuvre actuelle en fournis-

(1) La loi du 11 août 1926 a apporté un remède à cet abus, en interdisant d'employer un étranger non muni de la carte de travailleur; d'embaucher un travailleur encore lié par contrat avec un employeur; d'occuper dans une autre profession que celle portée sur sa carte d'identité, un étranger introduit en France depuis moins d'un an.

sant immédiatement comme travailleurs des membres de ces familles déjà en âge de travailler, elle constitue encore un remède d'avenir, car les enfants de ces familles, généralement nombreux, constituent une pépinière de travailleurs. Trois types de famille sont considérés :

a) Les familles d'ouvriers agricoles ayant déjà travaillé en France, qui ont l'avantage d'être au courant de la langue, des usages, des méthodes de culture, et qui sont en mesure de vivre isolément sans avoir besoin d'être guidées dans tous les détails de la vie courante. Les membres de ces familles peuvent être utilisés comme maîtres valets ou installés dans des villages en qualité de journaliers agricoles. Pour ce faire, il faut leur procurer un logement avec mobilier et jardin et leur garantir un certain nombre de journées de travail par an. La famille étant déjà en France, les frais de cette installation sont peu élevés et peuvent être récupérés soit par le paiement d'un loyer, soit par des retenues effectuées sur le salaire à verser aux membres de la famille. Comme garantie, les dits membres peuvent être tenus de travailler un certain nombre de jours chez le propriétaire ou chez les adhérents de l'organisme qui a avancé les frais d'installation.

b) Les familles d'ouvriers agricoles venant directement de l'étranger et spécialement de Pologne, qui ne peuvent être laissées à elles-mêmes, au début au moins, puisqu'elles ne sont pas au courant de la langue et des mœurs. Il faut donc les installer à proximité de l'exploitant qui les guidera, non seulement dans l'exécution du travail lui-même, mais aussi dans les détails de la vie courante. Ces familles constituent une excellente main-d'œuvre stable, malheureusement coûteuse à cause des frais d'introduction. Il est vrai qu'une introduction progressive est possible.

c) Les familles de petits propriétaires, qui viennent s'installer définitivement en France comme métayers, fermiers ou même petits propriétaires. Comme il n'est pas possible de confier dès le début à ces familles, ignorant tout de notre langue et de nos méthodes, la direction d'une exploitation

agricole, il faut que leurs membres effectuent un stage préalable comme domestiques salariés. C'est là une main-d'œuvre particulièrement intéressante parce que vraiment désireuse d'apprendre. D'autre part, comme elle dispose de quelques ressources, elle accepte de supporter la plus grande partie des frais d'introduction, ce qui diminue d'autant le montant de la somme à verser par les employeurs qui recourent à elle. C'est l'introduction de ces familles dites « d'apprentis colons partiaires », que pousse le plus l'Office de la main-d'œuvre du Centre-Est.

III

L'Union du Centre-Est des Syndicats agricoles et viticoles a essayé, par son Office régional de main-d'œuvre, de fournir aux agriculteurs les ouvriers dont ils ont besoin, en quantité et en qualité. Elle ne pense pas que son rôle s'arrête là. Ces ouvriers sont des hommes et peuvent être des syndicalistes. L'Union s'est donc tracé comme programme d'inciter ses membres exploitants agricoles à aider leurs ouvriers. C'est non seulement un devoir social et patriotique, mais encore l'intérêt bien compris des agriculteurs qui lutteront ainsi efficacement contre l'attrait trop puissant de la ville sur leur personnel.

Comment l'exploitant agricole peut-il aider ses ouvriers? M. Adrien Toussaint, président actuel de l'Union du Centre-Est, a répondu à cette question dans un rapport au 1^{er} Congrès des Paysans du Centre-Est. L'exploitant doit aider ses ouvriers *au point de vue matériel*, en améliorant leur situation. Particulièrement, il leur assurera un logement convenable, leur donnera un salaire susceptible de les retenir à la terre et les intéressera autant que possible aux bénéfices. Il préconisera les coopératives de consommation, développera les petites industries rurales, etc... S'ils ont affaire à des étrangers, les agriculteurs, agiront sagement en respectant

leurs traditions et en leur assurant le bénéfice des dispositions législatives prises en leur faveur. *Au point de vue intellectuel et moral*, l'employeur fera connaître à ses ouvriers la législation sociale : lois sur les retraites, l'assistance aux vieillards, les accidents du travail, les femmes en couches, les primes d'allaitement, de natalité, l'assistance aux familles nombreuses, etc... Il facilitera l'enseignement rural et fera connaître les avantages du syndicalisme agricole.

Toutes ces idées sont propagées par la presse dans l'Action Rurale, et par la parole, au cours des conférences de propagande que fait l'Union du Centre-Est.

Il est indéniable que par cette « tactique de main-tendue » (1), patrons et ouvriers se rapprocheront de plus en plus réalisant ainsi la paix sociale.

SECTION VI

SERVICES TECHNIQUES ET ECONOMIQUES

I. — *L'Office d'Economie rurale du Centre-Est*, a pour but de donner aux agriculteurs de la région tous les renseignements utiles sur les cours des produits agricoles, des denrées nécessaires à l'agriculture, etc... La comptabilité agricole, les prix de revient font l'objet de ses études, de même que, le cas échéant, les machines, les engrais, etc...

Les deux formes de son action sont les suivantes : les réponses aux lettres ou demandes orales des agriculteurs, et d'autre part, la diffusion des renseignements par l'Action Rurale, dans la rubrique « Foires et Marchés ».

II. — *Le Secrétariat du Lait*.

1. — D'après M. Carreau, vétérinaire, inspecteur des abattoirs de Dijon (2), le prix de la ration journalière d'une vache laitière était en 1913 de 1 fr. 17, et le lait vendu à

(1) Rapport précité de M. Toussaint.

(2) *La Terre de Bourgogne*, du 6 novembre 1926.

domicile valait 0 fr. 30 le litre. En 1926, la même ration était 13 fois plus chère, soit 15 fr. 50 et le litre de lait vendu 1 fr. 40 à 1 fr. 50. Le litre de lait d'une vache, qui en aurait produit 10 litres par jour en moyenne, revenait en 1913 à 0 fr. 117 non compris la main-d'œuvre, l'amortissement du loyer, du prix de la vache et il était vendu à la ferme 0 fr. 15. En 1926, le prix de revient était de 1 fr. 75, y compris les frais de toutes sortes : loyer, main-d'œuvre, amortissement du prix de la bête — qui perd 1.000 francs par tête en raison de la différence du prix d'achat avec le prix de vente en fin de location. — De 1913 à 1926, en effet, le foin est passé de 30 à 350 francs les 500 kgs, la paille de 16 à 70 francs les 500 kgs, les betteraves de 12 à 250 frs. les 1.000 kgs, le tourteau d'arachide de 20 à 170 francs les 100 kgs. Le lait est donc vendu à perte par le producteur, perte d'autant plus décourageante que les intermédiaires, auxquels il le livre, ont des bénéfices assurés. Bien plus, non rémunératrice, la production du lait est également dangereuse (1). Parfois des campagnes de presse surexcitent les consommateurs que les municipalités et même les pouvoirs publics essaient de protéger, en attaquant les producteurs. Devant les tribunaux, les laitiers et les industriels qui cherchent à favoriser la production, par des primes ou en achetant plus cher, peuvent être condamnés pour délit de suroffre.

Le seul remède à cette situation c'est l'organisation de la profession par l'association. N'y a-t-il pas des exemples bons à suivre? Sans parler des laiteries des Charentes ou du Poitou, de la Société coopérative de produits laitiers de Nyon-la-Forêt dans l'Eure, il existe à Auxerre une coopérative qui vend après pasteurisation ou sous forme de fromage (genre camembert, Pont-l'Evêque, Coulomniers) 10 à 15.000 litres de lait, fournis chaque jour par 1.100 adhérents.

Dans le Sud-Est, un secrétariat du lait a obtenu des résultats tangibles. En 1921-22-23 les acheteurs disposaient, à leur gré du marché et du cours du lait en face de la masse

(1) *Action Rurale*, du 7 novembre 1926.

inorganisée des cultivateurs. Le lait était tombé à 0 fr. 35 ou 0 fr. 45 à l'étable. En 1924, les rapports entre producteurs et acheteurs devinrent plus courtois grâce au secrétariat. La baisse demandée par la ville de Lyon et injustifiée à cette époque, fut retardée indéfiniment. Au point de vue de la défense générale, plus de 60 cas de fraude ont été défendus par ce Secrétariat et 50 ont été acquittés. Un prix de base, fixé après entente avec la municipalité, a amené un bénéfice supplémentaire de 3 à 4 millions pour les producteurs, et la lutte contre la vaginité et la tuberculose bovine est encore menée activement.

C'est de ces exemples qu'est née l'idée de grouper les syndicats de producteurs de lait, les coopératives laitières et leurs unions autour du « Secrétariat du lait », qui se propose d'obtenir, en coordonnant les efforts de tous ces producteurs isolés, pour un « lait entier, pur, propre et sain, un prix de vente rémunérateur laissant au producteur un juste bénéfice ».

2. — Le Secrétariat du lait, créé en 1924, veut être un « centre puissant d'information, de réalisation, de liaison, de publicité et de défense ». Il renseigne ses adhérents sur les méthodes de production et de transformation, sur les prix de revient et les prix de vente du lait et de ses dérivés (beurre, fromage, caséine), sur les lois, décrets et tous actes de l'autorité, etc... Il doit parfaire l'organisation de la production en fondant des syndicats, des coopératives. Il effectue la liaison entre tous les groupements de producteurs par l'envoi à ses adhérents de « l'Action Rurale » et de périodiques spéciaux. C'est par une large publicité, réalisée par le tract, l'affiche, les articles de la presse, les conférences, que l'opinion publique sera éclairée sur la question du lait.

C'est grâce à son information, à sa documentation, à la liaison assurée avec les groupements déjà existants et à la réalisation de nouveaux progrès que le Secrétariat du lait est l'organe de défense des producteurs; défense fiscale et judiciaire.

3. — Dès sa période d'organisation, le Secrétariat du lait du Centre-Est a manifesté son activité. Il a participé en 1925, à une mission d'études en Suisse, a publié de nombreux articles de défense, s'est opposé à certains vœux proposés par des corps élus. C'est à son instigation qu'a été créé, le 3 mars 1928, le Syndicat des producteurs de lait de la région. Il s'occupe activement de l'étude et du lancement de la coopérative laitière qu'il voudrait organiser dans les environs de Dijon. Enfin il a assuré la défense morale (affaire de Vanvey) ou judiciaire (affaire de Fougerolles) des producteurs de lait.

CHAPITRE VI

L'ACTION SOCIALE

L'Union du Centre-Est des syndicats agricoles et viticoles a voulu avoir une action sociale.

SECTION I

ACTION GENERALE ET PREVOYANCE

Un immensément grave problème se pose dans notre pays, celui de la natalité, avec son corollaire la désertion des campagnes. Les syndicalistes du Centre-Est se sont toujours efforcés d'encourager la natalité et de faire aimer la terre sans laisser de côté, pour autant, les questions préoccupantes d'assistance et de prévoyance sociales. L'Union créa une Commission des Institutions de prévoyance, qui étudia l'organisation de l'assistance dans les campagnes, la question de la petite propriété privilégiée en collaboration avec le Musée Social, les hypothèques rurales, les warrants agricoles, la constitution du bien de famille insaisissable. En 1919, elle émit des vœux demandant que l'accession à la petite propriété soit facilitée par des baux de 20 ans avec facilité d'achat, que les logements des ouvriers agricoles soient plus hygiéniques, que les mutilés ouvriers agricoles soient envoyés dans des centres de rééducation professionnelle, que la journée de huit heures ne soit pas appliquée à l'agriculture.

En ce qui concerne les retraites ouvrières, l'Union fit une propagande active. Une Caisse régionale fut projetée, mais sa réalisation présentant des difficultés, l'Union s'affilia à la Caisse de l'Union Centrale des Syndicats des agriculteurs de France.

SECTION II

NATALITE

La dépopulation des campagnes fut une des plus grosses préoccupations de l'Union. Elle tendit à y remédier par une action générale et surtout par la création d'une caisse d'allocations familiales.

I. — *Etudes, Vœux.*

En 1910 et en 1911, des études très poussées furent faites par l'Union sur la dépopulation des campagnes. Elle se fit représenter au Congrès de la dépopulation à Dijon en 1911. En 1919, elle émit le vœu que des dégrèvements d'impôts soient accordés aux familles nombreuses. D'importants articles de l'*Action Rurale* ont traité de cette question de la dénatalité et de la désertion des campagnes dans le Centre-Est, question qui a été spécialement étudiée par M. Tous-saint.

II. — *La Caisse agricole d'allocations familiales du Centre-Est.*

C'est le 12 juin 1926 que cette Caisse fut fondée avec le but de donner aux ouvriers agricoles adhérents chargés de famille, à côté et en dehors de leur salaire, des indemnités calculées d'après le nombre d'enfants à leur charge en dessous de 18 ou 16 ans. L'Union du Centre-Est, effrayée de l'abandon de la terre, a voulu, sur ce terrain de la famille, donner à l'ouvrier agricole les mêmes avantages que ses camarades de l'industrie possèdent par les allocations familiales qui sont de plus en plus répandues. C'est un moyen de retenir à la terre non seulement des familles françaises, mais encore les familles étrangères introduites en France.

La Caisse doit trouver ses ressources dans les cotisations de ses membres bienfaiteurs, honoraires ou adhérents. Pour les obtenir, elle fait comprendre aux agriculteurs que « non

seulement c'est pour eux un devoir de se préoccuper du sort de leurs ouvriers qui ne reculent pas devant les charges d'une famille, mais que c'est encore leur intérêt le plus évident (1). »

Malheureusement, le président de la dite Caisse n'ayant pu s'en occuper activement, les résultats obtenus jusqu'à ce jour sont à peu près nuls.

SECTION III

ENSEIGNEMENT.

I

« L'exode des jeunes paysans, s'il n'est pas encouragé et favorisé sciemment par l'Ecole publique, est du moins la conséquence fatale du déclassement que préparent des maîtres qui ne savent souvent plus ni faire aimer ni faire estimer la terre (2). » Persuadés que « peu de professions exigent autant de connaissances que l'agriculture, qu'il est néfaste pour leurs fils de voir certains de jeunes parvenus, qui ont été aiguillés vers la ville et qui ne reviennent au village que pour exhiber leur complet de bonne coupe, faire de bons dîners et d'amples provisions, vanter les bienfaits de la loi de huit heures, de la semaine anglaise »... (2), les agriculteurs veulent qu'on donne à l'agriculture la place qu'elle doit avoir à l'école publique rurale.

Dans ce but, il importerait que les instituteurs et institutrices, trop fréquemment déplacés, soient fixés au village par des avantages divers qui leur rendent moins tentant un poste en ville. Ainsi, ils s'intéresseraient davantage peut-être aux choses et aux gens qui les entourent.

Les agriculteurs du Centre-Est, d'autre part, se sont prononcés contre l'Ecole unique telle qu'elle a été présentée. car on ne donnera pas aux jeunes paysans l'amour de la

(1) *Action Rurale*, du 1^{er} juillet 1926.

(2) *Action Rurale*, du 7 janvier 1927.

profession de cultivateur, non plus que les moyens pratiques de devenir de vrais agriculteurs, en leur faisant suivre le programme d'enseignement des enfants de la ville. C'est un tort que d'imposer aux jeunes paysans plus ouverts, des études qui ne les ramènent pas, bien au contraire, derrière la charrue.

II

Cette question de *l'enseignement agricole* a toujours vivement préoccupé les dirigeants de l'Union du Centre-Est, et, avant même d'émettre des idées sur l'organisation de l'enseignement en général et les réformes à y apporter, ils décidaient de devancer les Pouvoirs publics.

En 1896, une « Commission de l'Enseignement » était constituée. Elle adoptait un programme approprié aux cultures de la région et invitait les directeurs d'écoles libres à présenter des candidats pour l'obtention de diplômes.

Quelques directeurs se décidèrent à faire un cours d'agriculture et des examens purent avoir lieu à la fin de l'année scolaire, en 1897 et en 1898, devant des jurys compétents formés à cet effet. 40 diplômes furent délivrés en 1897, 111 en 1898. En 1908, 84 élèves du Jura, du Doubs, de la Haute-Saône, reçurent des diplômes d'instruction agricole supérieure, ainsi que 25 jeunes gens de la Côte-d'Or. En 1909, les examens donnèrent les résultats suivants : dans le Doubs 129 élèves, dans le Jura 34, dans la Haute-Saône 18, dans la Côte-d'Or 30, reçurent des diplômes de l'Union. En 1911, 232 diplômes furent décernés et 210 en 1912.

A cette époque, l'enseignement était donné en particulier à Levier et Ecole dans le Doubs, à Gray, Gy et Marcey-sur-Saône dans la Haute-Saône, à Champagnole. Morez, Saint-Amour dans le Jura, à Dijon enfin.

La guerre désorganisa l'enseignement dans de nombreuses écoles qui prêtaient leur concours à l'Union, au point que la Commission d'examen ne reprit ses opérations qu'en 1921 pour décerner 305 diplômes à Lons-le-Saunier, Ecole,

Levier, Besançon, Dijon. Les résultats diminuèrent considérablement à cette époque. Un nouvel effort fut tenté en 1923 par la création d'un cours d'enseignement agricole par correspondance. Ce cours dure 6 mois chaque année, d'octobre à mai; il est professionnel c'est-à-dire agricole et pratique, mais conçu de telle sorte que l'instruction générale de l'élève se trouve développée. Il s'adresse aux jeunes gens ayant quitté l'école. Son programme est : « apprendre à voir, à étudier, à réfléchir, à conclure, à agir pour le bien du métier ». A côté d'études théoriques, de devoirs mensuels, chaque élève fait des observations continues sur une exploitation de son choix, et les consigne sur un « carnet de ferme ». Des excursions sont organisées qui ont pour but de développer, chez les jeunes gens, l'esprit d'observation, de leur rendre claires et compréhensibles les notions de l'enseignement, de leur faire apprécier les avantages de bons procédés de culture et d'élevage, de leur montrer les bienfaits de l'ordre, de la propreté et de l'économie, etc... Ces excursions sont faites sous la conduite d'un moniteur.

Enfin, comme il est bon que les élèves assistent à quelques essais ou se livrent eux-mêmes à quelques expériences pratiques, les expériences ou l'étude des essais tentés chez des cultivateurs sont vivement encouragés.

A partir de 1926, on constate une reprise, particulièrement dans le département du Doubs, où 137 élèves furent examinés et 120 reçurent un diplôme. D'autre part, l'enseignement par correspondance, qui n'avait fait que végéter, est revenu à l'ordre du jour en 1928 et semble devoir atteindre un important développement.

Un centre d'enseignement agricole est l'Ecole St-Joseph de Dijon, où les études durent trois ans et comportent, outre une révision sérieuse des programmes du certificat d'études, des cours d'électricité, de chimie, de botanique, de zootechnie, de comptabilité rurale et de droit rural. Un cours élémentaire de polonais a été institué pour tenir compte de l'introduction d'un nombre important de familles polo-

naïses dans la région. Les élèves font de l'horticulture, des essais d'engrais, des travaux pratiques de forge, d'électricité, de charronnage, des visites d'usines. Les diplômes sont accordés par l'Union du Centre-Est, après examen par les ingénieurs de la Maison du Paysan. Au pensionnat libre de Semur, existe également un cours d'enseignement agricole qui, réorganisé, a délivré 7 diplômes en 1928.

Les difficultés auxquelles se heurte l'enseignement agricole tiennent surtout au manque de main-d'œuvre, les parents reprennent leurs enfants afin que ceux-ci les aident dans la culture.

III

C'est l'enseignement ménager qui, répandant les connaissances domestiques élémentaires, permettra au paysan d'avoir un logis attirant en même temps qu'une vie plus confortable et plus économique à la fois. De solides qualités ménagères chez la femme, d'autre part, ne sont-elles pas un puissant facteur de concorde familiale?

En 1907, une école normale ménagère fut fondée à Dijon, rue Claude-Bernard. L'Union accorda des bourses à trois jeunes filles. En 1911, cette école reçut, ainsi que l'école ménagère de Lons-le-Saunier, une médaille décernée par la Société des Agriculteurs de France. En 1912, l'Union des Syndicats du Jura organise une école ménagère ambulante. La même année, en Côte-d'Or, une école ambulante donne des cours à Perrigny, Chenôve et Semur. En 1911, l'enseignement ménager est donné dans 6 écoles à Gray, Mercey-sur-Saône, Selongey, Semur, Saint-Jean des Vignes, les Fontenottes, et 44 élèves diplômées.

La guerre obligea ces écoles à suspendre leurs cours. Ils furent repris par l'école de Lons-le-Saunier et celle de Dijon. « La Maison familiale ménagère de Dijon » comprend trois groupements : a) l'Ecole ménagère, dont le but est de développer l'intelligence des jeunes filles par des causeries, leçons, lectures; de former leurs consciences, d'en faire des épou-

ses, des femmes d'intérieur habiles, sachant les soins à donner aux enfants, aux malades, ayant l'amour de la terre, des travaux de couture, lingerie, etc... En 1925-26, cette école a admis 52 élèves; b) Le cours de maîtresse de maison, où la formation pratique est la même qu'à l'école ménagère, mais s'adresse à des jeunes filles plus âgées et plus cultivées; c) Le cours normal, dont l'objet est la formation de professeurs capables de donner, dans les centres urbains et ruraux, l'enseignement familial ménager.

L'Union du Centre-Est fournit au Comité de la Maison familiale trois membres qui font partie de son jury d'examen, elle lui donne en outre un gros appui moral.

Les résultats de ces efforts sont intéressants, surtout en ce que la majorité des anciennes élèves épousent des ruraux.

SECTION IV

COMITE DE CONTENTIEUX

I

Les questions de bornage, de mitoyenneté, les dispositions du droit rural, de législation fiscale et même de droit civil, renferment fréquemment des obscurités surtout pour ceux qui ignorent à peu près tout de ces questions. De cette ignorance profitent souvent des hommes d'affaires plus ou moins consciencieux. Il fallait protéger le paysan contre ces agissements. C'est pourquoi fut créé dès 1894 le Comité de contentieux.

Les consultations données par ce Comité sont de l'ordre de 300 en moyenne par an, tant par lettres que par exposés oraux, et ceci à titre purement gracieux.

Outre les transports, bornages, locations, litiges en général, l'impôt sur les bénéfices agricoles a donné lieu à de nombreuses consultations ainsi que la loi du 9 juin 1927 sur la révision des baux à ferme à longue durée.

De même, en matière d'assurances, fréquentes sont les discussions avec les Compagnies. La loi du 15 décembre 1922 et celle du 30 avril 1926 ont été l'occasion de nombreux litiges. L'article 16, de la première de ces lois, stipulait que « les contrats d'assurances souscrits antérieurement à cette publication pour les exploitations visées à l'article 1 seraient, même s'ils couvraient ou déclaraient couvrir les risques spécifiés par les lois des 9 avril 1898, 30 juin 1899, 22 mars 1902, 31 mars 1905 et 12 avril 1906 résiliés de plein droit à compter du jour de l'application de la présente loi ». Une disposition interprétative contenue dans l'article 4 de la loi du 30 avril 1926, venait préciser cette résiliation.

Cette même loi du 30 avril, dans son article 7, stipulait qu'elle ne serait applicable pour les nouveaux assujettis que 6 mois après sa promulgation, et accordait la faculté, pendant cette période de six mois, de résilier les contrats d'assurance collectifs et individuels souscrits pour les risques de droit commun.

Ce sont ces dispositions, claires à première vue, qui ont soulevé beaucoup de difficultés d'application; les Compagnies n'acceptant souvent pas les résiliations qui leur étaient demandées. Le Comité de contentieux n'a pas hésité à soutenir, en certains cas, des procès qu'il jugeait particulièrement intéressants en tant que susceptibles de résoudre des questions de principe.

II

La défense juridique est le complément indispensable de l'assurance de la responsabilité civile, et servira à venir en aide aux sociétaires victimes d'un accident au lieu d'en être les auteurs. La garantie de cette défense ne serait, bien entendu, accordée qu'à ceux qui se trouvent déjà titulaires d'une police tiers.

Les « contrats de défense juridique » auront pour objet de faire obtenir à ces sociétaires, victimes d'accidents, le paiement de tous dommages corporels et matériels, soit à

l'amiable, soit judiciairement. La Caisse régionale se réservera donc de ne pas intervenir dans le cas où la cause est indéfendable ou si des offres suffisantes ont été faites à la victime.

La garantie de ces polices ne s'appliquera donc qu'aux accidents proprement dits engageant la responsabilité du tiers; elle ne s'étendra pas, en principe, aux litiges qui seraient d'une autre nature.

L'Union du Centre-Est étudie l'organisation de ce service qui sera de la plus grande utilité pour les cultivateurs, souvent ignorants de toutes les complications de procédure, et grâce auquel ils se verront efficacement protégés.

DEUXIÈME PARTIE

LES MOYENS — LES IDÉES DIRECTRICES LES RESSOURCES DU CENTRE-EST

Une union de syndicats, comme une administration ou une entreprise quelconque, doit avoir des ressources dont la valeur sera d'autant plus grande qu'elles seront bien employées, grâce à un personnel d'élite appliquant des méthodes étudiées. Il importe donc d'examiner les ressources de l'union, son personnel, ses méthodes de travail. Après cette étude d'ensemble de l'activité et des moyens de l'union, il sera nécessaire, pour en apprécier l'œuvre, d'en dégager les principes directeurs et les résultats profonds.

CHAPITRE PREMIER

LES MOYENS D'ACTION

SECTION I

RESSOURCES. — ADMINISTRATION

Les ressources de l'Union du Centre-Est sont financières, mobilières et immobilières.

A. Les premières sont fournies par les cotisations annuelles des syndicats adhérents. Les modes d'affiliation des syndicats et le taux de leur cotisation ont varié. La Chambre syndicale de l'Union, dans sa réunion du 26 mai 1928, a décidé qu'il y aurait désormais : 1° Une affiliation provisoire, par une cotisation annuelle de 0 fr. 10 par membre sans abonnement au journal; le syndicat n'ayant droit qu'au Service commercial, sans les ristournes de fin d'année; 2° Une affiliation définitive, par une cotisation de 6 fr. par membre et par an, avec abonnement gratuit à l'« Action Rurale ».

Les syndicats spécialisés sont admis avec une cotisation de 0 fr. 10 par membre, mais ont droit aux Services de la Maison du Paysan.

Toutes ces cotisations sont payables annuellement, au siège de l'Union, avant le 31 mars. Le total des sommes provenant de ces sources est minime, mais l'Union peut recevoir, en outre, des subventions et des dons.

Des problèmes de trésorerie se posent spécialement en ce qui concerne le fonctionnement du Service des Achats en commun. La Caisse des Dépôts et Prêts du Centre-Est y fait face par des ouvertures de crédit. Par décision de la Chambre syndicale, du 26 mai 1928, une ouverture de crédit de 500.000 fr. a été contractée, à réaliser au fur et à mesure des besoins : avec préavis de huit jours pour les sommes supé-

rieures à 15.000 fr. et 5 jours pour les sommes comprises entre 5.000 et 15.000 fr. Cette avance en compte courant, à intérêts réciproques, est faite au taux de 4,50 % lié cependant aux fluctuations du taux d'escompte de la Banque de France auquel il devra toujours être supérieur de $1/2$ %. L'Union du Centre-Est s'engage à souscrire un nombre de parts sociales de la Caisse des Dépôts et Prêts du Centre-Est égal à la cinquantième partie de l'ouverture de crédit en compte courant.

B. Les moyens mobiliers de l'Union comportent son matériel de bureau (tables, classeurs, machines à écrire, etc...) et ses automobiles.

Le service des automobiles nécessite une mention spéciale à cause de son importance relativement grande. Une action rapide dans des contrées souvent mal desservies exigeait l'emploi de ce moyen de transport. Plusieurs services, spécialement ceux de la mutualité, sont titulaires d'une automobile.

L'entretien de ce matériel, logé dans un garage annexe à la Maison du Paysan, est confié à un service spécial dont il sera question plus loin.

C. Quant aux immeubles, celui de la rue Monge appartient à la Caisse des Dépôts et Prêts et celui de la rue Charles Briffaut à la Caisse Régionale Incendie. Un terrain et un magasin situés route de Gray sont affectés à la coopérative. D'autre part, la donation d'un immeuble lui a été proposée récemment et elle l'a acceptée.

II

L'Union est administrée par une *Chambre syndicale* composée de 61 membres au plus. La Chambre Syndicale nomme un bureau comprenant un président, 8 vice-présidents, 1 secrétaire général, 1 secrétaire général adjoint et 1 trésorier (art. 11 des statuts), qui se réunissent en principe tous les deux mois.

Les membres de la Chambre syndicale, dont les fone-

tions sont gratuites, sont élus pour 6 ans par l'Assemblée générale de l'Union sur la proposition de la Chambre syndicale; ils doivent faire partie d'un des syndicats unis. La Chambre syndicale se réunit sur la convocation de son président et en principe tous les quatre mois. Elle délibère valablement si le quart des membres est présent. Il est dans ses attributions de prononcer l'admission des syndicats, de prendre toutes décisions et mesures sur les matières qui se rattachent à l'objet de l'Union, de préparer les travaux, propositions, vœux et ordres du jour à soumettre aux assemblées générales. Elle peut déléguer à son bureau tous pouvoirs utiles pour l'administration de l'Union sauf, pour ce dernier, à faire approuver par la Chambre syndicale les décisions prises. Bref, c'est vers elle que tout converge, devant elle que sont portées toutes les questions d'intérêt général.

L'Assemblée générale se compose de la Chambre syndicale, des présidents de tous les syndicats affiliés et d'un délégué par cent membres pour chaque syndicat; elle se réunit une fois par an au siège social. Elle constitue le pouvoir suprême de l'Union, dont les décisions sont valables lorsque le quart des syndicats est représenté, sans tenir compte des membres délégués par chaque syndicat. Elle entend un rapport sur l'ensemble des opérations de l'Union, nomme les membres de la Chambre syndicale à la majorité des voix. Des assemblées extraordinaires peuvent être tenues si le besoin s'en fait sentir; en ce cas, les convocations doivent être faites au moins huit jours à l'avance au lieu de 15 pour les assemblées ordinaires. Ces assemblées sont appelées à statuer sur les questions particulièrement importantes telles que des modifications aux Statuts.

La réunion de la Chambre syndicale du 25 février 1928 a apporté quelques perfectionnements dans l'administration. L'Union du Centre-Est, étant l'animatrice de la Maison du Paysan, doit agir de telle sorte que les « Unions Départementales, qui ont un grand rôle social à remplir, et les filiales — crédit, coopération, mutualité — marchent la

main dans la main, d'accord et soumises à des directives d'ensemble acceptées de tous » (extrait du procès-verbal).

Dans ce but ont été établis : des *Commissions d'Etudes*, dont le but est de permettre à des personnes compétentes d'étudier chez elles les questions qui leur sont posées par les secrétaires de ces commissions; un *Comité de Rédaction du Journal*, responsable de la marche du journal et des articles qu'il contient; des *conférences de présidents*, où se rencontrent les présidents des Unions départementales et des sociétés filiales pour trancher les questions importantes ou faire d'utiles échanges de vues; des *conférences d'agents* départementaux ou chefs de services, pour que l'action de ceux-ci soient coordonnée, contrôlée, dirigée. Les commissions d'études sont les suivantes : Propagande, Législation, Sylviculture, Elevage et Production du lait, Viticulture, Grande culture, Enseignement, Génie rural, Commission paritaire des baux ruraux (créée le 26 mai 1928). De temps en temps, elles se réunissent à Dijon pour rédiger des vœux aussi bien sur les problèmes soumis à l'examen de l'opinion ou des Pouvoirs publics que sur les réformes intérieures à opérer. Les vœux sont transmis à la Chambre syndicale qui leur donne suite. Le rôle respectif des organes d'exécution est le suivant : le *Directeur général* est chargé des affaires courantes, de l'organisation, du personnel. Il suit les engagements de dépenses, l'action des agents départementaux et des inspecteurs mutualistes. Le *Président* veille au développement progressif du mouvement syndical et de ses filiales, donne l'impulsion aux créations nouvelles. Il est, en outre, à Paris, l'observateur : il se tient en contact avec les grands groupements professionnels, le Parlement, le Ministre de l'Agriculture.

Enfin, il existe un contrôle social, administratif, financier et comptable. Le premier doit chercher à savoir si l'on se maintient dans la doctrine d'organisation professionnelle adoptée par la Maison du Paysan; il s'occupe également des méthodes de propagande. Le contrôle administratif

s'assure du respect des dispositions législatives et statutaires; il est du ressort des Conseils d'administration de chaque groupement régional, du Ministère de l'Agriculture et de celui des Finances. Le contrôle financier et comptable, destiné à vérifier la sincérité des bilans, est assuré par les Commissaires de contrôle et de surveillance, au besoin par un expert-comptable. Il l'est également par les Ministères du Travail et de l'Agriculture pour la mutualité; par la Caisse Nationale de Crédit Agricole pour les Coopératives ayant reçu des avances, puis par le Ministère des Finances.

SECTION II

LE PERSONNEL

I

Ce qui fait la force d'un syndicat, d'une association, d'une entreprise, c'est la valeur de ceux qui les dirigent. Si l'on songe que dans les syndicats, les mutuelles, les coopératives, l'Union, toutes les fonctions de direction sont gratuites, on se rendra compte du dévouement du personnel de l'Union du Centre-Est. Alors que les Compagnies d'assurances ne trouvent souvent pas d'agents locaux, les mutuelles du Centre-Est ont trouvé des secrétaires. Etre secrétaire n'est pas toujours une tâche facile. Si, avec un peu de méthode et d'ordre, on arrive à faire, sans trop de peines, le travail de cette fonction, il faut voir que c'est néanmoins sacrifier un peu de ses loisirs, de son repos. Les 2.500 secrétaires des Caisses locales du Centre-Est sont une preuve frappante que le royaume de l'argent a tout de même des limites, et que le désintéressement et l'idéal existent encore dans nos campagnes.

N'étaient-ils pas désintéressés aussi ceux qui les premiers, bravant les critiques, l'ironie, créèrent des syndicats, des mutuelles; ceux qui s'attaquant à de dures difficultés matérielles ont fondé, sans profit pour eux, les organismes d'assurances ci-dessus examinés; ceux qui ont malgré l'apathie

générale — conséquence de la guerre d'où ils revenaient pour la plupart — réorganisé l'Union de Bourgogne et de Franche-Comté en lui donnant cet esprit d'audace qui en fera demain une des premières unions régionales de France?

Au Centre-Est, l'exemple de foi et de dévouement qui vient d'en haut est suivi à tous les échelons. Il est d'autant plus entraînant que — remarque intéressante — dirigeants et employés sont tous des hommes jeunes, qui à cause de cela même ne s'embarrassent pas de préjugés ni de méthodes désuètes. Pour raison d'économie, les inspecteurs qui fondèrent les premières associations ont été remplacés par des « Contrôleurs locaux » qui ont, pour exécuter leur mission : des guides permanents (Guide pratique, Incendie, Accidents, Syndical, etc.), des renseignements périodiques (instructions mensuelles), des informations ou instructions particulières.

C'est ce personnel ardent, entreprenant, qui a renoué l'Union, lui a donné son orientation actuelle et, à n'en pas douter, la conduira vers une prospérité plus grande encore. Un problème surgit cependant : comment et où ce personnel d'élite qu'il faudra chaque jour plus nombreux sera-t-il recruté et formé?

Cette question si grave ne donne pas d'inquiétudes car les dirigeants du Centre-Est, persuadés de son importance, s'en sont préoccupés. Un lien fort, sous la forme d'un bulletin spécial, de réunions, conversations, etc., doit maintenir toujours parmi les chefs la même doctrine, la même ardeur, en même temps qu'il leur donnera les conseils techniques et les instructions appropriées. Bien plus, l'enfance sera gagnée à la cause par l'enseignement agricole et ménager, et bientôt, si cette œuvre n'est déjà commencée, par l'influence maternelle. Sur ce point le programme actuel des chefs de l'Union est net : exploiter méthodiquement, en faveur de l'agriculture, l'influence si grande de la femme sur son mari et ses enfants.

II

La femme, en effet, peut exercer une action considérable. Beaucoup, d'ailleurs, ont déjà le droit de vote pour les Chambres d'Agriculture et toutes, peut-être demain, auront le droit de vote municipal, voire politique. Il faut les grouper dans des sections féminines de syndicats, sur le modèle des « Ligues de Fermières », comme en Angleterre, en Belgique et au Canada. L'Union Centrale des Associations rurales féminines s'en est occupée. Elle préconise l'étude des problèmes sociaux agricoles, la création de cercles de fermières, de caisses dotales, des œuvres du trousseau, des mutualités maternelles, d'écoles ménagères, des cours post-scolaires ou d'embellissement de la maison familiale. L'Union du Centre-Est approuve hautement ce programme.

Déjà dans le Centre-Est des « Journées rurales », suivies ou précédées de « Semaines rurales », cherchent à constituer cette élite dirigeante indispensable dans les campagnes. Leurs séances d'études traitent tour à tour de morale familiale, de droit usuel, de médecine, de puériculture, de travaux d'intérieur, etc. Les anciennes élèves de ces semaines sont unies par un bulletin : « Le Blé qui lève », qui leur permet de former un corps tout trouvé de futures propagandistes pour les semaines annuelles, susceptibles d'atteindre leurs compagnes les plus intelligentes et les plus dévouées.

L'Union du Centre-Est cherche à s'appuyer sur ces associations pour renforcer encore le mouvement syndicaliste. Elle tend à créer, avec leur concours, une section féminine régionale « dont le rayonnement devra atteindre un jour la masse paysanne en constituant, au sein de tous les syndicats communaux, des sections féminines locales » (1).

Ces vues d'avenir sont sans nul doute très importantes. De la collaboration féminine le syndicalisme retirera, en même temps que plus de souplesse, une nouvelle puissance.

(1) *Action Rurale*, du 3 juin 1928, « L'Action féminine dans les campagnes » (A. Toussaint).

SECTION III.

RAPPORTS

AVEC LES AUTRES ORGANISATIONS AGRICOLES

L'Union trouve un stimulant très vif dans les relations qu'elle entretient, soit avec les Associations agricoles françaises, soit avec l'étranger.

I

L'Union est membre de l'Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs de France, la plus puissante des organisations agricoles de notre pays (1). Elle y trouve l'appui moral que donne toujours la certitude de n'être pas seul à poursuivre un idéal et le désir de faire toujours mieux pour égaler, dépasser d'autres Unions régionales dont les initiatives heureuses ont pu être portées à sa connaissance par l'Union centrale. Le Centre-Est fut représenté à la plupart des Congrès des Syndicats des Agriculteurs de France.

L'Union entretient également de cordiaux rapports avec les Unions régionales et, le cas échéant, prend modèle sur elles. Le Centre-Est a admis en stage de futurs directeurs de

(1) L'Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs de France qui s'appuie, elle aussi, sur les lois de 1884 et de 1920, réunit plus de 1.200.000 syndiqués. Elle est l'animatrice d'organismes analogues à ceux qui gravitent autour des Syndicats, mais beaucoup plus importants : la Coopérative centrale, la Caisse centrale de Crédit, les Caisses centrales de réassurance mortalité bétail, incendie, accidents. Au point de vue social, elle s'occupe d'enseignement, de contentieux, de propagande, tandis que dans le domaine technique, sa bibliothèque, son laboratoire, son service de plantes cultivées et de biologie végétale, celui d'entomologie agricole, son service de génie rural, celui des chemins de fer et son service vétérinaire, sont des instruments précieux de renseignements.

Enfin, elle a cherché à réaliser un des buts du syndicalisme agricole : donner aux paysans l'indépendance financière, économique, non seulement en encourageant les caisses de crédit, d'assurance, ou les coopératives, mais en cherchant à obtenir la reconnaissance de droits préférentiels aux cultivateurs sur certaines productions, comme celle de la potasse en Alsace.

Caisses régionales d'assurances d'autres Unions. Enfin, des liens plus étroits s'établiront encore à cause d'intérêts communs (co-assurance mutuelle, etc.).

L'Union est affiliée à la Confédération Nationale des Associations Agricoles depuis 1919, à la Confédération générale du Lait depuis 1926, à l'Association Générale des Producteurs de Blé, à l'Association Générale des Producteurs de Viande depuis 1928. Elle s'est fait représenter à la plupart des Congrès de la Mutualité et des Congrès ou Assemblées touchant l'agriculture. C'est ainsi, qu'en 1928, elle a été représentée à la réunion du Comité directeur de la Confédération Nationale des Associations Agricoles, à l'Assemblée générale et à la Session Economique des Agriculteurs de France ainsi qu'à l'Office Central de la Mutualité Agricole, au Congrès International des Fruits et Primeurs de Strasbourg, etc.

Maintenue ainsi dans le mouvement général de défense et d'organisation agricole, l'Union n'est pas isolée pour citer des exemples, invoquer des précédents et voir ainsi son action facilitée et développée.

II

Les agriculteurs du Centre-Est ne se sont pas bornés à entretenir des rapports avec ceux des autres régions de la France. Ils se sont intéressés aux travaux des étrangers, ont invité ces derniers à étudier les organisations de la région et à donner, en retour, des renseignements sur les leurs.

Ils ont aussi pensé que d'intelligents accords avec les pouvoirs ou simplement les organisations agricoles étrangères seraient profitables à notre agriculture. C'est ainsi qu'en 1925 une entrevue très utile eut lieu avec une mission d'importateurs anglais de fruits, en vue de l'exportation de fruits en Angleterre.

A côté de cela, en 1895, une Commission d'agriculteurs anglais vint étudier le fonctionnement de l'Union. En 1897, M. Yvan Mitzeff, chargé par le Ministre de l'Agriculture de

Bulgarie, d'une mission d'études des organisations agricoles françaises, visita le Centre-Est. Plus tard, les Espagnols et les Italiens s'inspirèrent de l'organisation bourguignonne et franc-comtoise pour créer chez eux des groupements semblables.

Depuis 1910, l'Union est en relations avec l'Institut International d'Agriculture de Rome qui demande l'envoi régulier des comptes rendus des Assemblées générales de l'Union. Ces relations, interrompues par la guerre, ont été reprises en 1925.

D'autre part, en 1908, l'Union fut représentée à l'Exposition Allemande de Stuttgart, par M. Delimoges, tandis qu'en 1923, l'actuel Directeur de l'Union, alors Secrétaire général, fit un séjour d'une semaine au Boerenbond belge, la puissante ligue des paysans belges à Louvain.

Ces études, on s'en rend compte, sont la source d'une documentation nécessaire actuellement et très féconde.

CHAPITRE II

LES MÉTHODES

Il ne suffit pas pour qu'une affaire prospère qu'elle ait des moyens d'action, il faut que ces derniers soient vigoureusement et méthodiquement mis en œuvre.

SECTION I.

LES METHODES DE TRAVAIL

De 1921 à 1927, s'est étendue la période de création et d'expansion initiales de l'Union du Centre-Est. Elle a comporté trois phases : celle du *travail familial* de 1921 à 1923 (1), celle du *travail d'équipe* de 1923 au milieu de 1926, enfin celle du *travail administratif*. Pendant la seconde, les créations d'associations locales et régionales se multiplient. Le recrutement du personnel est difficile, car il n'en existe pas de disponible qui ait été formé ailleurs à ce travail. Le directeur étudie les organisations à lancer et forme son personnel. Aucune réglementation administrative n'existe dans les services, à cause de l'effectif réduit et des modifications constantes dues à la multiplication des associations. Quant à la phase du travail administratif, elle est marquée par la séparation des services, l'organisation des bureaux, l'institution de la hiérarchie dans le personnel, la rédaction de règlements.

A la période de création succède maintenant la période de l'exploitation. Il faut toucher la majorité des individus pour les amener à l'association professionnelle comme l'ont

(1) Cf. Première partie, chapitre 1.

été la majorité des villages. Cette période doit être caractérisée par une augmentation de rendement des associations bien plus que de leur nombre. Ce sont, en effet, les adhérents qui doivent se multiplier. Par conséquent, les associations locales devenant plus importantes, il sera nécessaire de les aider dans leur fonctionnement. Outre les réunions périodiques de secrétaires locaux, des « Contrôleurs locaux rendent plus intense l'organisation professionnelle locale et régionale ». Ces contrôleurs dépendent exclusivement du Directeur général de la Maison du Paysan et ont pour mission de visiter, dans un rayon d'action déterminé (10 à 30 villages), toutes les associations agricoles affiliées aux groupements régionaux de la Maison du Paysan, au moins une fois par an entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre; de promouvoir la création d'associations agricoles, de faciliter leur recrutement; d'intensifier l'action des associations agricoles; d'informer le directeur général de tous faits réclamations, etc., présentant quelque intérêt. Ils établissent un plan général de leur action, adressent des comptes rendus et sont eux-mêmes contrôlés. On doit remarquer que tandis que les frais d'expansion peuvent être considérés comme « frais de premier établissement », les frais d'exploitation doivent rentrer dans les « frais généraux ».

II

§ 1. Pour que le travail soit fécond, il faut qu'il soit sagement divisé. Rien ne nuit à la promptitude dans l'exécution comme des attributions imprécises, donc chevauchantes.

Les Conseils d'administration s'occupent de la vie de la Maison du Paysan, c'est-à-dire de l'éclosion, de l'extension de chacun des groupements régionaux à but défini qui la composent et de l'« ancrage » économique et social de ces

groupes. La préparation de l'éclosion est généralement assurée par l'Union des Syndicats avec ses commissions spéciales dont le mode de travail est le questionnaire monographié pour que les membres se déplacent le moins possible. L'extension de chacun des groupements régionaux est assurée par le service de propagande appartenant directement à la Maison ou détaché dans les départements. L'ancrage économique et social est assuré par le journal et par l'action personnelle ou collective des administrateurs.

Le Directeur général s'emploie au bon fonctionnement de tous les services. Il ne peut rien entreprendre en dehors du but de l'entreprise, mais il a l'initiative la plus large lorsqu'il s'agit du service; il suffit qu'il rende compte immédiatement après avoir pris une décision grave, mais urgente et imprévue.

A la Maison du Paysan, la tâche de chaque service est nettement déterminée et exécutée sous l'autorité et la surveillance d'un chef de service. Le secrétariat distribue à chacun le courrier qui lui revient. Le tri est d'ailleurs facilité du fait que chaque lettre expédiée de la Maison du Paysan porte une vignette indiquant le service expéditeur, que le destinataire rappelle dans sa réponse. Le courrier est la première base du travail de la journée. Il est réparti entre des employés dont les tâches sont bien définies. Il importe, en outre, d'intéresser les employés à leur travail. On n'y arrivera pas en les obligeant à constituer ou compulser de volumineux et poussiéreux dossiers. Il faut que chacun ait sous les yeux les résultats de ses efforts et qu'il soit encouragé par là à les accroître. C'est ainsi que dans les salles, des cartes murales indiquent, au moyen d'épingles de diverses couleurs qui y sont plantées, le nombre, l'importance et la situation des Caisses locales incendie, accidents, etc., et de même dans les services pour les Caisses régionales. Ces procédés sont un stimulant constant, un moyen d'attacher les employés à leur travail, travail qu'ils ne feront pas en salariés, mais en apôtres du syndicalisme.

C'est grâce à ces procédés que le visiteur de la Maison du Paysan y rencontre cette atmosphère d'activité, de désintéressement et d'idéal dont il a déjà été parlé.

La division du travail et son attrait sont complétés par la coordination dans les efforts et l'unité de l'œuvre. La coordination se manifeste particulièrement dans l'établissement des plans généraux de travail, fixés annuellement, qui s'appliquent à toutes les branches de l'activité de l'Union et qui tiennent compte tout à la fois des plus grandes nécessités de telle ou telle branche ou région, des résultats obtenus précédemment et de l'équilibre général des organismes. Elle ressort de l'ensemble de l'entreprise. En effet, cette dernière comprend des *services généraux* : propagande, journal, renseignements, inspection; des *services spéciaux* : mutualité, coopération, crédit, syndicalisme. Chacun de ces services se compose de cycles si l'on peut s'exprimer ainsi. Pour la mutualité ce sont : la Caisse régionale Accidents, Incendie, Grêle, et pour la Coopération : l'Union des Producteurs, la Coopérative agricole, etc.; pour le Crédit : la Caisse régionale de Crédit Agricole, la Caisse des Dépôts et Prêts du Centre-Est, les futures Banques rurales; pour le Syndicalisme : l'Union des Syndicats, Secrétariat du Lait, Contentieux, Enseignement, etc. A l'intérieur de ces institutions, le fonctionnement suppose les services suivants : correspondance, statistique, comptabilité, production, etc. A chacun de ces échelons, on a essayé de donner une orientation et une organisation identiques par les Statuts qui contiennent de nombreuses dispositions semblables, et par le personnel. C'est ainsi que les Conseils d'administration des échelons supérieurs sont pris dans les Conseils d'administration des échelons inférieurs, et que le Directeur général de la Maison du Paysan l'est également de tous les cycles de l'entreprise. Il tient son titre de l'Union des Syndicats, et ses attributions de tous les autres conseils. Son action se manifeste par un contrôle constant. En ce qui concerne le courrier, par exemple, les

pièces suivantes lui sont réservées à l'arrivée comme au départ : tous litiges et réclamations, les lettres, circulaires imprimées, et toutes pièces provenant des fournisseurs (sauf les factures), des présidents et administrateurs, des sociétés régionales, des associations nationales ou centrales, des groupements régionaux ou extraprofessionnels, des Pouvoirs publics. Il est à prévoir que si les œuvres de l'Union du Centre-Est se développent encore, il ne sera plus possible à un seul homme d'assurer une direction aussi minutieuse. Une sous-direction active devra être créée.

§ 2. Une autre préoccupation de la Maison du Paysan est la réduction des frais généraux et la simplicité. C'est la raison de dispositions relatives au personnel, au matériel et aux deniers.

A. Le travail doit être commencé à 8 h. et 14 h. pour finir à 12 et 18 heures; les absences, retards, congés sont soigneusement réglementés. Il est interdit de fumer et il doit être rendu compte, un quart d'heure avant le départ, de l'exécution des travaux commandés.

Les traitements du personnel du siège sont fixes. Les inspecteurs reçoivent des primes à la production : 20 fr. par Mutuelle créée à condition que la régionale ait reçu : le dossier d'affiliation, le prix du matériel de caisse, la première police et que les frais de chaque création n'excèdent point 25 francs. S'ils dépassent ce chiffre, la différence est prise sur les primes de fondation; s'ils ne l'atteignent pas, la différence est en faveur de l'inspecteur. La moyenne des frais de constitution est calculée en divisant le total des frais de voyages mensuels (transport, hôtel, divers), par le nombre de mutuelles créées. Les contrôleurs locaux reçoivent une somme fixe par contrôle annuel d'associations et pour la réorganisation complète d'associations ayant leur comptabilité en désordre ou se trouvant en léthargie; une somme fixe pour chaque police nouvelle réalisée par leurs soins et adressée à la Caisse régionale; une somme fixe pour chaque dédite obtenue d'un assuré à une compagnie; une somme

fixe par km. pour tout contrôle ou visite demandés par la direction générale au cours de l'année en vue, notamment à l'*Action Rurale*, sur les sommes versées aux souscriptions de la surveillance ; un pourcentage sur les abonnements de la coopérative du Centre Est, sur les opérations traitées directement par chaque contrôleur local tant à la coopérative qu'à l'Union, sur la réduction subie par la réclamation d'un sinistré incendie à la suite d'un contrôle d'expertise ou d'un accidenté frauduleux, etc..

B. Deux services s'occupent du matériel : l'Economat et le Service des Automobiles. Les imprimés et fournitures de bureau, le nettoyage et l'entretien de l'immeuble sont de la compétence de l'Economat. La marche de ce service est assurée par le personnel de la Caisse de Dépôts et Prêts du Centre-Est et un homme de peine. Les modèles d'imprimés sont établis par les services intéressés et, après les modifications jugées nécessaires par la direction générale, commandés et reçus par l'Economat. Les marchandises, imprimés, fournitures, sont livrés aux Services de la Maison du Paysan contre remise d'un bon signé du Chef de Service demandeur. Il en est de même pour les timbres en caoutchouc nécessaires aux Mutuelles nouvellement fondées et commandées par la Caisse régionale intéressée. Les réparations nécessaires aux locaux sont signalées par le Chef de Service intéressé. Après avis et sur l'ordre du Directeur général, l'économat fait le nécessaire. A ce service, on peut rattacher celui des machines à écrire, qui a pour objet la surveillance, l'entretien et la réparation de celles-ci.

Les autos appartiennent au service mais l'entretien, les réparations, la réglementation de l'emploi des voitures automobiles sont confiées à un service distinct. C'est lui qui détient les stocks de pneus, essence, huile. Les dépenses relatives aux autos (à Dijon), ne peuvent être faites que sur un bon du Chef de Service Automobile. C'est lui qui paie les impôts et établit le prix de revient du kilomètre. Chaque voiture a un « Carnet de route » qui est tenu par le Chef

de service d'après les indications des fiches fournies par les conducteurs à chaque rentrée de voyage. Sur ce carnet sont portées toutes les dépenses effectuées par l'auto en cours de route ou à la Maison, le nombre de kilomètres parcourus, les incidents ou remarques la concernant.

L'emploi du téléphone a été également réglementé. Les communications sont enregistrées. Un relevé en est transmis mensuellement au service intéressé. Les frais accessoires qui comprennent : la provision, la taxe d'abonnement, les frais de gestion (2 % du montant des communications) sont divisés entre les services au prorata des communications dues.

C. Les Services ou Sociétés de la Maison du Paysan n'ont pas de service particulier de Caisse. Tous leurs versements et paiements qui ont lieu au siège se font par une Caisse générale tenue par la Caisse des Dépôts et Prêts du Centre-Est. Chaque matin, les divers services indiquent à la Caisse les fonds qui leur sont nécessaires. Ces indications sont données pour le lendemain si ces disponibilités n'excèdent pas 5.000 fr., deux jours à l'avance pour les sommes comprises entre 5 et 15.000 fr., dix jours à l'avance pour les sommes supérieures à 15.000 fr. Les pièces justificatives sont vérifiées par les chefs de services intéressés.

III

Si les méthodes de travail, et tout le monde est d'accord pour le reconnaître, ont une telle importance dans les résultats, c'est un devoir essentiel d'essayer de les perfectionner. Dans ses relations avec les Unions régionales, l'Union centrale et l'Etranger même, l'Union du Centre-Est puise des exemples utiles à imiter. Le Directeur et les Chefs de Services font, dans ce but, de nombreux voyages particulièrement en été. Afin d'être au courant des perfectionnements nouveaux, l'Union suit de très près également les études des revues d'organisation administrative, comptable, commerciale.

SECTION II

LA PROPAGANDE

I

Pour que se répandent les idées d'organisation professionnelle, il faut qu'elles soient diffusées d'une façon méthodique et raisonnée. C'est pourquoi, très tôt, l'Union a organisé un *Service de Propagande* dont le but est d'assurer l'extension et le contrôle de l'organisation professionnelle créée par « la Maison du Paysan ». Jusqu'alors ce but a été atteint par les moyens propres de chaque société fonctionnant isolément et par entr'aide mutuelle de ces sociétés. L'unité de doctrine et d'action dans la propagande était cependant assurée par les décisions des Conseils d'administration, les règlements des services établis par le Directeur général, les réunions périodiques des inspecteurs. Ce service ne saurait d'ailleurs être séparé complètement des associations qui doivent le mettre à profit.

Pour connaître parfaitement les conditions dans lesquelles l'action doit s'exercer, il faut être informé. Les renseignements sont obtenus : dans l'ordre général par les journaux, revues (le service est abonné à plus de 50), assistance au Congrès, Assemblées générales de Groupements nationaux, etc., dans l'ordre régional et local par le moyen de correspondants et des contrôleurs locaux.

Une organisation intérieure du service est nécessaire pour que les renseignements recueillis soient concentrés. Elle est constituée par des fiches communales, des cartes régionales établies par service ou par nature d'opérations, des statistiques chiffrées ou exprimées par courbes, des tableaux, etc. Les moyens d'action sont les suivants : l'*Action Rurale*, les tracts, les circulaires, les conférences-types étudiées et mises au point par les Sociétés, les inspections, les permanences des foires, les Congrès et réunions, la liaison avec

les Associations affiliées ou non, les Chambres d'Agriculture, la Presse. Enfin, la Chambre syndicale, dans sa réunion du 26 mai 1928, a envisagé l'emploi de la radiophonie (vente d'appareils et émissions).

Quant au personnel de propagande, il est composé des Administrateurs, du Directeur général de la « Maison du Paysan », des Chefs de Service et des Inspecteurs. Ceux-ci doivent prendre contact avec les dirigeants d'associations agricoles, les notabilités, se renseigner sur les dispositions de la presse locale et s'assurer son concours; écrire tous les 15 jours un article sur l'assurance, la législation, etc.; ces articles reçus étant envoyés aux bulletins et journaux agricoles régionaux. En outre, ils signalent à la Presse les créations; les règlements de sinistres, poussent les Caisses locales à publier leurs comptes rendus d'Assemblées générales, suivent les foires et marchés, convoquent les personnes susceptibles de venir prendre des renseignements pour la création de Caisses locales, etc. Les contrôleurs locaux remplissent à peu près les mêmes rôles. La mise en œuvre des moyens est assurée par la « Commission de Propagande » de l'Union. Celle-ci est chargée de définir la doctrine d'organisation professionnelle de la « Maison du Paysan » — ce qui reste presque entièrement à faire. Elle doit aussi établir le programme périodique de propagande. Elle est saisie des litiges ou conflits avec les associations agricoles départementales voisines. L'exécution est du ressort de la « Maison du Paysan », mais le contrôle social est assuré par des groupements de syndicats départementaux, à défaut par l'Union du Centre-Est ou par la Société filiale intéressée. Le fonctionnement du Service dépend des conventions de l'Union du Centre-Est avec les groupements syndicaux départementaux.

Les frais de propagande sont payés par chaque service en ce qui le concerne. Pour la Caisse régionale incendie, un « Fonds de Propagande » a été institué le 31 décembre 1923 qui a pour but de couvrir une partie des frais occasionnés

à cette Caisse par la propagande. Il est alimenté par les amendes pour non-représentation à l'Assemblée générale ou pour retard dans l'envoi des soldes des comptes semestriels, mais surtout par les versements des Caisses. Les Caisses nouvelles doivent abandonner 50 fr. sur leur première ristourne à ce compte. Ces sommes seront remboursées quand l'extension de la Caisse régionale sera suffisante et que les frais généraux pourront être réduits.

Le service de propagande a une activité de plus en plus grande. Vers 1925-26 deux conférences étaient faites par jour en moyenne et 50 associations agricoles créées par mois. A la même époque près de 10.000 lettres et 41.500 circulaires étaient expédiées en un an.

II

Pour que la propagande soit efficace, il ne suffit pas qu'un grand nombre de tracts soient distribués ou que beaucoup de conférences soient faites. A côté de l'intensité de la propagande, il y a la qualité. Cette qualité tient à la répartition de la propagande dans le temps et dans l'espace et, d'autre part, à la manière dont elle est faite.

Etant donné par exemple qu'on peut avoir 1.000 conférences dans une année, devra-t-on les faire à raison de 100 dans chacun des 10 départements du Centre-Est et de 8 à 9 par mois pendant tous les mois de l'année? Ce serait un mauvais calcul. Il est des époques où le paysan n'a pas le temps de se distraire de ses travaux et où l'on doit éviter de la déranger. C'est du mois de novembre au mois de mai que l'on pourra le plus facilement l'atteindre. D'autre part, l'expérience a démontré qu'une propagande massive, dans un seul département, par exemple, était plus efficace qu'une propagande dispersée sur toute la région. Le Centre-Est est la première région où cette méthode a été appliquée.

La distribution de tracts n'a pas besoin d'être autant étudiée. En tout cas, elle doit soutenir l'action de la parole et

être assurée, par conséquent, à l'époque et au lieu où sont faites les conférences. Des affiches annoncent soit une conférence, soit une création et ses avantages. On les fait placer à l'avance par des personnes connues dans le village où la conférence sera faite et dans les villages environnants. Des règles judicieuses ont été établies pour l'apposition de ces affiches.

Quant aux qualités que doit avoir toute cette action, on peut les résumer en quelques mots : l'opportunité, la clarté, l'intérêt. Les conférences doivent être faites non seulement aux époques et endroits les plus pratiques comme on l'a vu, mais même aux heures les plus commodes. Elles doivent être illustrées de faits récents, pris autant que possible sur place. De même, les tracts ne doivent pas être répandus au hasard. La connaissance de la mentalité de ceux auxquels on s'adresse est essentielle pour ne pas obtenir, comme cela a lieu trop souvent l'effet opposé à celui que l'on poursuit. Il importe aussi de ne jamais oublier que l'on s'adresse à des gens qui observent et qui raisonnent; les arguments doivent donc être présentés d'une façon concrète, précise, vivante. Il faut éviter de faire de l'érudition inutile. Si l'on veut convaincre le paysan, il faut s'adresser à son bon sens. Enfin, parlant à des personnes qui ont la notion de la valeur du temps, du travail, de l'argent, il ne faut jamais négliger de leur montrer l'intérêt matériel d'une institution, la nécessité pratique d'une création, les avantages à en retirer, les résultats obtenus.

C'est précisément parce que ces principes sont ceux de la « Maison du Paysan », parce qu'elle connaît la psychologie de ceux auxquels elle s'adresse, que sa propagande a été aussi féconde.

CHAPITRE III

LES CARACTÉRISTIQUES ET LES TENDANCES DU CENTRE-EST

Des idées générales et peut être même les éléments d'une doctrine, doivent se dégager des études que nous venons de faire.

SECTION I

LES CARACTERISTIQUES

« Le premier but du Syndicat agricole que nous avons fait nôtre en nous réunissant à l'origine, a été de nous procurer une bonification sur le prix de nos marchandises (1). » Ce but initial des syndicats, le seul qu'ils pouvaient avoir pour triompher d'un individualisme profondément enraciné, a marqué l'Union du Centre-Est d'un caractère indélébile. Jamais elle n'a perdu de vue que, pour grouper les paysans, il faut que ce groupement soit leur intérêt. On ne rencontre pas dans nos campagnes, et c'est une grande force au point de vue économique, ce détachement des réalités qui permettrait de faire une œuvre complètement désintéressée. Les syndicats sont nés par la volonté de ceux qui en avaient besoin et qui avaient un intérêt tangible à leur existence.

L'Union du Centre-Est a donc commencé par développer les institutions d'ordre économique qui pouvaient rendre des services matériels. Elle a porté tous ses efforts à l'organisation de l'assurance, du crédit, de la coopération, sachant bien que c'est en réalisant l'union de ses adhérents sur ces terrains qu'elle obtiendrait d'eux un soutien dans des actions plus vastes et comportant un intérêt moins immédiat.

(1) *Action Rurale*, du 16 octobre 1927 « Paysans, souvenons-nous ».

Pour elle, l'action économique est la base fondamentale. C'est pourquoi elle s'attache, plus que l'Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs de France ou que certaines Unions régionales, à des réalisations touchant les intérêts matériels de ses membres. Quant à l'action syndicale entendue au sens strict d'étude et de défense des intérêts économiques, elle n'a été et ne peut être d'ailleurs qu'intermittente, se manifestant à propos de droits de douanes, impôts, etc. Elle l'a été d'autant plus et d'autant plus facilement, qu'un syndicat peut agir indépendamment de son centre, appartenir à une ou plusieurs unions de syndicats ou à aucune et qu'il peut vivre isolé.

Le second grand caractère de l'Union est qu'elle n'est ni fermée, ni exclusive, en entendant par là cette tendance de certains corps à être intransigeants sur tous les détails, les idées qu'ils professent, et à n'admettre dans leur sein que des organisations d'un type soigneusement arrêté. Parlant de la diversité des associations agricoles dans la région étudiée, nous avons au contraire déjà indiqué la volonté nette de l'Union, de coordonner, d'assembler, non pour avoir une direction inquisitoriale dans les organes affiliés, mais pour organiser de façon plus solide les forces paysannes, L'Union vise à être une institution centralisatrice, ce qui n'est pas incompatible avec l'autonomie de tous les groupements qui en font partie. « La Maison du Paysan » est ouverte à tous; si elle méritait un jour le reproche d'exercer un monopole, ce ne serait que celui des services rendus (1). »

Cette politique de large union a été maintes fois proclamée; « Union d'abord et toujours, pas de division, pas de luttes personnelles, de caste ou de familles, stériles et pernicieuses provenant de rivalités banales et souvent mesquines. L'Union est nécessaire, indispensable avec toujours la con-

(1) Notes historiques succinctes sur l'Union des Syndicats du Centre-Est.

fiance réciproque de l'un à l'autre et à tous les degrés : du syndiqué à son voisin, du syndicaliste de la première heure ou de la dernière aux chefs librement choisis...; enfin, tous les dirigeants de l'œuvre commune, confiance absolue et constante sans laquelle tous les groupements, syndicats ou autres ne seraient que de vaines constructions... (1) » L'Union des associations et de leurs membres conduira sûrement à l'unification de tentatives éparses, d'aspirations qui naissent, en vue d'une organisation professionnelle considérée maintenant parmi les agriculteurs comme de plus en plus indispensable.

Un autre caractère du Centre-Est c'est l'audace dans les initiatives et la continuité dans les efforts, causes des succès. Elles résultent de la croyance très ferme en l'évolution du monde paysan qui permet de penser que : étant donné la mentalité rurale et les conditions économiques, toute entreprise qui répond aux aspirations inconscientes des paysans doit réussir. Si, ne contenant pas de vice d'organisation, elle ne réussit pas, la raison est en une mentalité faussée ou peu ouverte, qu'il importe de modifier ou de former.

Ce raisonnement paraît d'ailleurs justifié par les faits. En tout cas il est fécond en résultats. C'est au Centre-Est qu'est née, par exemple, l'idée de la co-assurance mutuelle, des conférences massives, de l'expertise des sinistres incendie et grêle par le directeur de la Caisse régionale, etc.

SECTION II

LES TENDANCES

Si la position de l'Union du Centre-Est, en face de certains problèmes, a déjà été indiquée au cours des pages qui précèdent, il n'est pas inutile d'essayer de donner une vue d'ensemble de ses tendances.

(1) *Action Rurale* du 16 octobre 1927. « Paysans, souvenons-nous ».

I

Comme l'Union centrale des syndicats des Agriculteurs de France, le Centre-Est est acquis aux idées de rationalisation, de standardisation, d'intensification de la production agricole par l'emploi des procédés modernes de culture. Ces procédés, il faut les faire connaître et en vulgariser l'emploi; but atteint par l'enseignement agricole envisagé d'ailleurs non pas seulement comme une arme de plus à donner à l'agriculteur pour augmenter son rendement, mais comme un moyen, en faisant aimer la terre ou en développant les connaissances ménagères, d'empêcher la désertion des campagnes. En août 1927, l'Union proposait d'étudier la question de l'organisation rationnelle du travail agricole en se documentant sur le but exact du B. I. T. en ce domaine, sur la standardisation du matériel et le remembrement. La question de la sélection des semences et celle de l'emploi des engrais ont retenu son attention. En particulier, un projet de l'Union vise la réorganisation des producteurs de semences sélectionnées de la région. Chaque groupement serait appelé à fournir des semences particulières suivant sa situation. L'Union des groupements aurait un conseiller technique et la vente serait assurée par l'Union des producteurs agricoles du Centre-Est. L'organisation rationnelle de la production suppose la connaissance des résultats de l'exploitation. C'est pourquoi un « Office de comptabilité » sera créé au Centre-Est afin de rechercher le meilleur système de comptabilité agricole à réaliser dans la région. Des essais seraient faits au préalable dans diverses exploitations.

Ce serait aller contre tous ces buts que de favoriser la tendance de l'Etat patron. Il faut, au contraire, chercher à développer la propriété individuelle et surtout familiale, quitte, pour cela, comme le pense l'Union Centrale, à modifier notre régime successoral. La liberté du travail doit être également sauvegardée. Ce qui permettra à ces petites

exploitations agricoles de faire face aux grands trusts industriels ou commerciaux ce sera la coopération par l'achat, la vente en commun et même par la transformation sans intermédiaire. La petite propriété s'assurera ainsi les avantages de la grande, ceux de la concentration et le l'intégration des vastes entreprises. En effet, tandis qu'un syndicat peut vivre indépendant, isolé, une coopérative doit se relier à un centre, non à un centre social ou politique, mais à un centre économique, et faire aboutir ainsi une certaine concentration. C'est ainsi, peut-être, que la coopération mettra dans la région l'organisation économique d'accord avec la géographie. Nous déplorions que Saône-et-Loire soit rattaché à l'Union du Sud-Est (1). Or, Tournus, Chalon, Pagny-la-Ville et Seurre ont des féculeries importantes dont la matière première vient de la vallée de la Saône qui, de ce fait, se suffit à elle-même. Un groupement coopératif spécialisé de producteurs de betteraves arrivera peut-être, dans un avenir plus ou moins lointain, à posséder les moyens de ventes. Dans ces conditions, l'Union du Sud-Est deviendra inutile à ces associations, le centre économique étant Dijon beaucoup plus que Lyon.

Enfin, le remède le plus efficace à la crise agricole, à la désertion des campagnes, pense le Centre-Est, est la hausse des produits agricoles. Là où le capital investi à l'agriculture n'est pas suffisamment rémunéré, les départements sont désertés. C'est essentiellement pour cela que l'Union est ennemie des taxations, des réquisitions et des impôts trop lourds, partisan de la liberté des échanges à l'intérieur, des coopératives de stockage des denrées, etc... Elle a demandé, pour la même raison, que les droits de douane appliqués à l'industrie soient abaissés. N'ayant pas eu gain de cause elle a réclamé, pour rétablir l'équilibre, la hausse des droits sur les produits agricoles.

A ces mesures cependant, d'autres doivent venir s'ajou-

(1) Première partie. Chapitre I.

ter, car le problème est non seulement économique, mais aussi moral. « Tant vaut l'état de la famille, tant vaut la société. Une nation n'est pas un assemblage d'individualités artificiellement réunies. Elle est le développement matériel de familles normalement constituées (1). » Nous avons vu l'Union du Centre-Est s'intéresser à la famille et même aux familles d'ouvriers étrangers venus travailler dans la région. En outre, de la communauté des membres d'un même corps naît ce qu'Ambroise Rendu (Congrès de Strasbourg 1920) appelle la « famille professionnelle ». Le Centre-Est veut l'organiser et participer à sa représentation. Non seulement il y aura les institutions que l'on connaît, des groupements, des congrès annuels, ambulants, etc...; mais il faut encore que toutes les institutions sociales soient organisées dans le cadre de la profession. C'est rejoindre ici encore les idées de l'Union Centrale. Au XI^e Congrès national des syndicats agricoles (Rodez, juin 1922), M. Garcin disait en effet : « Nous pouvons et nous avons le droit de demander que l'assurance sociale soit faite tout entière dans le cadre professionnel, à l'aide d'institutions professionnelles. Au fait, nous demandons que les assurances sociales puissent être l'œuvre non pas de fonctionnaires mais des intéressés, c'est-à-dire des salariés et des patrons qui les emploient. » Les syndicats ont fait leurs preuves en matière d'assurance incendie, de mutualité bétail, de crédit agricole. Pourquoi d'aucuns voudraient-ils leur imposer pour l'assurance sociale par exemple, un « cadre étatiste », rigide, étroit, ennemi de l'initiative privée? » La représentation professionnelle doit avoir lieu, faute de mieux, par l'intermédiaire des Chambres d'Agriculture. L'Union cherche à les amener à accomplir une œuvre de législation puisqu'elles ont pouvoir de codifier les usages locaux. Ne

(1) Delalande, président de l'Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs de France. Congrès National des Syndicats agricoles Rodez, juin 1922.

pourront-elles pas, ayant derrière elles toute l'organisation professionnelle, imposer leurs vues aux Pouvoirs publics et au Parlement?

L'amélioration de la situation des ouvriers agricoles, encore qu'ils soient relativement peu nombreux, est également à l'ordre du jour. Le Centre-Est pense que la question du logement a une grosse importance, qu'il faut supprimer les fléaux sociaux : tuberculose, alcoolisme, etc... Néanmoins le côté professionnel jouant aussi son rôle à maintes reprises, l'Union a pris la défense du privilège des bouillleurs de crai.

En ce qui concerne la politique, l'Union se refuse à désigner des candidats agricoles, ce qui serait un moyen de diviser sans doute les paysans; elle se borne à tenir compte des noms des candidats qui ont adopté son programme agricole. Etant donné la situation politique délicate au mois de mai 1928, le Centre-Est n'a pas présenté de programme, pas plus d'ailleurs que l'Union Centrale. Il réserve ses interventions pour le cours de la législature. C'est en mettant au point des projets de loi, en montrant une volonté inébranlable et sa force réelle, que la paysannerie obtiendra du Parlement les réformes qu'elle en attend. N'est-ce pas ainsi d'ailleurs qu'agissent les puissantes organisations financières et industrielles?

C'est en analysant l'activité de l'Union du Centre-Est que l'on peut dégager ses principes, car jamais une doctrine n'a été bien définie ni suivie, tant par une Union régionale que par l'Union centrale.

II

Il y a cependant dans le syndicalisme agricole un point très net : les caractéristiques du syndicat qui est le premier moyen d'action. Sa forme juridique est celle des lois du 21 mars 1884 et 12 mars 1920 insérées dans le Code du Travail du 25 février 1927. C'est un syndicat professionnel,

c'est-à-dire qu'il doit dépendre non du Ministère de l'Agriculture, mais du Ministère du Travail. Il est mixte, ce qui est une exception aussi bien en France qu'à l'étranger, mais conforme aux principes d'entente et non de luttes de classes des syndicalistes agricoles. Cette forme a réussi parmi nos populations agricoles alors qu'elle échouait à l'étranger, et, dans nos industries, à cause de notre régime de petite propriété qui multiplie le nombre des exploitants et des propriétaires et diminue par là même le nombre des ouvriers agricoles. En outre, en agriculture, la limite qui sépare le patron de l'ouvrier n'est pas apparente comme dans l'industrie, le passage d'une classe à l'autre est beaucoup plus fréquent et plus rapide, les diverses classes de la profession se chevauchent tellement l'une sur l'autre qu'il est souvent impossible de faire le départ entre elles, aussi est-il facile de grouper dans un seul syndicat tous les membres de la profession (1).

Vers 1900, des luttes se sont engagées au sujet de la forme à donner au syndicat agricole; les uns voulaient la forme départementale, d'autres la forme communale ou cantonale. On a fini par se prononcer pour la petite circonscription, parce qu'on a reconnu que, étant local, le syndicat touchera plus facilement ses membres.

Le syndicat, trop faible isolé, trouvera sa force dans des unions de syndicats. Cette nécessité d'unir saute aux yeux. Mais quelle est la vraie formule, c'est-à-dire celle qui assurera le meilleur développement de l'œuvre syndicale? Il faut, ce semble, asseoir l'Union sur des bases suffisamment larges pour que les frais généraux ne soient pas une entrave qui arrête l'essor. Le coût de l'impression d'un bulletin ne varie pas du tout proportionnellement au nombre d'abonnés, ni les frais de bureau en raison du nombre des syndiqués. Il s'agit donc de trouver la surface optima étant

(1) A. Courtin. — Rapport sur la doctrine sociale des Syndicats agricoles. Congrès de Strasbourg 1920.

donné la population, le territoire. C'est pourquoi, si l'Union doit avoir une assez vaste circonscription, il ne faut pas que celle-ci le soit trop, ce qui serait une cause d'augmentation de frais; c'est ainsi qu'il faut que les transports soient faciles dans tout ce territoire, que la mentalité des habitants et le milieu géographique soient à peu près homogènes.

Pour toutes ces raisons, l'Union, intermédiaire entre le syndicat communal et l'Union Centrale, n'est pas l'Union départementale, mais l'Union régionale; l'Union départementale n'ayant pas de moyens suffisants. En effet s'il s'agit d'assurances, il faut la réassurance et même, dans la vraie conception syndicale, la co-assurance mutuelle. Une correspondance, une organisation comptable sont donc nécessaires, qui, pour être bien menées, supposent un personnel spécialisé, et l'on ne peut avoir celui-ci qu'à condition de lui donner un travail justifiant son salaire. Lorsque les Unions tendent à l'autonomie dans les achats en commun, elles commettent une erreur économique, car, ayant en face d'elles d'autres organisations, elles ne constituent pas une masse pour contrôler le marché. Enfin, des services généraux comme l'enseignement ou la presse doivent, pour prospérer, s'adresser à un grand nombre et intéresser; donc avoir, le premier des maîtres, le second des rédacteurs compétents, avertis des questions agricoles, professionnelles.

Si les Unions départementales ne sont appelées, faute de moyens, à avoir l'influence qu'envisageaient pour elles leurs fondateurs, si elles ne sont pas un échelon indispensable à l'ordre syndical, elles ont un rôle à jouer : celui d'être en quelque sorte des succursales de l'Union régionale. Spécialement, elles pourraient être des centres utiles de renseignements. Depuis un siècle une vie départementale est née du fait même de la création des départements. On a pris l'habitude d'aller aux chefs-lieux; des petits courants économiques en ont résulté. Il ne faut pas les dédaigner. Sises en général dans des villes où se tiennent souvent des marchés et des foires, les unions seraient, de ce fait, bien

placées pour se documenter sur le fonctionnement des syndicats dans la contrée, sur la mentalité des paysans, sur les cours pratiqués dans les ventes, et en même temps faire œuvre de propagande professionnelle. Aussi bien l'Union du Centre-Est cherche-t-elle à réorganiser les Unions départementales de la Haute-Saône, du Doubs, du Jura, depuis longtemps en léthargie. Il s'agirait surtout d'établir, entre ces Unions et l'Union régionale, une liaison sérieuse par des visites, des comptes rendus et rapports, des réunions de délégués départementaux à Dijon. Ce n'est pas tâche facile à première vue; ces unions, établies dans une région très particulariste, tiennent beaucoup à leurs traditions, à leurs méthodes, à leur soi-disant indépendance, de sorte que l'intérêt général est un peu délaissé de côté.

L'état d'esprit de l'Union Centrale, qui envisage surtout l'action sociale des syndicats, et celui du Centre-Est, pour qui l'organisation économique doit passer en tout premier lieu, font que le lien entre les deux unions est peut-être plus nominal que réel. On a d'ailleurs au Centre-Est, une conscience plus nette des résultats du syndicalisme agricole, et c'est pour les avoir entrevus que l'Union du Centre-Est tient une place d'avant-garde parmi les Unions régionales.

CHAPITRE IV

LES RESULTATS DE L'UNION DU CENTRE-EST

Dès avant la guerre, l'Union avait reçu, à titre d'encouragement pour reconnaître ses efforts et ses succès, plusieurs récompenses. C'est ainsi qu'au Concours entre les syndicats et unions agricoles français, qui eut lieu à Nice en 1897, sur l'initiative du Comte de Chambrun, l'Union obtint le second grand prix, tandis qu'à l'exposition universelle de 1900, une médaille de bronze lui était décernée.

On connaît le magnifique essor de l'Union après la période de désorganisation et de stagnation de la guerre.

Mais de cela il ne s'agit point. L'important est de montrer que le faisceau d'œuvres prospères ci-dessus étudiées, aboutit à l'organisation agraire.

SECTION I

VERS L'ORGANISATION AGRAIRE

A) L'organisation professionnelle agricole permet, grâce à la direction unique, la concentration de nombreuses observations et la connaissance complète de la région.

La Police d'assurance a une valeur documentaire appréciable, à tel point que de nombreuses lois fiscales en ont fait un instrument de contrôle indirect ou de taxation d'office. C'est surtout à l'échelon réassurance que ces polices sont importantes, parce qu'elles sont beaucoup plus nombreuses d'abord, et parce que très souvent, la réassurance étant internationale, un pays étranger peut y trouver un moyen facile et certain de connaître les richesses d'un autre pays ainsi que leur situation. Moyen certain, parce que les indications peuvent être vérifiées grâce à des recoupements, comme nous allons le voir.

Les polices de la Caisse régionale d'assurance incendie donnent la valeur et la répartition des immeubles. Les avenants rendent compte des mouvements des immeubles bâtis. De même, on peut connaître la valeur des récoltes et vérifier les chiffres au moyen des polices de Caisse régionale d'assurance grêle. Par cette assurance on possède des ensemencements, leurs mouvements, et même les mouvements des immeubles non bâtis. Enfin en cas de sinistre, les expertises, où le rendement est évalué contradictoirement, permettent une appréciation statistique de la production de la région. Le livre des surfaces exploitées, de la Caisse régionale accidents, indique le nombre d'hectares

cultivés. Par cette assurance on connaît le nombre de salariés, le prix de la main-d'œuvre, les méthodes de paiement. Ayant par l'assurance incendie par exemple, la valeur des exploitations, on suivra, en consultant les variations des sommes assurées par les accidents, le développement et la situation des entreprises. On pourra même étudier les conséquences d'une modification du système de culture sur la main-d'œuvre, etc... en concordance avec l'assurance grêle par exemple. La comparaison de polices d'assurance bétail avec celles d'assurance incendie pourrait fournir de très utiles renseignements sur la valeur, les variations en quantités et en prix du bétail, sa part proportionnelle dans le capital d'une ferme. De même, si l'assurance-vie était organisée, elle serait un indice précieux de la prospérité ou du déclin d'une exploitation. Des comptes et statistiques d'institutions de crédit agricole bien organisées, ressortiraient les mouvements de fonds annuels moyens des agriculteurs, indirectement le coût et le rendement des exploitations, et ces renseignements pourraient être complétés par ceux des organes coopératifs sur les quantités et la valeur des matières d'exploitation d'une part, des produits de l'autre.

B) Ces diverses sources de renseignements permettent d'utiles statistiques qui sont déjà un facteur de l'organisation agraire. A côté de cela les organismes régionaux dont il est question réalisent l'indépendance financière, économique, administrative, sociale de la production agricole.

La Caisse des Dépôts et Prêts sert de banque et de caissier à tous les services de la Maison du Paysan. En outre, elle est le maillon essentiel d'un « circuit fermé ». Le crédit agricole, en effet, reçoit l'argent du paysan directement sous forme de dépôts ou par l'intermédiaire des Caisses locales mutuelles, des Caisses régionales, des syndicats, des coopératives, qui déposent là leurs primes, leurs cotisations, leur fonds de roulement, etc... Il prête cet argent aux paysans sous les mêmes formes, et ces sommes retournent à la terre. C'est donc le crédit agricole, lorsqu'il atteint un

certain perfectionnement, qui rend effective la solidarité des diverses cultures et de tous les paysans. Une bonne récolte de vin procure aux producteurs de blé, par l'intermédiaire du Crédit agricole, le moyen d'entreprendre une nouvelle année, etc... L'assurance est un instrument d'épargne possible dans le corps de la profession. On sait que les Caisses régionales font des ristournes aux Caisses locales. Deux doctrines sont en présence : la première soutient que les ristournes doivent être versées directement aux Caisses locales qui s'en serviront pour perfectionner la défense contre le feu (installation de pompes, adduction d'eau, etc...) ou qui les distribueront à leurs adhérents, ou encore feront de l'assurance gratuite (comme à Chaumont); la deuxième demande que les réserves soient accumulées, ce qui, par le jeu des intérêts composés, permettra soit de donner une puissante impulsion au crédit agricole, soit d'effectuer d'importants travaux.

L'indépendance économique résulte du développement coopératif. La coopérative agricole d'achat, dont le capital provient des paysans et dont les services de trésorerie sont assurés par le crédit agricole, fournit à bon compte aux agriculteurs les engrais, semences et outils dont ils ont besoin. La coopérative de transformation, dont les caractéristiques sont les mêmes, permet aux paysans, pour la fabrication de la farine, des fromages, du beurre, des conserves d'alimentation, etc... de se passer de concours d'industriels et de conserver les bénéfices de ces transformations. Les coopératives de stockage permettent de régulariser les cours. Leur bon fonctionnement suppose un crédit agricole sérieusement établi, mais, de leur côté, elles facilitent grandement les opérations de celui-ci en permettant les avances sur marchandises. Les coopératives de vente, enfin, ont pour effet de conserver à la terre les bénéfices qu'auraient réalisés les commerçants auxquels ils se substituent. Par l'Office de la main-d'œuvre, d'autre part, les agriculteurs ont les ouvriers dont ils ont besoin.

En outre, une tendance semble se manifester parmi certains dirigeants du syndicalisme agricole, en faveur de la possession ou tout au moins de l'exploitation par la profession organisée, de moyens de production, pour donner aux agriculteurs « l'indépendance économique ». Elle se remarque surtout en matière d'engrais et particulièrement au sujet de la question de la potasse. Dans un tract sur la « Doctrine Sociale des Syndicats agricoles », on trouve au programme cet article : « Etablissement d'une propriété corporative pour permettre la réalisation des initiatives professionnelles, augmenter la puissance d'action de l'organisation, venir en aide aux plus déshérités de la profession, constituer un patrimoine à ceux qui n'en possèdent pas encore ».

L'indépendance administrative est ainsi réalisée. L'administration de toute l'entreprise, on l'a vu, se fait dans la même maison. Les points communs à plusieurs services sont réunis dans les mêmes mains; les mêmes méthodes sont appliquées ainsi que les mêmes règlements. L'unité de direction est sauvegardée, et cela afin que ces organismes, qui pourraient fort bien vivre isolément, s'élèvent plus facilement au-dessus de leurs tâches matérielles pour voir leur rôle final. Quant à l'interdépendance des services, elle est patente. Non seulement coopération, crédit, mutualité se soutiennent l'un l'autre, mais ils permettent le financement des œuvres sociales et professionnelles. Le Comité de contentieux, l'Office d'économie rurale, l'assurance et la coopérative se soutiennent ou se contrôlent mutuellement. C'est à l'Office d'économie rurale et au Service de propagande que le journal puise une bonne partie de sa documentation; par contre il amène de nouveaux adhérents aux syndicats, aux mutuelles, ou fait vendre les produits de la coopérative, etc...

Quant à l'unité sociale, elle est assurée par le personnel. Ce sont en effet les mêmes hommes que l'on trouve dans les Conseils d'administration des différents services. Cela

symbolise bien que mutualité, coopération, crédit, œuvres annexes collaborent au même but. En outre, l'identité du personnel assure la coordination dans l'action parce que ses dirigeants voient la place de chaque service dans l'ensemble de l'œuvre. Comme ces chefs, grâce à l'enseignement agricole, aux cercles d'études rurales et aux semaines rurales, sont recrutés parmi les paysans et ne doivent leur situation qu'à leur seule valeur, il se trouve que pour s'organiser, les agriculteurs se suffisent eux-mêmes.

Cette analyse du Syndicalisme agricole a été entrevue au Centre-Est. C'est pourquoi un essai de synthèse administrative a été fait. On a tenté de bien hiérarchiser tous les services et de donner à chaque échelon une organisation stéréotypée. C'est pourquoi également, avant que des services aient atteint leur plein développement, d'autres ont pu être créés qui, loin de retarder la marche des premiers l'ont accélérée. Ainsi l'assurance accident n'a pas entravé l'assurance incendie; au contraire une police en a amené une autre. L'Union des Producteurs agricoles et la Cave régionale des grands vins de Bourgogne viennent compléter la coopérative du Centre-Est et faciliter son développement.

Les résultats rapides de l'Union sont dus, en grande partie, à l'application de ces principes. Ils sont surprenants et, toute proportion gardée, dépassent de beaucoup, par leur rapidité, ceux d'autres Unions plus anciennes et apparemment plus puissantes, où n'existe pas l'unité de direction.

Il va de soi que l'organisation agraire n'est encore qu'embryonnaire dans le Centre-Est... comme ailleurs. Mais on conçoit que les institutions de l'Union, lorsqu'elles seront grandement développées, la réaliseront.

Pourquoi ne se développeraient-elles pas rapidement si l'on présente au paysan, en retour de l'effort qu'on lui a demandé et dans le sens de sa volonté de défense, les résultats considérables qu'il obtiendrait sans presque s'en douter?

SECTION II

CONCEPTION SYNDICALISTE

D'UNE NOUVELLE ORGANISATION SOCIALE

Les résultats de l'Union du Centre-Est ne sont pas un accident heureux, au milieu de ceux des autres Unions régionales. L'Union du Sud-Est, celle du Plateau Central, de la Bretagne méridionale, etc... ont des œuvres annexes, des organismes d'assurances, de coopération, de crédit, qui soutiennent très bien la comparaison avec ceux du Centre-Est (1).

(1) Au 31 décembre 1927, l'Union du Sud-Est des Syndicats Agricoles (pour ne citer qu'elle), dont l'action s'étend sur les départements de l'Ain, l'Ardèche, la Drôme, l'Isère, la Loire, la Haute-Loire, le Rhône, Saône-et-Loire, la Savoie et la Haute-Savoie, mettait à la disposition de ses adhérents une très longue liste de services pratiques : de *représentation et défense* des intérêts de la profession agricole auprès des Pouvoirs publics, etc. ; de *propagande, conférences et inspection* (création, affiliation, transformation des syndicats, mutualités, etc.) ; de *législation et contentieux*, de *consultations fiscales*, d'*études agronomiques* fournissant des renseignements pratiques et scientifiques sur toutes les branches de la production agricole, chimie agricole, engrais, analyses, maladies des plantes, méthodes de culture, etc. En outre, un *Service hippique* fournit aux agriculteurs les chevaux dont ils ont besoin dans les meilleures conditions de sécurité et de prix. Un *Service des animaux de race* centralise et communique les renseignements sur les reproducteurs de race pour faciliter les achats sûrs et avantageux. L'*Office du Courtier* procure aux syndicats et syndiqués les produits qui ne sont pas fournis par la coopérative. Un *Office de Main-d'œuvre agricole* joue le même rôle que celui du Centre-Est. Une *Commission de stages* aide les élèves des écoles d'agriculture patronés par l'Union, à compléter leur formation pratique. Un *Syndicat de Culture mécanique* groupe les agriculteurs qui emploient des tracteurs pour les aider dans leurs études et leurs achats. Un *Syndicat régional* groupe les agriculteurs de la circonscription qui ne peuvent faire partie d'un syndicat agricole affilié à l'Union. Les *publications* de cette Union tirent : l'*Union du Sud-Est* (bimensuel) à 143.000 exemplaires ; *La Chronique de la Mutualité de l'Union*, à 12.000 ; l'*Almanach de l'Union du Sud-Est*, à 250.000 ; la *Vie Laitière*, organe mensuel de la Confédération laitière, à 10.000, et la feuille mensuelle de l'enseignement agricole à 1.000.

Ce sont ces développements qui ont permis aux théoriciens du syndicalisme agricole de concevoir, en partant du syndicalisme, un nouvel ordre social. Cette conception a été exposée par M. Adrien Toussaint à la Semaine Sociale de Rennes.

Si la devise actuelle des syndicats est de donner aux cultivateurs l'indépendance dans tous les domaines : commercial, financier, économique et social, ils voudraient dans un avenir encore lointain, assurer « l'ordre professionnel ». « Pour régler harmonieusement cette vie intense des paysans, une autorité semble nécessaire. Ce sera à la démocratie rurale de l'établir elle-même en assurant la reconnaissance, par le Parlement, de l'Ordre agricole. »

Cet Ordre s'occupera des intérêts matériels et moraux des agriculteurs. Il prendra en mains la direction scolaire afin de faire prévaloir un enseignement professionnel. Il choisira ses maîtres, ses manuels, établira ses programmes de cours, d'examens, etc., l'Etat ne conservant plus qu'un droit de contrôle général.

Pour aider ses membres, il rendra obligatoire l'assurance contre tous les risques qui les peuvent menacer, tout en les laissant libres de choisir, pour chaque nature d'assu-

Une bibliothèque, de plus de 1.000 volumes, est à la disposition des syndiqués, et la *Confédération laitière du Sud-Est* étudie les moyens de sauvegarder les intérêts des producteurs de lait.

A la même date, l'Union groupait 1.304 syndicats, et, dans des caisses régionales, 1.392 mutuelles-incendie, assurant : 2.195 millions 927.000 francs, 1.426 mutuelles-accidents, assurant : 138.622.000 francs de salaires, 73 mutuelles-bétail, 170 Caisses de crédit ayant 22 millions 464.680 francs de prêts en cours, 90 Caisses de retraites avec 3.600 adhérents. Une Caisse d'assurances mutuelles contre la grêle assurait 33.557.950 francs de capitaux.

Il faut citer encore la « Caisse d'Economie et de Crédit agricole mutuel de l'Union du Sud-Est », la « Caisse régionale d'Assurance contre les risques de la Sériciculture », une coopérative ayant fait dans l'exercice 60.383.000 francs de ventes, « l'Union des Producteurs et Consommateurs du Sud-Est », etc... soit 5.000 associations représentant 350.000 familles dont les enfants sont touchés par des services d'enseignement agricole et ménager scolaire, post-scolaire, supérieur et normal.

rance, les Caisses mutuelles auxquelles ils désirent donner leur adhésion.

Protégeant d'autre part tous les membres du corps agricole contre les actes abusifs d'autres corps professionnels, « l'ordre agricole aurait une véritable *entité civile* », et, pour la fortifier, il aurait nécessairement le droit absolu de posséder, celui de lever et de percevoir les impôts (dans une certaine mesure et sous certaines conditions), celui de créer des Caisses communes et de prêts ». De la sorte une « *propriété indivise* » pourrait être constituée destinée à faciliter l'accession à la propriété individuelle, à faire construire des maisons ouvrières, à établir des biens de famille insaisissables, etc...

L'Ordre devra, d'autre part, constituer une *entité juridique*, donc avoir un pouvoir réglementaire et un pouvoir juridictionnel. Celui-ci serait exercé par des prud'hommes agricoles qui trancheraient les différends entre les cultivateurs ou entre les diverses catégories professionnelles de l'agriculture ressortissant du Code Rural, avec appel devant des Cours régionales et enfin devant une Cour de cassation organisées d'après la même conception. Quant au pouvoir réglementaire, il interviendrait pour régler les conditions de travail, les modalités des rapports entre propriétaires, fermiers, métayers et ouvriers agricoles, pour arrêter les grèves là où des accords libres n'auraient pu être conclus. Allant plus loin, M. Toussaint estime que les questions relatives à la police des campagnes, aux mesures prophylactiques, à l'hygiène, à la répression des fraudes, au crédit hypothécaire, aux régimes foncier et cultural, aux règles successorales, pourraient rentrer dans les attributions de l'Ordre professionnel.

Pour assumer une tâche aussi importante, l'Ordre aura besoin d'avoir son *entité constitutionnelle*, afin de posséder ses organes d'action, de progrès, de vie — « organes qui seraient des Conseils communaux, régionaux, central. Les membres des conseils communaux seraient élus moitié par

les agriculteurs résidant dans la commune classés en quatre catégories : propriétaires, fermiers, métayers, ouvriers, — et moitié par le « suffrage corporatif » constitué par les syndicats agricoles eux-mêmes. Les membres des conseils régionaux seraient choisis de même par les Conseils municipaux professionnels et par les Unions de syndicats; les membres du Conseil central, moitié par les Conseils régionaux professionnels et moitié par les groupements centraux des syndicats proportionnellement à leur importance. Ces conseils seraient les « organes régulateurs de la vie professionnelle ».

Mais l'Ordre agricole est aussi une « *entité sociale* »; il ne doit donc pas abuser de son pouvoir. Pour assurer cet équilibre il serait bon de créer une « Cour suprême », qui jugerait des appels, des décisions illégales interjetées par les membres de l'Ordre. « Il faudrait également codifier les modalités des rapports entre les divers Conseils de l'Ordre et le Parlement ». Ce dernier devrait consulter obligatoirement deux corps indépendants, le Conseil d'Etat, d'ordre juridique, et le Haut Conseil, d'ordre économique. M. Toussaint va jusqu'à penser que ce Haut Conseil devrait avoir tantôt un pouvoir législatif, lorsque les seuls intérêts professionnels seraient en cause, tantôt simple voix consultative lorsque les intérêts généraux de la Nation seraient en jeu.

Voilà la construction sociale jusqu'où se sont élevés certains chefs du syndicalisme agricole. Remarquons que si l'organisation régionale étudiée au Centre-Est, mais perfectionnée, se répandait, il faudrait alors songer au problème des rapports de l'ordre agraire, car il existerait en fait, avec les autres professions : le commerce, l'industrie, etc.; la conception de M. Toussaint elle, se borne — l'organisation agricole régionale existant — à envisager l'Ordre agraire en lui-même seulement et sur le terrain national. Telle qu'elle est, elle appelle plusieurs remarques.

Tout d'abord, elle rentre dans un mouvement général qui se dessine en faveur de l'organisation nationale par la

profession. Nous ne citerons en exemple que le programme de l'Union des Corporations françaises : « organisations des états professionnels sur le principe de l'ajustement des intérêts; représentations des intérêts devant l'Etat », programme qui comporte deux étapes, dont le syndicat est la première, et la corporation la seconde. La conception sociologique catholique semble également orientée dans cette direction mais d'une façon beaucoup moins systématique. C'est ainsi qu'on peut lire dans le « Code Social » (1) : « l'éducation professionnelle des futurs membres de la profession regarde normalement l'activité professionnelle et subsidiairement les Pouvoirs publics, c'est également à l'autorité professionnelle qu'il appartient de créer les services d'orientation professionnelle » ... et encore... « il convient d'instituer de préférence des caisses professionnelles d'assurance, c'est-à-dire alimentées et gérées conjointement par les patrons et les ouvriers de chaque profession sous le contrôle et avec l'appui des Pouvoirs publics ». Dans ce même mouvement rentre la propagande faite en vue de la représentation professionnelle au Parlement qui donnerait son avis sur les questions d'ordre économique. Ces propositions furent agréées en 1926, date de création du Conseil National Economique.

Quoiqu'il en soit, le vaste programme de M. Toussaint n'est pas près d'être réalisé. On peut lui reprocher la multiplicité des organes, surtout des organes réglementaires ou législatifs qui pourront s'ignorer, se contredire. S'il y a un ordre agricole, il doit y avoir au moins un ordre industriel et un ordre commercial. N'aura-t-on pas à craindre des contacts un peu vifs entre ces différentes professions, des luttes peut-être ?

Particulièrement quelle serait la compétence du Haut Conseil économique ? Il ne peut être exclusivement agricole.

(1) Esquisse d'une synthèse catholique, par l'Union Internationale d'Etudes Sociales. Spes 1928.

Comment seront nommés ses membres? Comment déterminer la limite de ses attributions?

On peut imaginer la constitution d'un ordre agricole et son organisation par commune, par région, encore qu'on puisse se demander, devant le très grand nombre et l'extrême diversité des associations agricoles, si l'accord entre elles sera facile. Mais comment concevoir l'organisation d'un ordre industriel ou commercial par commune et région, alors qu'une seule ville peut avoir plus d'importance à ces points de vue que toute une région? On se heurte pour la réalisation de ce plan à de grandes difficultés.

Le principe de l'organisation agraire est excellent, même nécessaire. Il faut permettre aux intérêts professionnels de se faire entendre. Mais des Ordres professionnels conçus de la sorte ne feraient-ils pas renaître amplifiées, les luttes des anciennes corporations et ne seraient-ils pas un facteur de troubles sociaux? Bien plus, n'arriveraient-ils point à annihiler l'Etat politique et à tuer toute autorité nationale pour ne laisser que des autorités professionnelles en perpétuelle friction? Ces vues audacieuses soulèvent donc de sérieuses objections qui n'ont pas échappé à l'éminent professeur. C'est un problème qu'il a voulu poser. Les grandes lignes de ses données doivent donc être considérées comme un but lointain vers lequel doivent tendre les efforts des agriculteurs organisés professionnellement.

Si d'ailleurs, l'Ordre agraire est envisagé non seulement au point de vue juridique comme on vient de le faire, mais dans la réalité économique et sociale, on conçoit très bien les liaisons avec les autres ordres et les autorités diverses. La représentation des intérêts de l'agriculture, et c'est là au fond tout le syndicalisme agricole, n'entraîne pas l'isolement, mais au contraire la collaboration de l'agriculture avec l'industrie et le commerce. Cette collaboration n'est pas hypothétique. On sait, par exemple, que la coopérative agricole du CENTRE-EST a fait une vigoureuse propagande en faveur de la standardisation des machines agricoles. Les

fabricants de ces machines, à l'exception de quelques-uns, sont réfractaires aux propositions qui leur ont été faites en ce sens. Parmi ceux qui comprennent les avantages d'une réorganisation de la production, une usine est allée nettement de l'avant en demandant aux paysans leur aide. Des multiples coopératives agricoles répandues sur le territoire, sont parvenues à l'usine, des remarques, des critiques, des observations. Le producteur a réuni en un cahier les desiderata de ses clients et d'autre part les modifications apportées à son matériel, pour y satisfaire. Grâce à cette bonne volonté, les machines perfectionnées d'après les données des usagers ont obtenu un prix à une exposition internationale et nul doute que de nombreuses commandes ne viennent récompenser les efforts du constructeur. Ainsi, industriels et agriculteurs trouvent leurs avantages; en effet, les machines ont une plus grande résistance, un meilleur rendement, elles sont plus demandées et leur prix est moindre.

Quel obstacle y aurait-il même à ce que, dans l'avenir, la profession agricole, par ses caisses et banques rurales, finance des entreprises industrielles? Aucun; l'ordre agraire doit se concevoir comme le substratum de la civilisation et non comme compartiment étanche d'une société. Il consiste donc moins dans l'existence d'une constitution paysanne que dans la multiplication des intérêts de la profession organisée dans toute la vie économique et sociale — intérêts qui assurent précisément son indépendance.

CHAPITRE V

LA VALEUR DU SYNDICALISME AGRICOLE

Les institutions d'organisation professionnelle agricoles sont nées de-ci de-là, sans plan d'ensemble, sous la seule constatation de leur utilité ou nécessité immédiates. Des besoins pratiques, tels que la réassurance, la simplification de l'administration, la concentration des achats ou des ventes, ont facilité leur groupement. Puis l'idée de doter ces services d'une armature solide est apparue, et une doctrine commune fut élaborée. Cet embryon de doctrine a été essentiellement l'exaltation de la bonté et du but du syndicat.

Les avantages du syndicat, aux yeux des syndicalistes, sont énumérés par E. Duport dans une conférence faite à Vienne en 1888. Pour lui, le syndicat agricole « c'est la liberté dans l'association, la fraternité dans la profession, l'égalité dans la lutte ».

« Fraternité dans la profession, mais je puis vous en parler, car le mois dernier, en assistant aux assemblées générales de nos syndicats du Beaujolais, j'étais heureux de voir les agriculteurs si bien comprendre la fraternité de ces réunions. Faut-il parler de l'échange de renseignements aussi cordialement donnés qu'ils sont simplement demandés? faut-il rappeler les excellentes associations qui doivent naître de cette fraternité? l'Aide Mutuelle, par exemple, instituée dans le syndicat de Belleville pour donner quelques journées de travail au cultivateur malade; le Tribunal arbitral qui y fonctionne déjà, ce qui souvent évite de coûteux et longs procès. Faut-il entrevoir la possibilité de créer un jour des assurances, l'espoir de pouvoir donner un secours

bien dû au travailleur devenu vieux? C'est bien là de la fraternité. »

« L'égalité, mais sans parler de l'égalité des services rendus à tous les membres d'un syndicat, la petite propriété bénéficie des avantages de la grande; grâce aux syndicats agricoles, les inconvénients du trop grand morcellement du sol en France sont atténués dans la mesure du possible. »

Quant au rôle du syndicat c'est d'être un « centre émancipateur et éducateur », un « centre d'études et d'action ». Ce groupement corporatif s'efforce de s'adapter à tous les besoins, de rendre service à chacun des éléments dont se compose la profession. Son champ d'action, pratiquement illimité dans le domaine de la profession, est triple : social, économique, technique.

L'Action sociale est d'ordre individuel et d'ordre général. Le syndicat ne reçoit que ceux que l'on sait être de « braves gens » et de la sorte une sélection s'opère, car tel qui craindrait de ne pas être qualifié ainsi, cherchera peut-être à améliorer sa conduite pour être admis dans la petite association et, une fois entré dans le syndicat il n'en voudra plus sortir soit pour profiter de ses avantages, soit par crainte de se faire mal noter. D'un autre côté, par les œuvres sociales qu'il crée, le syndicat, en améliorant la condition de l'homme, le rend meilleur. Son action est aussi d'ordre général, car il tend à rendre l'activité économique prédominante. Or, là où domine l'intérêt économique, l'intérêt politique n'est que secondaire. Les gens deviennent plus raisonnables quand ils s'occupent de leurs intérêts. Grâce aux syndicats, les campagnes ne souffriront pas de l'introduction des idées subversives et contraires à l'ordre social que l'on voit trop souvent prédominer dans les villes. Elles échappent aussi à l'asservissement économique, autre danger. Grâce aux institutions d'assurance et de prévoyance professionnelle, aux mutuelles de secours, de retraites, d'acci-

dents, aux caisses d'allocations familiales, aux hôpitaux ou fondations de lits dans les hôpitaux en faveur des membres du syndicat, aux commissions d'études et d'instruction professionnelle, aux fêtes syndicales, aux encouragements, aux petits métiers ruraux, aux ateliers familiaux, aux commissions d'arbitrage, offices de placement, etc... qu'ils créent ou organisent, les syndicats développent l'esprit de solidarité et d'union, puissant instrument de la paix sociale.

Le syndicat est aussi, pensent ses chefs, l'inspirateur de tous les organismes qui sont nécessaires à son *Action économique* dont le but est d'augmenter le rendement et d'assurer contre les risques : Caisses de crédit rural, coopératives d'achat, d'emmagasinement et de triage par qualités (magasins, caves, greniers, hangars, silos fruitières, quais coopératifs, conservation des œufs, utilisation des peaux d'animaux, etc...) de vente des produits agricoles et de leur transport (wagons aménagés, camions, péniches) — de transformation (battage syndical, industries agricoles, moulins, distilleries, sucreries, féculeries, laiteries, abattoirs frigorifiques, ateliers de réparation de machines agricoles) — de consommation.

Il organise des prêts et locations d'instruments (trieuses, semoirs à engrais, pulvérisateurs, pressoirs, etc...) Il crée des assurances mutuelles (bétail-grêle-accidents-incendie) et des mutuelles de prêts d'étalons (syndicats d'élevage).

Le syndicat a enfin une *action technique* en s'occupant des questions d'apprentissage, des écoles professionnelles, centres d'études. Il organise des conférences, des laboratoires, des champs d'expériences, un office de contentieux, publie un bulletin, constitue une bibliothèque professionnelle, et donne tous renseignements. Il préconise et effectue des analyses méthodiques de terres, constitue des associations de drainage, répand les idées nouvelles en matière de motoculture, électroculture, sylviculture, sélection des animaux, — de semences — des plantes. Il participe aux con-

cours, foires, expositions, à la répression des fraudes, etc...

Ce qu'il importe de bien remarquer, c'est que toutes ces institutions ne sont pas le syndicat. Elles sont pour lui des moyens d'action. Il aide à leur création, il leur fournit des chefs, étudie leurs statuts et les fait accepter. Il faut « que les syndicats agricoles demeurent le centre de toute l'organisation professionnelle agricole, les coopératives leur restent dans la mesure du possible subordonnées » (1).

Le but final de toute cette activité syndicale c'est « la Paix sociale » (2).

Cette doctrine est-elle conforme à la réalité des faits? Qu'est-ce qu'un syndicat sinon un organe de « défense des intérêts professionnels? » Or, se défendre, c'est lutter. Dans l'industrie, le syndicat sert également à la lutte des classes et c'est au moment de la lutte qu'il a toute sa vitalité. La notion de classes tend à pénétrer dans les masses rurales. Si l'on présente à celles-ci le syndicat comme un moyen de défense, il réussira. N'est-ce pas d'ailleurs là le secret de la prospérité du Centre-Est dont les services ont pour but de lutter contre la plupart des facteurs qui entravent l'indépendance des paysans? Or tant qu'il y a lutte il n'y a pas de paix. Il serait peut-être plus exact de dire que le but de l'activité syndicale est l'équité sociale qui, elle, engendrera — mais dans un avenir combien éloigné — la Paix sociale.

Jadis cependant, cette conception était indispensable. On pouvait penser que des œuvres sociales dictées par la charité et peut-être par prudence, suffiraient pour enrayer certains désordres ou calmer des revendications, loin d'ailleurs de présenter l'ampleur qu'elles ont actuellement. Le rural a pris conscience de sa valeur, les exemples de la ville lui ont dessillé les yeux. A la place d'œuvres sociales il lui faut des institutions sociales et même un autre état social qu'il n'obtiendra qu'en luttant.

(1) M. Riboud. Rapport au Congrès de Nice 1913.

(2) E. Duport. Testament syndical.

II

Dans leur action, les syndicats se sont laissé distancer, submerger par leurs œuvres annexes. L'action syndicale a été intermittente, sporadique. Chaque service a été considéré isolément et non situé dans un plan d'ensemble. C'est pourquoi les progrès ont été lents. La raison de cette stagnation réside dans les faiblesses du syndicalisme agricole. N'est-il pas faible pour être si en retard sur les organisations professionnelles, industrielles, et même sur les organisations professionnelles agricoles de certains pays étrangers? Sa faiblesse réside l'individualisme de ceux auxquels il s'est adressé et dans le manque de doctrine de ses chefs.

« La Révolution française a donné naissance à ce funeste esprit d'individualisme qui a développé dans le cœur des meilleurs un égoïsme et une indifférence sociale qui ont engendré la plupart des abus qui pèsent si lourdement sur la Société contemporaine. » Ces paroles ont été prononcées par Ambroise Rendu, secrétaire général de l'Union Centrale des Syndicats des agriculteurs de France (Strasbourg, 1920), et maints autres chefs du syndicalisme agricole, dans des discours ou des écrits, ont tonné contre ce « funeste esprit d'individualisme ». Le paysan regarde toujours avec méfiance ce qui est nouveau. Il ignorait ce qu'étaient les syndicats et ne se rendait pas compte de leur utilité pratique. Il fut encouragé dans cette attitude par sa femme. « La paysanne, disait E. Duport, est un adversaire instinctif de nos syndicats, elle ne comprend pas toujours ces idées élevées d'association... elle craint qu'on ne détourne son homme des champs... elle a peut-être parfois peur de ces assemblées qui lui rappellent des réunions politiques dont elle n'a généralement pas gardé bon souvenir... elle craint que les quelques sous de cotisation, qu'elle voit payer à regret, ne soient un prétexte à aller au chef-lieu de canton pour y faire des dépenses. » Cet individualisme des paysans s'est retrouvé dans leurs associations, leurs syndicats, leurs unions. L'idée

provinciale a survécu, avec les traditions, les vieux usages, maintenant un particularisme qui a constitué souvent un obstacle à des actions concertées ou à des unions plus vastes. Bien plus, il est arrivé que, pour des raisons personnelles ou politiques, plusieurs syndicats se créent, donnant ainsi naissance à une concurrence « peu conforme à l'esprit de concorde et d'union qui est l'idéal de l'association professionnelle agricole » (1). Cette cause de faiblesse, on l'a vu, tend à disparaître.

Les chefs du syndicalisme agricole ont édifié leur œuvre sans se préoccuper de ce qu'il en adviendrait. C'est ce qui explique l'aspect un peu chaotique des institutions syndicales. « Plusieurs d'entre eux étaient d'anciens magistrats; quelques-uns, plus nombreux encore, des officiers démissionnaires. Ils étaient d'avance marqués pour être des « conducteurs d'homme »... Tous étaient convaincus et profondément désintéressés, leur dévouement leur était naturel. Ils voulaient *tendre une main secourable* à leurs frères moins fortunés... La plupart d'entre eux avaient un patrimoine suffisant pour leur permettre, sans avoir le souci du pain quotidien, de s'occuper des *œuvres sociales* (2). La qualité de propriétaires, instruits et cultivés, leur procure une certaine connaissance des choses, une expérience qui leur donnent quasi d'office le droit d'avoir dans la direction de celui-ci une influence plus considérable. C'est la conception *patronaliste* » que l'on rencontre particulièrement dans l'Ouest chez certains propriétaires. Pour cette tendance en définitive le syndicat peut s'incorporer à la vie sociale telle qu'elle est, tandis que les syndicalistes se laisseraient diriger. A côté de cette tendance qui a été prédominante jusqu'à ces dernières années, il en est une autre, plus démocratique, pour laquelle les chefs des syndicats doivent être pris dans

(1) De Rooquigny. *Les Syndicats Agricoles et leur Oeuvre*, p. 49.

(2) A. Toussaint. *L'Union Centrale des Syndicats agricoles, ses idées directrices*. Chapitre 1.

toutes les classes professionnelles et leur choix basé sur leur seule valeur. Les services rendus jadis par une classe ne sont pas à considérer, mais seulement : les services rendus dans le présent, les connaissances techniques, la valeur morale et professionnelle. D'autre part les masses paysannes, qui tendent à se concentrer, ne se laisseront pas diriger contre leurs volontés et aspirations profondes. Dans un cadre d'ordre, il faut leur donner ce qu'elles désirent... et pour ce faire c'est peut-être un nouvel ordre social qu'il importe de concevoir. « Il fallait faire passer cette masse rurale dans le creuset des élaborations sociales et la rendre si malléable et si puissante qu'elle put s'adapter au monde économique moderne au risque de le faire craquer si c'était nécessaire (1). »

Ces deux tendances semblent avoir existé successivement à l'Union du Centre-Est et existent peut-être encore simultanément aujourd'hui.

Etablir l'accord entre des principes si différents, d'autant plus qu'ils ne sont pas exprimés d'une façon nette, n'était pas chose facile et c'est la raison pourquoi jamais un exposé d'ensemble n'a été fait de la doctrine du syndicalisme agricole. Aux congrès nationaux, aux assemblées générales, on s'est entendu sur les points communs de ces esprits, sans d'ailleurs avouer ou peut-être même se rendre compte qu'au fond, des divergences existaient. On a mis en avant la neutralité politique et religieuse. « Il faut bien se garder, disait E. Duport, dans son rapport à l'assemblée générale de l'Union du Sud-Est en 1897, de quitter la voie construite en 1884, toute incursion sur le champ politique ou religieux, serait-elle limitée à un simple cheminement sur les à-côtés, est dangereuse ». Mais on peut se demander, si, inconsciemment, les chefs du syndicalisme n'ont pas suivi certaines solutions qui découlaient logiquement de leurs principes. Il

(1) A. Toussaint, *op. cit.*, ch. I.

eut fallut, peut-être dès le début, placer l'agriculture dans un système économique général et établir par voie de déduction les services dont aurait eu besoin son organisation. Mais une organisation par le haut ne tient généralement pas (1). Si le manque de doctrine du syndicalisme est une faiblesse, les services et groupements qui le constituent, à cause de leur vitalité, sont une force. Primitivement les chefs du syndicalisme agricole ont eu en vue, et presque exclusivement, une action sociale. Les services économiques ne devaient être à leurs yeux qu'un moyen pour remplir leur fonction sociale. « Intégralement professionnelle, le syndicat agricole mixte est l'œuvre directrice, celle qui représente la profession, crée des organes, les dirige et les maintient (2). » Si inversement, l'organisation économique avait été considérée comme la base de l'organisation agraire l'unité doctrinale se serait vite réalisée. Mais des préoccupations semblables n'étaient pas courantes il y a un demi-siècle. Il a fallu la guerre pour précipiter l'évolution, et cette recherche d'une doctrine qui se fait sentir n'est en définitive qu'une simple crise de croissance. Pour ne pas affaiblir l'œuvre il serait nécessaire néanmoins que cette évolution s'achève.

III

De nombreux reproches ont été adressés aux syndicats agricoles. On a dit qu'ils étaient dirigés dans l'intérêt de la grande propriété, qu'ils avaient un but politique, la constitution d'un grand parti agrarien. Ces affirmations, on l'a vu, ne sont pas fondées. Actuellement certains consommateurs s'élèvent contre les syndicats agricoles qu'ils accusent de faire monter les prix en supprimant la concurrence. Les

(1) L'Empire de Charlemagne et sa décomposition rapide en est un exemple frappant.

(2) A. Courtin. *Les Congrès Nationaux de Syndicats Agricoles*.

syndicats cherchent, c'est un fait, à obtenir des prix rémunérateurs, mais ils essaient surtout d'augmenter les bénéfices par la diminution des frais généraux. Enfin on ne pourra juger si les prix de vente des denrées agricoles sont excessifs que lorsque l'on connaîtra leurs prix de revient. Si la comptabilité agricole est possible elle présente néanmoins bien des difficultés et n'existe pas encore pratiquement.

Nous ne parlerons pas des plaintes de certains adhérents contre leurs syndicats qu'ils trouvent mal dirigés. De telles récriminations se rencontrent dans tous les domaines et si des syndicats de producteurs de violettes de la région de Toulouse ont été, il y a quelques années, vivement critiqués par leurs membres, de semblables attaques sont rares et au total insignifiantes. Il en est de plus graves.

Les syndicats agricoles soi-disant mixtes, dit-on aussi, sont en réalité patronaux. Sans doute depuis le grand producteur jusqu'au petit exploitant tous sont patrons, mais il existe aussi un prolétariat agricole composé d'ouvriers qui ne sont ni propriétaires, ni exploitants. N'ayant rien à vendre ni à consommer professionnellement, les coopératives agricoles le laissent indifférent. Il en va de même pour les mutuelles puisqu'il n'est pas propriétaire et que, en matière d'accidents, c'est désormais l'employeur qui est responsable. La raréfaction de la main-d'œuvre agricole était obligatoire puisque cet ouvrier impuissant à la campagne, à cause de son isolement, savait qu'en ville il pouvait devenir une force par le nombre organisé, et qu'en outre il y bénéficierait de salaires élevés et de lois sociales favorables (repos hebdomadaire, semaine anglaise, retraites, protections diverses). Peut-on appeler mixte un syndicat qui laisse de côté toute une catégorie de professionnels? En fait, dans beaucoup de régions, ces reproches sont fondés. Mais un mouvement naît pour « aider les ouvriers » (1). Les moyens envisagés sont

(1) A. Toussaint. *Comment l'Agriculteur peut aider ses Ouvriers.*

les Caisses d'allocations familiales et les Caisses rurales qui présentent un intérêt économique et social. Comme c'est un avantage pour chacun d'épargner et d'emprunter, la Caisse rurale est la chose de tous. Il est vrai qu'à ces moyens, on objecte que l'on devrait rechercher « le salut de l'ouvrier par l'ouvrier », selon la formule de M. Harmel, tandis que ces œuvres aident l'ouvrier sans l'organiser et procèdent d'un certain patronalisme bienveillant. Pratiquement, comme le propose M. de Ganay dans une brochure, « Deux problèmes d'organisation professionnelle agricole: le syndicalisme et les cultivateurs cultivants, le syndicalisme et le prolétariat agricole », — la solution du problème serait peut-être « que le prolétaire cesse de n'être que prolétaire, qu'il ne le soit à la rigueur que temporairement en se sachant exploitant ou même propriétaire expectant. » Il s'agirait d'employer les Caisses rurales à faciliter l'accession à la propriété et de favoriser, voire d'obtenir une législation orientée largement dans le sens. Mais dans les pays de grande motoculture, un prolétariat subsiste que ne semble pas pouvoir résorber le mouvement de multiplication de la petite propriété. Pour M. de Ganay « il ne semble pas qu'il y ait alors d'autre solution vraiment efficace et équitable que l'organisation des syndicats séparés : d'un côté les employeurs (propriétaires et exploitants de toute catégorie), de l'autre les employés avec une commission mixte permanente qui discutera librement les intérêts opposés de chacun pour les consulter dans un esprit de loyauté, de justice et de paix, et organisera ainsi de vrais contrats collectifs syndicaux ». Cette conception semble bonne dans ces régions, d'autant plus qu'il est urgent de lutter contre la multiplication éventuelle de syndicats révolutionnaires qui entameraient sans doute ce qui reste de main-d'œuvre, amplifieraient la grève par la désertion et arrêteraient peut-être ainsi la production agricole. On se rendra compte de ces dangers, contre lesquels il faut prendre des précautions, lorsqu'on aura vu la faiblesse constitutive du syndicat, cause de ces dangers.

IV

Le syndicat est fragile dans sa constitution au point de vue social, parce que ses adhérents peuvent le quitter quand ils le veulent. Il est aussi fragile, au point de vue financier, parce que les cotisations sont insuffisantes pour une construction qui dure, et qu'elles rentrent parfois mal. C'est pourquoi les syndicats révolutionnaires recherchent les incidents sociaux qui réveillent le sentiment de lutte de classes grâce à la solidarité de grève et assurent au syndicat une vitalité intermittente. Par contre, les syndicats agricoles essaient de se procurer des ressources par le commerce. Le syndicat est fragile enfin au point de vue juridique et même en tant qu'organisme économique. En effet, la possession des immeubles étant limitée à certains besoins et les immeubles ne pouvant servir de garantie, la responsabilité n'existe pratiquement pas. La forme syndicale peut être un danger, quiconque ayant la faculté de s'en servir et de donner au groupe constitué sous la protection de la loi une activité malfaisante.

Le parti communiste s'intéresse vivement à l'action dans les campagnes. De nombreuses brochures ont été éditées pour exploiter le mécontentement des paysans et leur vanter le régime soviétique (1). « Afin d'empêcher la bourgeoisie rurale et le capitalisme de continuer son travail de propagande dans les campagnes, les paysans travailleurs doivent créer *entre eux* des organisations diverses » (1^{re} Conférence paysanne internationale). Au-dessus d'elles doit être institué « le syndicat paysan dont la circonscription s'étend sur la commune, le canton ou une région plus grande ». Ces syndicats seront fondés par des « Comités de paysans travailleurs » animés par les cellules et les fractions commu-

(1) J. Castel : *Le Proletariat et les Paysans*. V. Dumas : *Paysans, défendons-nous*. M. Vazeilles : *L'action communiste dans les campagnes. Syndicats et Comités de Paysans travailleurs*. E. Montusès : *Les ennemis du Paysan*. E. Girault : *Le Parti communiste et les Paysans, etc...* ; *Le Paysan Russe*. Guido Miglioli : *Le Village soviétique*.

nistes. Ils sont de deux sortes : les syndicats d'ouvriers agricoles dans les pays de grande culture, les syndicats de paysans travailleurs dans les pays à culture familiale ou de petite culture. Comités paysans, syndicats et autres associations rurales sont unis dans le « Conseil Paysan Français » (C. P. F.), dont le but est : de soutenir la lutte pour l'émancipation de la classe paysanne, d'établir et d'affermir les liens les plus étroits avec les organisations de la classe ouvrière, d'étudier et de défendre les intérêts des paysans travailleurs; de fournir à ses adhérents des informations sur le fonctionnement des institutions agricoles, etc., de faciliter la création de coopératives. « La Voix Paysanne », mensuelle ou hebdomadaire, est le lien entre les paysans travailleurs. L'Union au C. P. F. se fait directement ou par l'intermédiaire de fédérations telle la « Fédération des Paysans travailleurs », par exemple, qui, créée en 1922, a pris dans la région du Centre une certaine ampleur et comptait en 1925 environ 4.000 adhérents « répartis en 21 syndicats coopérateurs, le reste en comités de paysans-travailleurs dans les régions ou localités où il n'y a pas encore de groupements agricoles et ailleurs au sein des organisations administrées par la bourgeoisie » (L'action communiste dans les campagnes). Cette Fédération a son journal « Le Paysan Travailleur » Meymac (Corrèze. Le C. P. F. fait partie du « Conseil Paysan International » qui tend à « accélérer la lutte libératrice de la paysannerie du monde entier contre l'oppression séculaire de la grande propriété et du capital ». Les revendications du C. P. F. rejoignent en beaucoup de points celles du syndicalisme agricole, par exemple : « Garantie de la Propriété familiale, exonération d'impôts, électrification, abaissement des tarifs de transports ». Le péril réside en ce que ces revendications sont présentées séparées des moyens que le C. P. F. emploie pour les faire aboutir.

Le syndicalisme agricole lui-même présente des dangers. Son programme comporte la constitution d'une propriété collective professionnelle à côté de la propriété individuelle.

On n'ignore pas non plus qu'un esprit de défense, de classe est né parmi la masse paysanne, toutes ardeurs que les syndicats doivent absorber. Mais si cette tâche devenait impossible? Si les buts par évolution lente ou rapide se transformaient totalement? Une propriété professionnelle collective existant, fut-ce à l'état embryonnaire serait une porte ouverte à l'appropriationisme.

En définitive, la forme syndicale est d'une très grande souplesse. Il faut la diriger dans un bon sens. Cela dépend essentiellement des chefs des syndicats. Le syndicalisme vaut ce que valent ses dirigeants et ses propagandistes. Il faut bien se dire que la masse adhère surtout au syndicat pour obtenir quelques avantages matériels. On peut abuser de sa confiance et l'entraîner sur des voies dont elle ne se doute pas. Il faut le craindre, si tous les militants syndicalistes ne sont pas animés d'un idéal commun que concrète une doctrine très précise.

CONCLUSION

« Un certain esprit de classe est normal et légitime, il peut dégénérer et prendre vite les préjugés de l'esprit de caste; vient alors l'incompréhension réciproque d'une classe à l'autre; puis l'isolement, qui est toujours une faiblesse, bientôt la méfiance, jalouse d'un côté et dédaigneuse de l'autre, les fécondes collaborations sont de plus en plus difficiles ou rendues bien superficielles et précaires. Certains déjà verraient là tout préparé, l'explosif de la lutte des classes qu'une étincelle allumerait (1). »

Les dangers du développement de syndicats révolutionnaires parmi la classe paysanne n'existeraient pas si l'organisation rapide de la profession agricole avait lieu dans le sens du Centre-Est. Il faut satisfaire les revendications de la classe paysanne, mais d'une façon logique, en les orientant. C'est d'autant plus facile que ces aspirations sont confuses et c'est précisément aussi, parce qu'elles le sont, qu'il faut agir vite sous peine de les voir exploiter dans un mauvais sens. Il serait facile au syndicalisme agricole, dont nous avons étudié une Union type, d'absorber ce mouvement paysan en sauvegardant les intérêts des agriculteurs et ceux de la Nation. Les 28 Unions régionales, dont les plus importantes sont celles du Sud-Est, du Plateau Central, du Centre-Est, du Finistère, de la Bretagne méridionale, des Alpes, de Provence, l'Union girondine, l'Union lorraine, la Fédération agricole du Nord de la France, etc., peuvent doter les agriculteurs d'institutions qui, en leur rendant la vie plus facile leur donneraient l'indépendance à laquelle inconsciemment ils rêvent. L'Union centrale peut établir entre elles un lien, une unité, une coordination, qui permettraient une organisation agraire nationale.

Néanmoins, de tels résultats ne seront obtenus que si

(1) *Echo de l'Union Cath. de la France Agricole*, octobre 1927, p. 67.

une action méthodique et rapide est faite, donc si une doctrine bien nette est établie et une direction sûre suivie. Nous avons vu que trop de syndicalistes avaient confondu les moyens d'action avec les buts à poursuivre. Le syndicat, l'Union de syndicats, ont été le fonds commun de leurs écrits et discours. Il est bon de créer, mais encore faut-il que les créations servent à la réalisation d'un programme. Ce programme n'est pas précis ou plutôt il se compose de points de détail communs, aux tendances divergentes que nous avons relevées parmi les syndicalistes, et ne découle pas d'une idée générale très nette. Or, ce qui fait la force d'un syndicat révolutionnaire c'est son idée de lutte de classe, surtout lorsqu'elle passe à l'action dans une grève. Ce qui fait sa faiblesse c'est son manque de ressources et le défaut d'intérêts immédiats pour les adhérents. Dans le syndicalisme agricole la situation est inverse; les syndicats donnent à leurs membres des avantages matériels par leurs œuvres annexes (coopération, mutualité, crédit, achats et ventes en commun), et ces mêmes services peuvent leur procurer des ressources; mais une idée générale, profonde, n'existe pas. L'heure est venue d'en trouver une ou mieux de choisir entre les deux que l'on connaît : d'une part, le syndicalisme agricole, moyen d'œuvres sociales pour améliorer le sort du paysan, de l'autre le syndicalisme agricole, moyen d'organisation économique, d'institutions sociales qui donnent au paysan l'indépendance. Ou bien la conception du passé, qui voit les hommes dans le cadre de la Société actuelle, ou bien celle du présent qui considère la profession dans un monde nouveau.

Le problème est grave parce que c'est celui de l'agriculture et cette dernière étant le régulateur de toute l'activité, la question devient celle de notre prospérité nationale. Une agriculture en décadence ne se relève plus. Il n'est besoin que de regarder l'exemple de l'Angleterre : « D'un côté, son industrie compte douze cent mille chômeurs, immense armée d'ex-travailleurs qui consomment et ne produisent

plus; de l'autre, son agriculture achève de dépérir faute de main-d'œuvre; en 1927, la diminution des terres cultivées par rapport à 1926 est de 40.000 hectares; 50.000 hectares de culture ont été mis en herbages » (1). L'importance pour nous d'une riche agriculture, en dehors des raisons connues (cf. introduction), ressort de l'examen des statistiques publiées par l'Administration des Douanes. Pendant les sept premiers mois de 1928, nous avons importé pour 30 milliards 375.565.000 fr. contre des exportations de 29 milliards 190.693.000, soit un déficit de 1.184.872.000 francs. Si ces chiffres ne tiennent pas compte des exportations invisibles; ils sont néanmoins un mauvais indice. Il faut remarquer que du 1^{er} janvier au 31 juillet 1928 nous avons importé, par rapport à la même période de 1927; 1.911.624.000 francs en moins de matières alimentaires et que nous avons exporté 806.051.000 fr. en plus. Donc, sans l'appoint de l'agriculture dû aux différentes mesures législatives prises avant les dernières élections en faveur de la liberté de vente desdites denrées (2), notre balance commerciale aurait accusé un déficit de près de quatre milliards (3.902.547.000 fr.). Il est donc indispensable de sauver notre agriculture. Le syndicalisme agricole le peut.

S'il lui faut une doctrine définie, il importe aussi que les

(1) *Bulletin de l'Union du Sud-Est*, septembre 1928.

(2) Loi du 6 avril 1926 rétablissant et majorant de 30 % les droits de douane sur divers produits (bestiaux, viande, œufs, haricots, lentilles, pommes de terre) qui en étaient exempts depuis 1914, et décret du 6 juillet 1926 pris en application de cette loi.

Loi du 27 juillet 1927 autorisant le Gouvernement à apporter quelques modifications au régime douanier. Cette même loi a supprimé les prohibitions et droits de sortie sur chevaux, bestiaux, volailles, matières végétales à l'exception du blé, seigle, bois, etc...

Décret du 17 novembre 1927 affectant les droits de douane des coefficients 4 pour les bestiaux, 3,6 pour les viandes et 5 pour les grains et dérivés. Le droit sur les blés a été ainsi porté à 35 francs alors qu'il était auparavant de 25 francs (décret du 2 septembre 1927). 18 fr 20 (loi du 6 avril 1926) 14 francs (décret du 28 juin 1921) et 7 francs avant-guerre.

syndicats et leurs Unions aient une unité de direction et de la discipline. En passant, il a été signalé combien celle-là avait influé sur les résultats de l'Union du Centre-Est. Il est permis de penser que d'autres Unions auraient maintenant une importance beaucoup plus considérable, si l'unité de direction y était pratiquée. Enfin, il importerait que les tendances particularistes, qui se manifestent dans certains syndicats ou Unions, s'allient à la préoccupation constante de l'intérêt général, ce qui n'est possible que si une idée élevée et profonde est le fondement commun des activités de ces divers groupements.

Le syndicalisme, en général, offre des dangers par sa souplesse et sa puissance, soit; mais, il faut que l'agriculture se défende, prospère. Des mesures législatives appropriées peuvent faciliter cette tâche, mais pour que l'œuvre soit durable, il faut solidement étayer la base : la famille et la profession. C'est ce à quoi tend le syndicalisme et c'est pourquoi il paraît être, à condition de se perfectionner quelque peu, le seul moyen de l'organisation agraire qui s'impose.

Vu : *Le Doyen,*
H. BERTHELEMY.

Vu : *Le Président de la thèse,*
WILLIAM OUALID.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Recteur, l'Inspecteur d'Académie :

S. MAURELLET.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- CHARLES GIDE. — La Coopération; Conférence de Propagande.
Applications sociales de la solidarité.
Cours sur la Coopération au Collège de France, décembre 1924 - mars 1928.
- TOTOMIANTZ. — La Coopération mondiale; Historique, organisation principes.
- MARTIN SAINT-LÉON. — Syndicalisme ouvrier et syndicalisme agricole (Payot, 1920).
- DE ROCQUIGNY. — Les syndicats agricoles et leur œuvre.
- AUGÉ LARIBÉ. — Syndicats et Coopératives agricoles.
- ADRIEN TOUSSAINT. — L'Union Centrale des Syndicats agricoles (Payot).
L'organisation professionnelle de l'agriculture. — (Semaine sociale de Rennes.)
Comment l'agriculteur peut aider ses ouvriers. — (Librairie agricole de la Maison Rustique.)
- ANDRÉ COURTIN. — Les Etapes d'une organisation professionnelle : les Congrès nationaux des Syndicats agricoles. — (Bibliothèque du Syndicalisme agricole, Paris 1920.)
- CTE DE VOGUÉ et M. PELUD. — Emile Duport : La leçon de ses œuvres. — (Bibliothèque du Sud-Est.)
- CLAUDIUS METTON. — Un village syndical. — (Bibliothèque du Syndicalisme agricole.)
- PIERRE JOUVE. — Un mouvement d'organisation professionnelle : « Le Plateau Central ». — Aurillac.

- Congrès Nationaux des Syndicats Agricoles, 8, rue d'Athènes, Paris.
- Congrès Nationaux de l'Agriculture Française, 39, rue d'Amsterdam, Paris.
- Assemblées générales de l'Union Centrale, du Sud-Est, du Centre-Est, etc.
- Conférence Paysanne Internationale, Moscou, nov. 1927.
- Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1928. — A. TOUSSAINT :
« La Nouvelle Bourgeoisie Paysanne ».
- Bulletins de l'Union Centrale*, 8, rue d'Athènes et *Bulletins de l'Union du Sud-Est*, 1, rue Bellecour, Lyon.
- Annales de la Mutualité et de la Coopération Agricoles*, 129, boulevard Saint-Germain, Paris.
- Echo de l'Union Catholique de la France Agricole*, 175, boulevard Saint-Germain, Paris.
- La Journée Industrielle*. — Janvier, Février, Mars, Avril, Mai, Août 1924, Juin 1926, Mai 1927, Mars, Avril 1928.
- Le Temps*. — Mars, Avril, Septembre 1928.
- L'Action Rurale*, 39, rue Monge, Dijon.
- La France Rurale*, 48, rue de la Charité, Lyon.
- La Voix Paysanne*, 106, rue Lafayette, Paris.
- La Voix de la Terre*, 120, rue d'Assas, Paris.
- Tracts édités par le Conseil Paysan Français, (106, rue Lafayette).
- Le Centre-Est, Dijon.
- L'Action Populaire, Vannes.
- L'Entente Paysanne, Limoges.
-

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LES RÉALISATIONS DE L'UNION DU CENTRE-EST

CHAPITRE PREMIER

<i>Historique et situation de l'Union</i>	21
I. — Histoire	21
II. — Situation	25

CHAPITRE II

<i>La Mutualité</i>	29
SECTION I. — Généralités	29
— II. — L'assurance mutuelle agricole incendie dans le Centre-Est	36
— III. — L'assurance mutuelle accidents dans le Centre-Est	53
— IV. — Caisse mutuelle grêle du Centre-Est	66
— V. — L'avenir de la Mutualité dans le Centre-Est	72

CHAPITRE III

<i>Le Crédit agricole de l'Union du Centre-Est</i>	76
SECTION I. — Généralités et historique	76
— II. — La Caisse de Dépôts et Prêts du Centre-Est	83

CHAPITRE IV

<i>La Coopération</i>	94
SECTION I. — Généralités	
— II. — L'organisation coopérative dans l'Union du Centre-Est	101
— III. — L'Union de producteurs agricoles du Centre-Est	110
— IV. — La Cave générale des grands vins de Bourgogne	111

CHAPITRE V

<i>L'action professionnelle</i>	114
SECTION I. — La diversité des Associations agricoles dans l'Union du Centre-Est.....	115
— II. — Ce que devrait être l'organisation syndicale dans le Centre-Est.....	116
— III. — L'Action rurale.....	121
— IV. — Action de l'Union du Centre-Est en faveur de l'agriculture.....	125
— V. — Office régional de la main-d'œuvre agricole du Centre-Est.....	130
— VI. — Services techniques et économiques.....	136

CHAPITRE VI

<i>L'Action sociale</i>	140
SECTION I. — Action générale et prévoyance.....	140
— II. — Natalité.....	141
— III. — Enseignement.....	142
— IV. — Comité de contentieux.....	146

DEUXIÈME PARTIE

LES MOYENS — LES IDÉES DIRECTRICES — LES RÉSULTATS
DE L'UNION DU CENTRE-EST

CHAPITRE PREMIER

<i>Les moyens d'action</i>	150
SECTION I. — Ressources et administration.....	150
— II. — Personnel.....	154
— III. — Rapports sur les autres organisations agricoles.....	157

CHAPITRE II

<i>Les méthodes</i>	160
SECTION I. — Les méthodes de travail.....	160
— II. — La propagande.....	167

CHAPITRE III

<i>Les caractéristiques et les tendances du Centre-Est</i>	171
SECTION I. — Caractéristiques.....	171
— II. — Les tendances.....	173

CHAPITRE IV

<i>Les résultats de l'Union du Centre-Est</i>	180
SECTION I. — Vers l'organisation agraire	181
— II. — Conception syndicaliste d'une nouvelle organisation sociale	186

CHAPITRE V

<i>La valeur du syndicalisme agricole</i>	193
SECTION I. — La conception du syndicat agricole est-elle conforme à la réalité	193
— II. — Faiblesse du syndicalisme	197
— III. — Reproches adressés aux syndicats	200
— IV. — Danger de la force syndicale et du syndicalisme	203
<i>Conclusion</i>	206
<i>Bibliographie sommaire</i>	210

28-29



